

Kyriaki Panagiotaki

Le Pays Portes de Gascogne

La coopération européenne au service des régions rurales en mutation



ICRESS, Institut catalan de recherche en sciences sociales (EA 3681)
Université de Perpignan Via Domitia

Le Pays

Portes de Gascogne

**La coopération européenne au service
des régions rurales en mutation**

Panagiotaki, Kyriaki

Le Pays Portes de Gascogne. La coopération européenne au service des régions rurales en mutation

Revue RECERC, Ouvrages de référence, Collection Europe et frontières n°2

Texte en français. 141 pages

ISSN 1961-9340

I. Institut catalan de recherche en sciences sociales, Université de Perpignan Via Domitia

1. Coopération territoriale européenne -- Gers -- Portes de Gascogne -- Rural -- Leader+ -- Interreg

Résumé : Après avoir défini le cadre juridique et institutionnel de la coopération territoriale en France et le contexte européen de la coopération territoriale et son évolution (coopération territoriale européenne, transfrontalière ou interrégionale), l'étude présente les actions de coopération réalisées dans le département du Gers (FEDER, Leader+, Interreg III et IV), et en particulier par le Pays Portes de Gascogne, un territoire rural en mutation, avec une évaluation des résultats ainsi que les projets en cours en 2008 et les futurs projets.

RECERC

Revue électronique de l'Institut catalan de recherche en sciences sociales

Ouvrages de référence, Collection Europe et frontières n°2

Première édition : mars 2010

Université de Perpignan Via Domitia

ISSN n° 1961-9340

Note : la base de cet ouvrage est le mémoire de recherche présenté par M^{lle} Kyriaki Panagiotaki en 2008: *La coopération au service du développement territorial des régions rurales en mutation. L'exemple du département du Gers. Enjeux et perspectives pour le territoire du Pays Portes de Gascogne*, préparé sous la direction de M^{mes} Martine Camiade et Claire Sarda-Vergès dans le cadre de la mention de Master Études Européennes et Internationales, spécialité Relations Transfrontalières, à l'ICRESS, Institut catalan de recherche en sciences sociales (EA 3681), Université de Perpignan Via Domitia.

Kyriaki Panagiotaki

Le Pays Portes de Gascogne

La coopération européenne au service des régions rurales en mutation

Page Chapitre

7	Introduction
11	La coopération territoriale
	A. Notions, cadre juridique, contexte français et européen
	1. Définitions des principales notions
	2. Cadre juridique et institutionnel de la coopération territoriale en France
	3. Contexte européen de la coopération territoriale et son évolution
34	B. État des lieux de la coopération dans le Gers
	1. Les projets de coopération, programmation 2000-2006
	2. Le cas du pays du Val d'Adour
	3. Le cas de la CCI du Gers
	4. Bilan-évaluation de la coopération pour le territoire rural du Gers
56	Pays Portes de Gascogne : enjeux et perspectives de coopération
	1. Présentation du Pays Portes de Gascogne
	2. Les projets de coopération
	3. Les futurs projets de coopération
	4. Les perspectives de coopération
	5. Préconisations - propositions
120	Conclusion
122	Annexes
137	Bibliographie
140	Table des matières

*Ετσι κι αλλιως τα πραγματα θα κυλησουν οπως θελουν αυτα.
Η ζωη ξερει.*

« Οταν χαραζει », Θανασης Παπακωνσταντινου

(Traduction libre : De toutes façons les choses se dérouleront comme elles veulent. La vie sait. De la chanson « Otan xarazei » de Thanasis Papakonstantinou)

J'ai rédigé ce mémoire durant une période transitoire de ma vie... Des surprises et des changements ont eu lieu avant que je me mette sérieusement à la rédaction... Beaucoup de réflexions m'ont accompagnée, ainsi que des chansons grecques, de belles chansons gaies, obscures, prometteuses, nostalgiques... Il y a des paroles qui m'ont marquée, qui m'ont mise dans des pensées extraordinaires et qui m'ont beaucoup motivée à prendre des décisions que je n'aurais pas pu prendre auparavant... Je pense que ces paroles doivent figurer dans ce mémoire, simplement parce qu'elles font partie de tout ce qui a été écrit. Evidemment, je me permets de les écrire en grec, cette langue que malheureusement je néglige parfois... mais nul ne sait jusqu'à quand?

Remerciements

D'origine grecque et à la suite de plusieurs expériences à l'étranger (dont cinq mois à Toulouse en 2006), j'ai souhaité poursuivre mes études dans le sud de la France. J'ai eu la chance d'effectuer le Master 2 Professionnel « Relations Transfrontalières » à Perpignan depuis octobre 2007 et ainsi enrichir mes connaissances et mes compétences. La réalisation de ce Master fut une réelle épreuve pour moi pour des raisons liées à ma culture d'origine, à mon tempérament et à mes compétences linguistiques. Bien attendu, la rédaction de ce mémoire, qui constitue en même temps une étude sur la coopération pour le Pays Portes de Gascogne, n'aurait pas été possible sans la contribution précieuse de plusieurs personnes. Je tiens donc à remercier:

L'ensemble des professeurs et des intervenants de mon Master durant la période 2007-2008 pour leur bonne volonté, leur disponibilité et leurs conseils. Je remercie tout particulièrement mes directrices de mémoire, Mme Martine Camiade et Mme Claire Sarda-Vergès pour leur apport significatif à la réalisation de ce travail.

L'équipe technique du Pays Portes de Gascogne qui m'a accueillie chaleureusement et qui m'a beaucoup soutenue dans la réalisation de l'enquête pour mon mémoire. Je remercie tous mes collègues pour leur apport particulier au bon déroulement de mon stage de cinq mois.

Les personnes qui ont participé à l'enquête pour mon mémoire. Je remercie tout particulièrement Mme Typhaine Dulhauste, M. Michel Debord, Mme Hélène Schwartz, M. Bruno Monflier et M. Jean-Louis Gèze pour le temps qu'ils m'ont accordé et leurs informations lors de nos entretiens.

Mon ami Samuel pour son soutien, sa patience et ses conseils précieux. Je te remercie infiniment pour tout ce que tu as fait tout au long de ces quatre dernières années.

Et surtout, mes parents en Grèce, ces personnes uniques qui m'ont soutenue dans tous mes projets. Merci pour votre courage et votre patience. Merci d'être toujours là malgré la distance.

Abréviations

PORTES (de Gascogne): Préserver, Ouvrir, Relier les Territoires de l'Est gersois

LEADER : Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale

GAL : Groupe d'Action Locale

LOADT : Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire

CC : Communauté de Communes

CCI : Chambre de Commerce et d'Industrie

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economiques

EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale

DIACT: Délégation Interministérielle pour l'Aménagement et la Compétitivité des Territoires

CDC: Caisse des Dépôts et Consignations

INDL: Institut National du Développement Local

CNCD: Commission Nationale de la Coopération Décentralisée

GEIE : Groupement Européen d'Intérêt Economique

SEML : La Société d'Economie Mixte Locale

GIP : Groupement d'Intérêt Public

GEIP : projet du Groupement Européen d'Intérêt Public

GLCT : Le Groupement Local de Coopération Transfrontalière

GECT : Groupement Européen de Coopération Territoriale

FEDER : Fonds Européen de Développement Régional

FSE : Fonds Social Européen

PIC : Programme d'Initiative Communautaire

PME : Petites et Moyennes Entreprises

GIP ADT : Groupement d'Intérêt Public d'Aménagement et de Développement du Territoire

PATS : Pôle d'Expérimentation et d'Application des Techniques Satellitaires

GMES: Global Monitoring for Environment and Security

DG: Direction Générale

UE: Union Européenne

SIG : Système d'Information Géographique

SIE : Système d'Information Environnementale

NTIC : Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

PAC : Politique Agricole Commune

PER : Pôle d'Excellence Rurale

ADCL : Association de Développement Culturel en Lomagne

FDFR : Fédération Départementale des Foyers Ruraux

CDSMR : Comité Départementale des Sports en Milieu Rural

CERP : Centre Européen de Recherches Préhistoriques

CNES : Centre National d'Etudes Spatiales

TIC : Technologies d'Information et de Communication

DRRT : Délégation Régionale à la Recherche et à la Technologie

CESBIO : Centre d'Etudes Spatiales de la Biosphère

CAUE : Conseil en Architecture, Urbanisme et Environnement du Gers

ZNIEFF: Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

Introduction

Installée dans le département du Gers, en plein milieu rural depuis juin 2007, et attirée par son cadre de vie exceptionnel, j'ai été motivée pour y effectuer mon stage dans le cadre du Master 2 Professionnel « Relations Transfrontalières ». J'ai vite décroché un stage au sein du Pays Portes de Gascogne à l'Est du Gers où je me suis principalement occupée du montage de sa candidature Leader 2007-2013 et du suivi des projets de coopération Leader+.

Concernée par des thématiques touchant les régions agricoles et rurales, et plus précisément leur développement durable, j'ai souhaité orienter mon mémoire de fin d'études vers le développement des territoires ruraux. Mon cursus universitaire m'a offert de nouvelles connaissances sur la Politique de Cohésion Européenne, les dispositifs de coopération territoriale et divers programmes européens. Cette formation ainsi que mon expérience professionnelle au Pays Portes de Gascogne m'ont incitée à choisir un thème de mémoire associant le développement local des territoires ruraux et la coopération internationale. C'est ainsi que j'ai défini le thème de mon mémoire : *La coopération au service du développement territorial des régions rurales en mutation. L'exemple du département du Gers. Enjeux et perspectives pour le territoire du Pays Portes de Gascogne*. Ce thème est également le résultat de la consultation de plusieurs professeurs, intervenants extérieurs et collègues du Pays.

La problématique proposée est la place et l'apport de la coopération territoriale à la stratégie de développement d'un territoire rural en mutation. Comment la coopération peut-elle aider à relever les défis du monde rural en mutation ? Quelle est la place de la coopération territoriale au sein des territoires ruraux qui subissent des changements significatifs aujourd'hui ? La coopération peut-elle contribuer à la mise en place d'un projet de développement d'un territoire rural et à l'amélioration de sa stratégie ? Quels sont les avantages et l'importance de la coopération territoriale pour l'achèvement de l'intégration européenne ? Cette étude vise ainsi à identifier les opportunités et les perspectives qui s'ouvrent pour le développement d'un territoire rural en mutation, en l'occurrence le Pays

Portes de Gascogne, grâce aux dispositifs de coopération existants à l'échelle régionale, nationale et européenne. Elle entend aussi proposer une stratégie de coopération concertée selon les spécificités de ce Pays.

Cette étude a un double propos : d'une part démontrer l'apport de la coopération territoriale dans la stratégie de développement d'un territoire rural et d'autre part, réaliser une étude « personnalisée » pour le Pays Portes de Gascogne en ce qui concerne ses perspectives de développement par le biais des dispositifs de coopération. Le département du Gers, département traditionnellement rural avec une forte présence de l'agriculture sera notre territoire d'étude. Nous analyserons le cas du Pays Val d'Adour et de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) du Gers car ils représentent des exemples dynamiques d'implication dans de nombreux projets de coopération. Nous nous focaliserons, enfin, sur le Pays Portes de Gascogne en vue d'identifier les perspectives de développement de son territoire au travers de la coopération territoriale.

Nous avons choisi le Pays Portes de Gascogne comme cas d'étude approfondie sur l'apport de la coopération car nous y avons effectué notre stage de cinq mois, ce que nous a vivement incités à réaliser un travail de recherche pour cette structure, en accord avec notre formation universitaire. Il est vrai que notre présence et travail au sein du Pays nous ont permis d'accéder à de nombreuses sources d'information (documents, participation à des réunions, réalisation d'entretiens avec plusieurs personnes...), ce qui a considérablement accru notre efficacité. En outre, ce Pays présente des particularités assez intéressantes (territoire rural mais en mutation depuis quinze ans, influence majeure de l'agglomération toulousaine, territoire situé à l'intérieur des Midi Pyrénées et assez mal desservi...) qui nous ont motivés pour examiner son développement sous l'angle de la coopération territoriale.

Le Pays Portes de Gascogne est un Pays relativement récent qui n'a pas une longue expérience dans la coopération. Bénéficiant d'une enveloppe financière grâce au programme Leader+ depuis 2002, le Pays a pu mener six projets de coopération avec des partenaires français et étrangers dans le cadre de ce dernier programme. Comme nous verrons dans la seconde partie de notre étude, certains de ces projets ont été réalisés avec réussite en utilisant la majorité du budget prévu, tandis que d'autres ont été confrontés à des obstacles majeurs durant leur déroulement. Notre objectif sera d'analyser profondément ces projets de coopération, d'effectuer un bilan des actions réalisées, des résultats et de la valeur ajoutée pour le territoire du Pays. Bien entendu, nous essaierons de déceler les insuffisances et les raisons d'échec de quelques projets afin d'éviter des erreurs similaires dans les futurs projets de coopération.

L'expérience limitée du Pays Portes de Gascogne dans la coopération territoriale nous a menés à choisir un territoire complémentaire d'étude. Il s'agit du Pays Val d'Adour, situé en pleine terre aussi, au carrefour des Midi Pyrénées et de l'Aquitaine, dont les activités de coopération sont nombreuses et avec des résultats significatifs. En effet, ce Pays dynamique a fait ses premiers pas dans la coopération en 1994 dans le cadre du programme Leader II et il a vite compris l'importance de la coopération pour le développement de son territoire. Voilà pourquoi le Pays Val d'Adour a continué à porter des projets de coopération (Leader+, Interreg III) et il a l'intention d'en mener d'autres (Leader, Interreg IV) dans le futur, considérant ainsi la coopération comme un élément primordial de leur stratégie de développement. Notre objectif sera donc de recenser les résultats positifs des activités et les méthodes du Pays Val d'Adour en matière de coopération pour que le Pays Portes de Gascogne tire profit des expériences de son voisin.

Nous aborderons aussi le cas de la CCI du Gers, et plus précisément de son pôle technologique en géomatique, qui présente une activité très dynamique dans le monde de la coopération. Le Pays Portes de Gascogne entreprend des activités en géomatique au travers du projet « Pôle d'Expérimentation et d'Application des Techniques Satellitaires » (PATS) et un partenariat et déjà établi avec la CCI du Gers. Nous considérons que la CCI du Gers a beaucoup de connaissances, de techniques et de méthodes à transmettre au Pays dans le cadre du projet PATS. Pour cela nous envisageons un partenariat consolidé entre les deux structures qui pourrait conduire à la réalisation de projets de coopération conjoints.

Une partie considérable de recherche a été réalisée sur internet, en complément de la recherche documentaire effectuée à la Bibliothèque Universitaire de l'Université de Perpignan. Nous avons recueilli des informations importantes lors de deux rencontres auxquelles nous avons participé : les premières intitulées « Pour une stratégie de coopération des territoires ruraux. L'acquis Leader+, l'opportunité Interreg IV » qui ont eu lieu le 14 mai 2008 à Castanet-Tolosan (Toulouse) et les deuxièmes intitulées « Coopération territoriale et territoires ruraux » qui se sont tenues le 23 et 24 septembre à Montpellier.

Afin de réaliser un état des lieux de la coopération dans le Gers et d'identifier les enjeux et les perspectives de coopération pour le Pays Portes de Gascogne, nous avons élaboré trois types de questionnaires¹ (qui se différencient légèrement), que nous avons distribués à des publics distincts : l'équipe technique du Pays Portes de Gascogne, les membres du Conseil de Développement du Pays, les porteurs de projets de coopération Leader+, les directeurs des Communautés de Communes du Pays et des collaborateurs extérieurs (cabinets d'études). Malgré le bas taux de retour, nous avons reçu les réponses

de l'équipe technique, des cabinets d'études, de quelques membres du Conseil de Développement et des porteurs des projets de coopération, ce qui constitue un échantillon approprié pour tirer des résultats valables. Nous avons finalement complété les recherches au travers du questionnaire, par des entretiens de terrain. Plusieurs personnes ont été ainsi interviewées² en apportant des renseignements indispensables pour l'avancement de cette étude.

Notre étude est composée de deux parties. La première est générique car elle présente les principales notions, le cadre juridique, et le contexte français et européen de la coopération territoriale. Un état des lieux de la coopération dans le département du Gers est également abordé dans la première partie. La seconde partie est plus spécifique puisque elle traite des enjeux et des perspectives de coopération pour le Pays Portes de Gascogne

Et n'oublions pas que ***le bonheur est dans le pré...***

¹ - Cf. annexes, document 7.

² - Cf. annexes, documents 8 et 9.

Première partie

La coopération territoriale

A. Notions, cadre juridique, contexte français et européen

1. Définitions des principales notions
2. Cadre juridique et institutionnel de la coopération territoriale en France
3. Contexte européen de la coopération territoriale et son évolution

B. État des lieux de la coopération dans le Gers

1. Les projets de coopération, programmation 2000-2006
2. Le cas du pays du Val d'Adour
3. Le cas de la CCI du Gers
4. Bilan-évaluation de la coopération pour le territoire rural du Gers

A- La coopération territoriale

principales notions, cadre juridique et contexte européen

1.- Définition des principales notions

Le territoire rural, un territoire en évolution

L'espace rural français connaît depuis plusieurs décennies une mutation profonde. Après avoir connu un exode rural important jusqu'au milieu des années soixante-dix, il bénéficie désormais d'un nouvel attrait au sein des populations urbaines. Cet espace qu'on tenait jadis pour périphérique, peu perméable aux courants du progrès, cristallise aujourd'hui espoirs et inquiétudes de la société française. Parallèlement, les enjeux et les perspectives de développement dont il est porteur se sont considérablement diversifiés.

Dans l'ensemble, son solde migratoire s'est inversé, notamment par l'arrivée de populations jeunes. Villes et campagnes s'articulent. Les nouvelles pratiques dont il fait l'objet ont en outre élargi l'éventail de ses débouchés, diversifié sa vocation. Cet espace qui voilà trente ans se voyait majoritairement destiné à la production agricole constitue aujourd'hui un lieu de résidence recherché, une destination de plus en plus courue par les vacanciers, et devient un terrain d'initiatives et de politiques variées qui mettent en lumière sa place éminente au sein des questions d'environnement. Quatre fonctions définissent aujourd'hui les territoires ruraux ³:

- Une fonction résidentielle qui connaît un développement spectaculaire : les campagnes ne sont plus, pour la majorité d'entre elles, des terres d'exode. La logique de périurbanisation s'accroît et la fonction résidentielle diffuse dans les espaces à dominante rurale. Il s'agit aussi d'un phénomène qui trouve un écho européen. Il y a

³ - Etude prospective de la DATAR. *Quelle France rurale pour 2020? Contribution à une nouvelle politique de développement rural durable*, Paris, 2003, p.10-19.

cependant encore des campagnes où les départs prédominent. Les services aux populations résidentes sont inégalement répartis car ce sont les villes moyennes et les petites villes concentrent l'offre de services.

- Une fonction productive qui s'affirme et se diversifie : on constate une croissance de l'emploi en milieu rural. L'agriculture occupe désormais une place relative en terme économique tandis que l'activité industrielle et le secteur tertiaire de l'économie rurale ont un poids d'autant plus significatif.
- Une fonction récréative et touristique : le tourisme rural constitue une activité structurante qui a une physionomie particulière.
- Une fonction de nature : quatre grands enjeux pour notre société sont aujourd'hui identifiés en matière d'espaces et de milieux naturels : ils concernent la protection des ressources naturelles, le maintien de la biodiversité, la protection contre les risques naturels, et le maintien des aménités et du cadre de vie. Le présent et l'avenir de ces enjeux se nouent pour l'essentiel dans les territoires ruraux.

Grâce à ces évolutions de la société, une France rurale à trois visages apparaît⁴ :

- Les campagnes proches des villes (le périurbain) qui sont marquées par une occupation résidentielle importante. L'agriculture peut y tenir une place encore conséquente mais subit une forte pression foncière.
- Les nouvelles campagnes qui développent à la fois des fonctions résidentielles, touristiques et de nature (lieux de ressources en eau, de maintien de la biodiversité...). Elles présentent le plus fort solde migratoire du territoire rural et bénéficient d'une dynamique de l'emploi très positive.
- Les campagnes fragiles constituées de territoires vieillissants et peu densément peuplés. Ces territoires sont caractérisés par un espace rural à dominante agricole ou bien à dominante ouvrière dont le tissu industriel connaît un déclin marqué. Ils cumulent les handicaps d'un niveau de revenus modestes et d'un déclin démographique.

L'espace rural français en Europe

Cet espace rural français s'inscrit dans un territoire plus large, et il faut le regarder avec un œil européen. Avec une densité relativement faible, et une structuration dominée par un semis de petites villes, il s'individualise dans une Europe plus peuplée et plus

⁴ - id., *Quelle France rurale...*, p.20-27.

métropolitaine. Selon la définition harmonisée de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), la France se distingue par sa forte empreinte rurale (il y a proportionnellement deux fois plus de ruraux en France que dans les autres pays européens sans que les nouveaux adhérents soient compris), et par sa faible densité : Il y a 54 habitants/km² dans la France rurale, quand l'Italie rurale en compte en moyenne 64 et l'Allemagne, 100. Mais cette faible densité se conjugue avec une occupation quasi-totale du territoire, et une accessibilité partout possible. En ce sens, l'espace rural français se différencie de certains territoires européens très peu denses, au sein des pays scandinaves ou méditerranéens. Espace ouvert, il constitue donc un espace attractif en terme résidentiel⁵.

L'Europe rurale est aussi celle des politiques publiques, qu'elles soient environnementales ou agricoles. Les inflexions qui sont données à cette échelle influent sur les dynamiques à l'œuvre, et modifient les perspectives de développement.

Autant de constats qui appellent des choix lourds de conséquences, et qui donnent sens aux approches prospectives. La campagne résidentielle généralisée est-elle viable à long terme ? La préservation des sites naturels est-elle préférable à leur intégration dans une stratégie de développement plus large ? Quelles orientations permettront de lutter efficacement contre l'enclavement ? Contre les conflits d'usage ? Quelles sont les échelles de compétence les plus pertinentes pour la gestion du rural de demain ? Ces questions fondamentales, à l'heure où l'avenir du rural est une préoccupation qui n'est plus simplement nationale, peuvent trouver des éléments de réponse dans les initiatives engagées chez d'autres partenaires.

Le développement territorial

Le développement rural est le développement équilibré et diversifié des activités rurales. Il s'agit de renforcer le tissu économique et social des territoires ruraux et d'enrayer l'exode rural, en assurant le maintien d'un secteur agricole viable et varié tout en développant des activités complémentaires ou alternatives (tourisme vert, loisirs, services...), mais aussi de préserver l'environnement, les ressources naturelles, les paysages et le patrimoine culturel des zones rurales. Une vaste gamme de mesures de développement rural sont mises en œuvre en partie dans le cadre de la PAC (Politique Agricole Commune) et en partie dans le cadre de la politique régionale.

Les territoires ruraux français ont fait l'objet d'un nombre important de mesures publiques spécifiques de la part de l'Etat. Devant leurs échecs relatifs, les politiques rurales

⁵ - id., *Quelle France rurale...*, p.7.

gagneraient à être inscrites dans une politique plus globale de l'aménagement du territoire. Placée sur le plan global de l'aménagement du territoire, l'action publique, en favorisant le milieu rural, peut non seulement accroître l'intérêt des seuls ruraux mais aussi améliorer l'intérêt général.

Les gains attendus de la décentralisation de l'action publique, en termes d'adaptation aux situations locales, voire d'efficacité, ont leur contrepartie en termes de coût d'organisation et de risque d'accroissement des disparités territoriales. Les espaces ruraux sont très directement concernés par cette évolution en raison de la dispersion et de la faiblesse des moyens individuels des collectivités publiques qui les caractérisent, mais aussi de leur hétérogénéité interne. Le rôle de l'Etat prend alors un statut renouvelé, sous deux formes principales : favoriser la coopération entre les communes par des politiques d'incitation et réduire les inégalités entre les territoires par une politique de transferts publics adaptée à cet échelon⁶.

Le développement territorial a connu une mutation progressive depuis 1982 en passant de la compétence dominante de l'État à un partage des missions au niveau territorial au travers du développement des critères de zonages, de projets et d'objectifs. Suite aux lois de décentralisation de 1982-1983, l'action de l'Etat a progressivement évolué parallèlement à une implication accrue des collectivités territoriales et des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI). Ce processus a connu une accélération à partir des lois Joxe-Marchand (1992) et Chevènement (1999) qui ont consacré des transferts de compétences et de missions, accompagné par les lois dites Pasqua (1994) et Voynet (1998). Entre 1982 et 1999 le processus législatif et réglementaire a progressivement créé une nouvelle architecture territoriale, redéployant les actions de l'Etat au travers de compétences et de missions attribuées aux structures et aux entités départementales et infra départementales.

L'ingénierie du développement territorial contemporaine s'est ainsi progressivement structurée à partir d'un transfert progressif de compétences et/ou de missions de l'État vers les collectivités territoriales et les EPCI.. Ce processus fut ensuite complété par une réorganisation graduelle des missions attribuées aux services de l'État au profit des services des collectivités territoriales⁷.

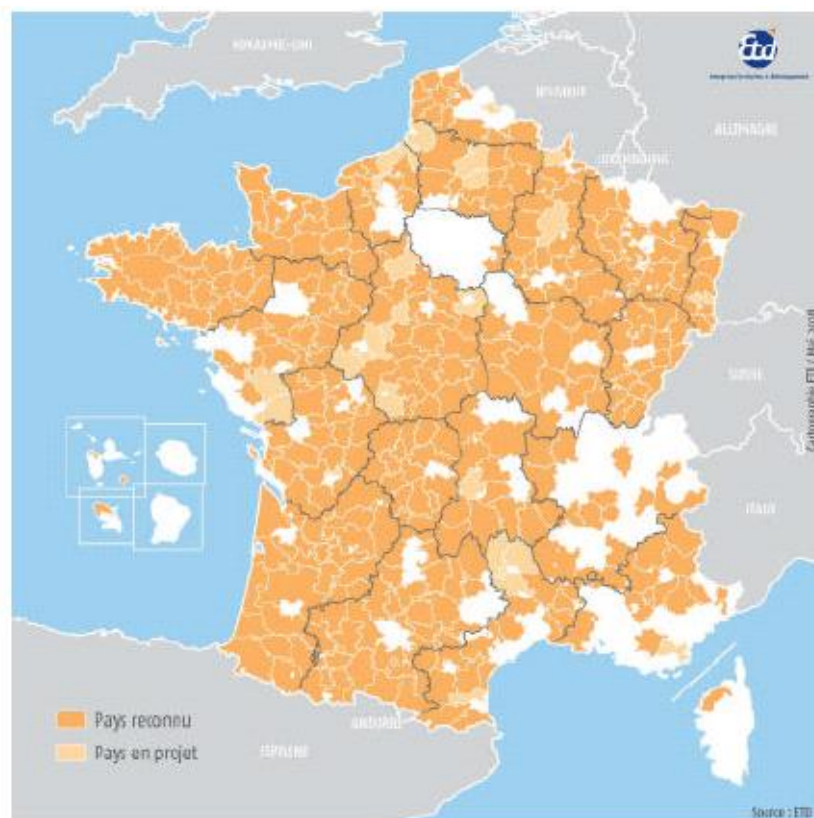
⁶ - Aubert F et Gagné C., (2003), « Les espaces ruraux... », p.3.

⁷ - Beyrand S. et Sergent P. (2007), *L'ingénierie du développement territorial...*, p.6.

Un projet de territoire : le Pays

Le Pays est un nouvel échelon de coopération entre collectivités locales qui a été mis en place par la loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire (LOADT) du 4 février 1995 ("Loi Pasqua-Hoeffel"). Celle-ci a été complétée par la loi du 25 juin 1999 ("Loi Voynet") donnant un essor important aux projets de Pays. Le but est de favoriser la fédération souple de communes, groupements de communes et acteurs socioprofessionnels ou associatifs autour d'une "communauté d'intérêts économiques et sociaux" et d'un projet commun de développement. Le Pays est donc un espace caractérisé par une "cohésion géographique, économique, culturelle ou sociale". C'est également une instance de concertation qui permet aux acteurs locaux (responsables économiques, associatifs, syndicaux, culturels...) d'élaborer ensemble un projet de développement durable pour leur territoire.

Document 1 : État des lieux des pays au 1er janvier 2008



Source : Site internet « Entreprises, Territoires et Développement »

Plus de 10 ans après la LOADT, la France est maintenant largement organisée en Pays. Au 1er janvier 2008, les 371 pays (dont 345 reconnus) concernent 47 % des français et 81 % de la superficie métropolitaine⁸.

La démarche de Pays repose sur deux principes : 1. L'élaboration et l'adoption par les collectivités locales d'un projet : la Charte de Pays. Elle définit à l'horizon de dix ans les orientations du développement du territoire et les moyens de sa mise en œuvre. Elle sert de base pour négocier avec l'Etat et la Région la mise en place d'un Contrat de Pays. 2. La contribution des acteurs de la société civile représentée au sein du Conseil de Développement. Sa vocation est de participer à l'élaboration de la Charte et au suivi de sa mise en œuvre.

La coopération

La coopération (ou le mutualisme) est une forme d'organisation sociale, elle encadre aussi parfois des relations économiques. Elle existe sous des formes spontanées, souvent individuelles, ou sous des formes organisées par des structures (économie sociale), par des comportements (économie solidaire) ou par des contrats (cas des logiciels libres avec le principe de copyleft). Dans un système basé sur la coopération, les différents acteurs travaillent dans un esprit d'intérêt général de tous les acteurs. Cela suppose un certain degré de confiance et de compréhension. La coopération est antagoniste à la concurrence⁹.

Le but de notre étude est de démontrer l'apport de la coopération territoriale (européenne et décentralisée) dans la stratégie de développement des territoires ruraux en mutation. Nous allons donc examiner uniquement la notion de la coopération territoriale dans le contexte français, européen, voire mondial.

La notion cadre de la coopération territoriale européenne sert à regrouper toutes les activités de coopération internationale qui impliquent, en règle générale, des collectivités locales et régionales en Europe. C'est en référence aux relations pacifiées entre des territoires voisins mais indépendants, que l'idée de coopération est mise en avant dans la construction européenne, en particulier entre les régions frontalières, plus exposées que d'autres dans le passé, aux relations conflictuelles entre les Etats - nations européens. Traditionnellement on distingue:

- La **coopération transfrontalière** (coopération de proximité) qui associe au moins deux collectivités territoriales contiguës situées le long des frontières terrestres et maritimes

⁸ - Cf. annexes, document 1.

intérieures et extérieures de l'Union Européenne (UE). Cette coopération peut donc se développer avec des pays non - membres de l'UE.

- La **coopération interterritoriale ou interrégionale ou transfrontière** : Ce sont des collaborations bi ou multilatérales entre des entités qui ne sont pas nécessairement voisines (par exemple jumelage de villes), mais qui entreprennent de développer des projets communs.
- La **coopération transnationale** : cherche, de son côté, à promouvoir un développement plus intégré pour un ensemble territorial d'assez vaste étendue et mobilisant des intervenants publics, semi-public ou privé.
- La **coopération menée dans le cadre de groupements de collectivités locales européennes** réunit un grand nombre de régions ou de collectivités territoriales mais possédant une ou des spécificités géographiques facilement identifiables. Le changement quantitatif dans le nombre de collectivités concernées n'est pas sans conséquence sur le déploiement des actions et des thématiques mobilisées par ces associations.

La coopération se situe dans la plupart des cas dans la sphère des acteurs publics, mais ces acteurs agissant en tant qu'autorités locales, ne sont pas autorisés normalement à conclure ni des traités internationaux, ni tout ce qui relève des prérogatives des Etats - nationaux. Leurs compétences se réduisent à des actions politiques de «faible intensité» fondées sur des agréments juridiques plutôt que sur la mise en place d'institutions durables, ce qui les cantonne à des programmes visant à résoudre des problèmes pratiques communs aux entités concernées.

Nous tenons à remarquer que même lorsque les préjugés réciproques hérités de l'histoire ont été dissipés, la coopération sans frontières est un processus difficile qui doit surmonter plusieurs obstacles. Les autorités et structures concernées, à différents niveaux de pouvoir et de compétence, n'ont pas l'habitude de travailler ensemble. Il existe aussi des différences entre les institutions politiques, les systèmes administratifs et les procédures, les structures juridiques et les dispositions légales, les normes techniques ou environnementales. Ces difficultés s'ajoutent bien sûr aux différences linguistiques (familiarisation avec le jargon communautaire inclus) et culturelles, ainsi qu'aux obstacles physiques tels que les montagnes, les fleuves ou la mer¹⁰. Plusieurs porteurs de projets de coopération se confrontent, enfin, au problème de faire reconnaître la pertinence du projet au niveau local.

⁹ - Selon les encyclopédies consultées.

¹⁰ - Communautés européennes, (2002), *Les politiques structurelles et les territoires de l'Europe...*, p.6-11.

Projet de territoire et coopération

Ayant présenté les principales notions des territoires ruraux et du développement territorial d'une part et de la coopération territoriale d'autre part, nous essaierons de trouver des liens entre ces notions. Quelle est la place de la coopération territoriale au sein des territoires ruraux qui subissent des changements significatifs aujourd'hui ? Quelle est l'articulation entre coopération territoriale, projets de territoire et développement local ? Quelles opportunités s'ouvrent aux espaces ruraux d'aujourd'hui grâce aux dispositifs de coopération existants ? Comment la coopération, peut-elle renforcer la stratégie de développement d'un territoire rural organisé ? Comment les espaces ruraux, peuvent-ils profiter de programmes de coopération et ainsi tirer de nombreux avantages ? La coopération, constitue-t-elle une fin en soi ou elle est un moyen, parmi d'autres, pour atteindre les objectifs fixés au départ ? Telles sont les questions que nous nous posons au départ, auxquelles nous essaierons de répondre par le biais de cette étude.

2.- Le cadre juridique et institutionnel de la coopération territoriale en France

Convention cadre de Madrid - Loi de décentralisation 1992 - Traité de Bayonne

En France, la compétence de droit commun en matière d'affaires étrangères appartient exclusivement à l'Etat, ce qui n'a pas facilité, jusqu'au début des années quatre-vingt, l'établissement de relations entre les collectivités territoriales françaises et étrangères (et leurs groupements). Face à cet inconvénient majeur, la conclusion d'accords internationaux et de conventions interétatiques, ainsi que l'adaptation de la législation française furent indispensables.

La coopération transfrontière a été impulsée par le Conseil de l'Europe en 1980, à l'origine de la Convention cadre de Madrid et de ses protocoles additionnels N° 1 en 1995 et N° 2 en 1998. Malgré l'adoption de quelques textes de droit français permettant le développement des relations extérieures des collectivités territoriales (loi 1982), la coopération transfrontière a été renforcée grâce à la loi du 1992, Titre IV sur la coopération décentralisée. Par ailleurs, le développement significatif de la coopération transfrontalière à

la frontière franco-espagnole n'est apparue qu'avec le Traité de Bayonne en 1995 et les textes français postérieurs à celui-ci.

Conclue sous l'égide du Conseil de l'Europe, la **Convention de Madrid** fut signée et ratifiée par plus de vingt pays européens le 21 mai 1980. Elle constitue le premier jalon posé pour le développement de la coopération transfrontalière en Europe. Les Etats plus précisément s'engagent "*à faciliter et à promouvoir la coopération transfrontalière entre les collectivités ou autorités territoriales*" et à "*promouvoir la conclusion des accords et arrangements qui s'avéreront nécessaires à cette fin dans le respect des dispositions constitutionnelles propres à chaque partie*". "*La coopération transfrontalière s'exercera dans le cadre des compétences des collectivités ou autorités territoriales, telles qu'elles sont définies par le droit interne*". Néanmoins, tant la Convention de Madrid que les **protocoles additionnels N° 1 et N° 2** relatifs aux organismes de coopération transfrontalière et à la coopération interterritoriale se sont avérés insuffisants sur le plan pratique (par exemple empêchement de conclusion d'accords directs par des collectivités territoriales françaises et étrangères). Ces limites ont conduit à la signature de traités supplémentaires bilatéraux et multilatéraux.

Trois accords furent ainsi signés par la France dans le but de permettre aux collectivités territoriales la conclusion de conventions internationales directement dans leurs domaines de compétence, mais sous le contrôle des autorités nationales. Il est à noter que ces traités concernent uniquement la coopération transfrontalière, ils sont donc applicables aux territoires frontaliers de chaque pays signataire (le périmètre du territoire frontalier régi par le traité est défini par le traité). Il s'agit de :

- L'accord entre **la France et l'Italie**, signé le 26 Novembre 1993 à Rome¹¹
- L'accord entre **la France et l'Espagne**, signé le 10 mars 1995 à Bayonne¹²
- L'accord entre **la France, l'Allemagne, le Luxembourg et la Suisse**, signé le 23 janvier 1996 à Karlsruhe¹³.
- Accord France-Belgique

¹¹ - Voir le site internet : http://www.espaces-transfrontaliers.org/document/4textes_accord_rome.pdf

¹² - Voir le site internet : http://www.espaces-transfrontaliers.org/document/5textes_traite_bayonne.pdf

¹³ - Voir le site internet : http://www.ne.ch/neat/documents/Autorites/gc_1414/ODJ_1702/GC_2006_01_files/06002.pdf

Les structures juridiques de coopération

Il est possible de mener des projets de coopération soit en signant une convention de coopération soit en créant une institution (structure) formelle de coopération. La seconde possibilité offre un cadre plus rigoureux à la coopération et elle assure ainsi la viabilité et la pérennité du projet transfrontalier. Il existe des structures juridiques de coopération qui relèvent du droit public et privé (français ou étranger) et/ou du droit communautaire. Dans un souci d'efficacité, nous nous limiterons à énumérer les structures de coopération fondées sur le droit public et privé¹⁴. En revanche, nous analyserons le nouvel instrument juridique « Groupement Européen de Coopération Territoriale » (GECT), la seule structure qui relève du droit communautaire et qui possède des atouts significatifs par rapport aux autres structures existantes.

Les structures de coopération relevant du droit privé sont :

- Le Groupement Européen d'Intérêt Economique (GEIE), rattaché à l'ordre juridique communautaire.
- La Société d'Economie Mixte Locale (SEML), structure de droit public français qui devient de droit privé lorsque elle entreprend des activités hors des frontières nationales.
- L'association de droit privé français ou étranger.
- Le projet de l'association européenne.
- Le projet de la société européenne.

Les structures de coopération relevant du droit public sont :

- Le Groupement d'Intérêt Public (GIP), structure juridique française.
- Le projet du Groupement Européen d'Intérêt Public (GEIP) qui n'a pas été poursuivi.
- Le Groupement Local de Coopération Transfrontalière (GLCT) qui relève du droit public du pays où se trouve son siège.
- Le District Européen dont le régime est celui du syndicat mixte ouvert de droit français.
- Le Consorcio, structure de droit public espagnol.

Pour la période de programmation 2007-2013, la politique de cohésion communautaire a érigé la coopération territoriale en objectif à part entière, reconnaissant ainsi sa valeur ajoutée dans la réduction des disparités entre les territoires de l'UE. La Commission a proposé dès 2004 de créer un « instrument de coopération au niveau communautaire » à destination des acteurs locaux visant en premier lieu « à réduire les obstacles et difficultés rencontrés lors de la gestion des actions de coopération

¹⁴ - Cf. annexes, document 2.

transfrontalière, transnationale et interrégionale dans le cadre de différents droits et procédures nationaux ». Cette initiative a été suivie et renforcée par le Parlement européen et le Comité des régions. Le texte créant le **GECT** a été adopté par le règlement CE 1082/2006 du 5 juillet 2006. Celui-ci est en application sur le territoire de l'UE depuis le 1er août 2007, indépendamment des dispositions d'adaptation des droits internes qu'ont pris ou que vont prendre les États membres. Sa mise en œuvre fait l'objet d'un suivi à l'échelle européenne.

Le GECT, structure de coopération pouvant gérer des programmes ou des projets de coopération, s'inscrit dans les acquis de la Convention cadre de Madrid sur la coopération transfrontalière, dont il reprend les principes fondamentaux, en les adaptant aux besoins de la coopération territoriale européenne. Son champ d'application dépasse le cadre de la coopération transfrontalière, il bénéficie aux vingt-sept États membres de l'UE et il est ouvert à un très large partenariat. Le GECT fonctionne selon un principe de subsidiarité : le règlement définit une base commune et renvoie pour de nombreux points aux droits internes des membres du GECT. Il ne se substitue pas aux outils existants mais les complète. Le règlement renvoie, par défaut, à l'application du droit du lieu du siège du GECT. Le GECT intervient dans les domaines communs de compétences de ses membres, à l'exception de leurs pouvoirs de police et de réglementation dans le respect du droit interne des membres, des engagements internationaux des États concernés et du droit communautaire. Il dispose de la personnalité et la capacité juridique.

Le recours au GECT vise à promouvoir les démarches de coopération transfrontalière, mais également transnationale et interrégionale menées sur les frontières internes et externes du territoire de l'UE, afin de renforcer la cohésion économique et sociale de ce dernier. Le règlement prévoit trois types d'utilisation possibles du GECT :

- Gestion d'un programme opérationnel au titre de l'objectif « Coopération territoriale européenne ».
- Gestion d'un projet de coopération cofinancé par le FEDER, le FSE, le fonds de cohésion ou bénéficiant d'autres cofinancements communautaires.
- Gestion d'un projet de coopération contribuant à renforcer la cohésion économique et sociale sans contribution financière communautaire.

Les membres du GECT peuvent être des États membres, des collectivités régionales ou locales, des associations et tout autre organisme de droit public. Un GECT peut avoir une durée de vie illimitée allant au-delà de la période de cofinancement du projet par des fonds communautaires. Il permet d'assurer une pérennité à des démarches de coopération bénéficiant d'autres sources de financements.

Le contexte français de la coopération. La coopération décentralisée

La coopération décentralisée, selon l'acception française, regroupe l'ensemble des actions de coopération internationale menées par convention dans un but d'intérêt commun par une ou plusieurs collectivités territoriales françaises (régions, départements, communes et leurs groupements) d'une part, et une ou plusieurs autorités territoriales étrangères et leurs groupements d'autre part, dans le cadre de leurs compétences mutuelles¹⁵. Reconnue par la loi depuis 1992 (Loi du 6 février 1992, loi d'orientation sur « l'Administration Territoriale de la République », et plus précisément le Titre IV « De la coopération décentralisée ») et soutenue par l'État, la coopération décentralisée est aujourd'hui une réalité institutionnelle et politique, une valeur sûre de l'action extérieure de la France.

Grâce aux appels à projet lancés chaque année, la Délégation pour l'action extérieure des collectivités locales apporte un soutien financier à de nombreux projets menés par des collectivités territoriales françaises (et de leurs groupements). Elle soutient également les réseaux nationaux ou les structures de concertation ou de coordination régionale. Ainsi, de nombreux projets de coopération internationale ont la possibilité d'assurer des cofinancements pour leur déroulement grâce aux dispositifs de la coopération décentralisée.

La Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (CNCD) rassemble à parité des représentants des associations nationales de collectivités locales et de tous les Ministères concernés par la coopération décentralisée (seize membres titulaires et seize membres suppléants pour chacune de ces catégories). Espace de dialogue et de concertation, elle peut formuler toute proposition visant à améliorer les modalités d'exercice de la coopération décentralisée. La CNCD est également tenue d'établir et de tenir à jour un état de la coopération décentralisée menée par les collectivités territoriales.

3.- Le contexte européen de la coopération territoriale et son évolution

Du PIC Interreg I à l'objectif "Coopération territoriale européenne"

Le terme «Interreg» exprime l'idée d'Inter-Régionalité. Le programme Interreg est conçu pour stimuler la coopération entre les Etats membres de l'UE à différents niveaux. La

¹⁵ - Bataillou, C, *La coopération décentralisée au sein de l'Union Européenne...*

cible principale est de diminuer l'influence des frontières nationales afin d'atteindre le développement économique, social et culturel harmonieux et équilibré de tout le territoire de l'UE et ainsi renforcer la cohésion économique et sociale au sein de l'UE. L'initiative communautaire Interreg part du constat que les régions frontalières occupent 15% du territoire de l'UE et représentent 10% de sa population. Ces régions sont extrêmement hétérogènes en terme de densité de population ou de développement économique. Cependant, les revenus par tête d'habitant y sont souvent inférieurs et les taux de chômage supérieurs aux autres régions de leurs pays. En rapport avec cette situation, la Commission Européenne a décidé en 1989 de lancer une initiative spéciale pour promouvoir le développement économique des régions frontalières : Interreg I, financée par le FEDER.

La première génération Interreg fut le Programme d'Initiative Européenne (PIC) Interreg I pour la période de programmation 1989-1993. Il a été suivi par le PIC Interreg II pour la période suivante 1994-1999, articulé autour de trois volets : A: la coopération transfrontalière, B: les réseaux énergétiques, C: coopération transnationale. Le programme Interreg III a été mis en place durant la période 2000-2006, avec également trois volets distincts : le transfrontalier, le transnational et l'interrégional. Les projets de cette période se clôturent actuellement (jusqu'en décembre 2008), et le nouveau programme Interreg IV couvrira la période de programmation 2007-2013. Une description plus détaillée du nouveau programme Interreg IV est donnée ci-dessous.

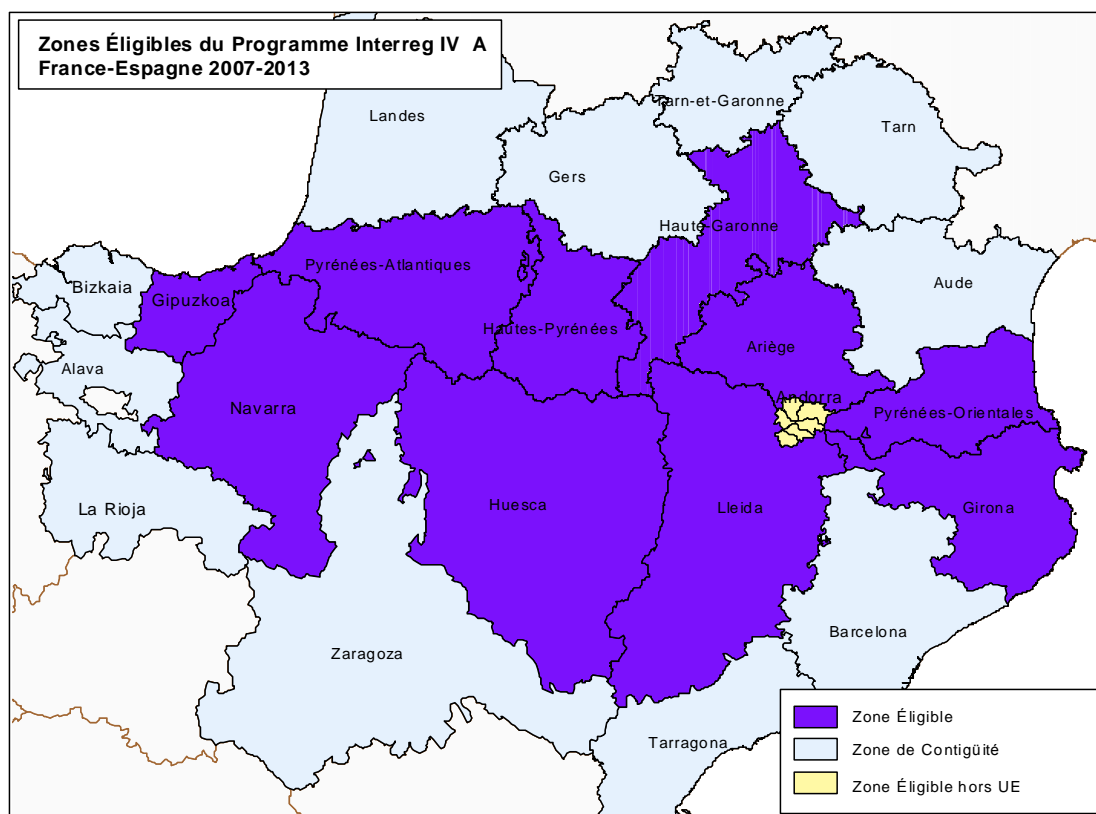
Interreg IV

Le FEDER vise à renforcer la cohésion économique et sociale au sein de l'UE en corrigeant les déséquilibres régionaux durant la programmation 2007-2013. Il peut intervenir au titre des trois nouveaux objectifs de la politique régionale de l'UE:

- Convergence (81,54% du budget de la politique de cohésion): dans les régions de cet objectif, le FEDER centre son intervention sur la modernisation et la diversification des structures économiques, ainsi que sur la sauvegarde ou la création d'emplois durables. Les actions réalisées au titre du FEDER portent sur les domaines suivants: recherche et développement technologique, innovation et esprit d'entreprise, société de l'information, environnement, prévention des risques, tourisme; culture, transports, énergie, éducation; santé.
- Compétitivité régionale et emploi (15,95% du budget de la politique de cohésion): les priorités s'articulent autour de trois pôles: innovation et économie de la connaissance,

environnement et prévention des risques, accès aux services de transports et de télécommunications d'intérêt économique général.

Les zones éligibles du programme opérationnel France-Espagne-Andorre 2007-2013



Source : Site internet du programme opérationnel « France – Espagne - Andorre »

- Coopération territoriale européenne (2,52% du budget de la politique de cohésion soit 8,7 milliards d'euros): en ce qui concerne le troisième objectif, le FEDER centre son aide sur trois axes: développement d'activités économiques et sociales transfrontalières, établissement et développement de la coopération transnationale, y compris la coopération bilatérale entre les régions maritimes; renforcement de l'efficacité de la politique régionale par la promotion et la coopération interrégionale, la mise en réseau et l'échange d'expérience entre les autorités régionales et locales.

Nous constatons donc que la coopération change de statut lors de la nouvelle programmation et de PIC, elle devient objectif à part entière, ce qui lui donne plus de visibilité et une base légale plus importante. La finalité de ce nouvel objectif est de promouvoir une intégration plus forte du territoire de l'UE dans toutes ces dimensions (économique, sociale et culturelle). Ce faisant, la politique de cohésion soutient un

développement équilibré et durable de l'ensemble de la communauté au niveau de ses macro régions et réduit l'« effet barrière » par biais de la coopération territoriale. Celle-ci engendre la réalisation d'œuvres d'intérêt commun ainsi que l'échange des bonnes pratiques entre les partenaires étrangers.

L'objectif « Coopération territoriale européenne » vise à renforcer la coopération aux niveaux transfrontalier, transnational et interrégional en complément des deux objectifs principaux (Convergence et Compétitivité régionale et emploi). Il vise à promouvoir des solutions communes dans les domaines du développement urbain, rural et côtier, le développement des relations économiques et de la mise en réseau des petites et moyennes entreprises (PME). La coopération est axée sur la recherche, le développement, la société de l'information, l'environnement, la prévention des risques et la gestion intégrée de l'eau conformément aux Stratégies de Lisbonne et de Göteborg. Notons que les crédits attribués à la coopération territoriale ont augmenté par rapport à la période 2000-2006. Ainsi, Interreg III a disposé d'un budget total de 4.9 milliards d'euros (prix 1999) alors qu'Interreg IV dispose d'un budget de presque 7.8 milliards d'euros (prix 2006).

L'objectif "Coopération territoriale européenne" reprend les trois volets du PIC Interreg III :

- La coopération transfrontalière (Interreg IVA financé à 6,44 milliards d'euros) concerne les territoires situés le long des frontières terrestres et maritimes et elle finance des projets en matière de coopération économique, d'accessibilité, d'enseignement, d'éducation, d'échanges artistiques et culturels, de valorisation des ressources naturelles et du patrimoine culturel en lien avec l'économie touristique.
- La coopération transnationale (Interreg IVB financé à 1,83 milliard d'euros): les espaces transnationaux sont des macro régions dans lesquelles le but est d'accroître l'intégration et la cohésion économique et sociale. Les programmes de coopération transnationale visent à renforcer la coopération entre États membres dans des domaines d'importance stratégique (recherche, société de l'information, environnement...). Les programmes de coopération transnationale couvrent de plus vastes zones de coopération, telles que la mer Baltique et les régions alpine et méditerranéenne.
- La coopération interrégionale (Interreg IVC financé à 445 millions d'euros) permettra aux régions de coopérer en réseau à l'échelle de l'Europe, de mettre en place des réseaux de coopération et de favoriser les échanges d'expériences. Toute région européenne est éligible sous ce dispositif.

Pour accéder à des financements Interreg, les États membres doivent soumettre un Programme Opérationnel (PO) pour chaque territoire éligible à des fonds européens de

coopération. D'une manière générale, un PO présente les caractéristiques de la région éligible, la justification des priorités retenues, les axes prioritaires, les objectifs spécifiques du PO et le plan de financement. Tout projet de coopération doit donc être conforme au PO de la zone dans laquelle il vise à être réalisé. Imaginons que des partenaires grecques, espagnols et italiens qui se situent dans la zone de la Méditerranée souhaitent monter un projet conjointement sous Interreg IV. Leur projet doit suivre pleinement le PO « Espace Med » 2007-2013 qui englobe toutes les régions côtières de la Méditerranée du sud du Portugal jusqu'à Chypre.

Les Programmes Opérationnels couvrant le Gers

Etant donné que notre étude est centrée sur le département du Gers au Sud-Ouest de la France, nous énumérerons les PO qui couvrent ce département. Nous verrons ainsi quels PO doivent être consultés par les structures gersoises qui souhaitent réaliser des projets de coopération avec des partenaires étrangers.

Ce sont :

- Le PO France - Espagne - Andorre 2007-2013 qui couvre tous les départements français et espagnols touchant la frontière pyrénéenne¹⁶. Le Gers est considéré comme zone de contiguïté puisque il touche des départements frontaliers. La participation communautaire pour les départements adjacents est limitée à 20% maximum de la dotation FEDER du PO.
- Le PO Espace Sud-Ouest Européen 2007-2013 : cet espace est constitué de l'ensemble du territoire espagnol, à l'exception des Canaries, de l'ensemble de l'espace continental portugais, des six régions du sud-ouest de la France et de Gibraltar¹⁷. Le Gers se trouve pleinement dans ce territoire délimité de coopération.
- Le PO Interregional Cooperation Programme INTERREG IVC 2007-2013 qui concerne l'ensemble du territoire européen. Les structures gersoises peuvent ainsi coopérer avec tout partenaire européen qu'elles souhaitent sous ce PO. Il est à noter qu'un certain nom de partenaires, qui est d'ailleurs assez élevé, est requis pour le montage de ce type de projets.

Du PIC Leader I au Leader, volet coopération

Le programme Leader a pour ambition d'encourager la mise en œuvre de stratégies originales de développement durable intégrées et de grande qualité en milieu rural. L'objet

¹⁶ - Cf. annexes, document 3.

¹⁷ - Cf. annexes, document 4.

de ces stratégies est l'expérimentation de nouvelles formes de valorisation du patrimoine naturel et culturel et le renforcement de l'environnement économique afin de contribuer à la création d'emplois dans les territoires ruraux. Ce programme est consacré au développement rural et est reconduit pour la quatrième période consécutive. Il est l'héritier des programmes Leader I de 1991 à 1994, de Leader II entre 1994 et 1999 et de Leader+ pour la période 2000-2006, qui ont permis d'explorer de nouvelles approches du développement local et se sont révélés des outils efficaces de dynamisation du monde rural.

Ces quatre programmes ont pour socle commun de promouvoir le potentiel des territoires ruraux à travers des projets de développement durable innovants et d'en faire la base d'une expérimentation. Leur ambition est aussi de développer une coopération entre les régions françaises et européennes et de constituer ainsi un réseau d'échanges d'expériences. Le programme Leader s'articule plus précisément autour de trois volets :

- Volet 1: Aide en faveur de stratégies intégrées expérimentales de développement territorial.

Il est mis en œuvre par l'intermédiaire des Groupes d'Action Locale (GAL), sélectionnés grâce à une procédure ouverte fondée sur les critères exposés dans les programmes. Parmi ces critères, il faut mentionner notamment la ruralité des territoires concernés, leur homogénéité physique, économique et sociale et le caractère intégré et innovant des plans de développement.

- Volet 2: Soutien de la coopération entre collectivités territoriales rurales. Il s'applique aux collectivités territoriales rurales sélectionnées dans le cadre du volet 1 (stratégies intégrées de développement rural). Un GAL coordinateur est responsable de sa bonne exécution. Le GAL est explicitement chargé d'encourager et de soutenir les collaborations entre les différents territoires ruraux et doit coordonner les projets de coopération existant entre des régions du même État membre (*coopération interterritoriale*) ou entre des régions appartenant à au moins deux États membres (*coopération transnationale*). Des coopérations sont également possibles avec des pays non membres de l'UE.

- Volet 3: Mise en réseaux. Il existe une Unité Nationale d'Animation (UNA) dans chaque État membre chargée de recueillir, d'analyser et de distribuer à l'échelon national les informations relatives aux meilleures pratiques. Elle est aussi chargée d'organiser les échanges d'expériences et de savoir-faire et de fournir une assistance technique dans le cadre des coopérations. Une participation active au réseau est obligatoire pour les GAL Leader.

Autres dispositifs européens de coopération 2007-2013

La multitude des programmes de coopération issus de la communauté européenne ne nous permet pas de les énumérer exhaustivement. Nous avons présenté les deux principaux (et les plus répandus) dispositifs européens de coopération (Interreg IV et Leader) car ce sont les programmes qui ont majoritairement soutenu les projets menés sur notre territoire d'étude. Néanmoins, nous tenons à remarquer que d'autres nombreux dispositifs de coopération de poids financier significatif sont à la disposition de ceux qui souhaitent coopérer à l'intérieur et à l'extérieur des frontières européennes. Parmi les programmes qui permettent la coopération dans de nombreux domaines d'activité, on retrouve les programmes : 7^{ème} PCRD, eContentplus, Progress, Culture, Jeunesse en Action¹⁸, Education, Formation tout au long de vie, Europe pour les citoyens, Instrument préadhésion, instrument coopération développement...

Dans le cadre de l'objectif 2 de la Politique Régionale de l'UE 2007-2013 « Compétitivité régionale et emploi », la région Midi Pyrénées a élaboré le PO du FEDER. Le PO du FSE a été élaboré au niveau national. Il existe des mesures concernant ou associant la coopération dans les axes stratégiques de ces deux documents. En ce qui concerne le **PO FEDER des Midi Pyrénées**, le tableau suivant regroupe les mesures faisant référence à la coopération ainsi que leur articulation avec les autres dispositifs européens¹⁹. Nous notons que les mesures relatives au massif pyrénéen (Axe IV : Dynamiser le développement du massif des Pyrénées à travers une politique interrégionale équilibrée et durable) ne sont pas incluses, même si elles s'articulent avec des programmes européens de coopération, puisque elles ne concernent pas notre territoire d'étude (le Gers).

Les activités transnationales et interrégionales sont définies au sein d'un axe prioritaire du **PO national du FSE**, sur la base des expériences acquises en France avec l'appui du programme d'initiative communautaire *Equal*. L'axe 4 « Investir dans le capital humain et la mise en réseau, l'innovation et les actions transnationales » est spécifiquement dédié à la coopération, et plus précisément les mesures suivantes : « Actions innovantes transnationales ou interrégionales » :

- G : Projets innovants et expérimentaux.
- H : Partenariats pour l'innovation.

¹⁸ - Cf chapitre « Les perspectives de coopération. Du diagnostic « coopération » aux besoins en termes de coopération. Thématiques possibles. Le projet culturel du Pays et la coopération » dans la seconde partie relative au Pays Portes de Gascogne.

¹⁹ - République Française... *Programme opérationnel «Compétitivité régionale et emploi» FEDER Midi-Pyrénées 2007-2013*, p.99-112.

- I : Coopération transnationale ou interrégionale pour la mobilité.

La coopération est aussi présente de manière transversale dans le thème de lutte contre les discriminations, qui relève de l'axe 3^{20 21}.

Axe et mesure PO FEDER Midi Pyrénées	Articulation avec d'autres dispositifs européens
AXE I: Renforcer le potentiel de recherche des pôles de compétitivité, des filières régionales d'excellence et moderniser les structures d'enseignement supérieur qui s'y rattachent.	
Mesure 1: Le soutien aux projets de recherche et développement s'appuyant sur une approche partenariale entre les entreprises et les laboratoires, notamment dans le cadre des pôles de compétitivité.	7ème PCRD: programmes «Coopération» et «Capacités» (dont actions spécifiques PME, Régions de la Connaissance), mise en réseau à l'échelle européenne. PCIC: gouvernance régionale de l'innovation, transferts de technologie, soutien aux entreprises créées par des chercheurs.
Mesure 2: Le renforcement du potentiel de recherche et développement de l'enseignement supérieur en Midi-Pyrénées.	7e PCRD: programmes « personnes » et « capacités » (dont Infrastructures de recherche, Régions de la Connaissance) ERASMUS/ERASMUS MUNDUS: coopération internationale entre établissements de formation supérieure, bourses et échanges.
Mesure 3: L'accompagnement des filières d'excellence régionales.	7e PCRD: programmes «coopération» (dont ERA-NET) et «capacités» (dont actions spécifiques PME, Régions de la Connaissance, Coopération internationale). PCIC : gouvernance de l'innovation.

Le rôle majeur de la coopération

Comme nous avons vu antérieurement, les programmes successifs Interreg ont été mis en place en vue de faire disparaître l'effet négatif de la frontière et ainsi encourager le développement socioéconomique harmonieux et équilibré de l'ensemble du territoire de l'UE. Nous constatons que la coopération possède une place de plus en plus significative au rang

²⁰ - République Française... *Programme opérationnel national FSE 2007-2013*, p.89-104.

²¹ - République Française... *Compétitivité régionale et emploi Midi Pyrénées, Document de mise en oeuvre du volet régional FSE 2007-2013*, p.30-34.

des priorités de la communauté européenne, ce qui révèle son rôle majeur dans les politiques européennes. Pourquoi la Commission attribue-t-elle une telle importance à la coopération ?

Voici quelques raisons :

- La coopération *prolonge et renforce la stratégie de développement territorial* : elle enrichit le projet de territoire d'une dimension interterritoriale ou internationale susceptible de conforter et de pérenniser les actions existantes. Elle permet d'échanger de nouvelles expériences et connaissances et d'identifier de nouvelles réponses et solutions aux enjeux du territoire, contribuant ainsi à l'apprentissage continu de ses acteurs. Elle permet aussi de sortir du contexte local habituel tout en valorisant des similitudes et des complémentarités.
- La coopération *renforce la cohésion, l'identité et l'image* : elle mobilise les différentes catégories d'acteurs locaux sur un nouveau positionnement « volontariste » du territoire vis-à-vis de l'extérieur; suscitant ainsi de nouveaux partenariats locaux. Communiquer en interne et en externe sur la coopération renforce l'image et l'identité du territoire.
- Elle permet l'*association des acteurs de la société civile (ONG, associations, entreprises...)* à la *stratégie de territoire*; ceux-ci peuvent mieux se connaître, fédérer leurs actions et susciter de nouvelles dynamiques de territoire, tout en répondant de manière plus adaptée aux demandes des partenaires étrangers.
- La coopération *favorise l'acquisition de nouvelles connaissances* (par exemple les langues), *compétences* (par exemple gérer administrativement un projet compliqué) et *approches* (par exemple animer des groupes multinationaux) ainsi que de nouveaux *outils*. Elle renforce, anime et motive les moyens humains existants afin qu'ils continuent à travailler pour le développement de leur propre territoire.
- Elle *permet la découverte des manières de penser et d'agir autrement*, ce qui renouvelle sa perception sur son propre territoire. La coopération permet de comparer et d'échanger des pratiques de développement au travers de nouvelles idées. Elle suscite aussi des synergies entre ceux ayant des pratiques et des " savoir-faire " et ceux qui n'en ont pas.
- La coopération est *vecteur d'innovation*, permettant aux partenaires d'un projet d'établir directement des contacts et d'engager un débat autour d'un domaine thématique précis, ainsi que de prendre conscience d'approches, de stratégies, de méthodes et d'activités nouvelles.
- Elle présuppose un travail avec les citoyens sur un projet de territoire plus vaste que les limites de leur commune, concourant ainsi au *développement de la citoyenneté et à la redynamisation et nouveau dimensionnement du tissu social et associatif*.

- Elle contribue à l'ouverture des horizons et à la prise de conscience européenne : elle favorise une meilleure interconnaissance des peuples en Europe, elle renforce la cohésion économique et sociale au sein de l'UE et elle favorise l'intégration et un développement harmonieux du territoire européen.
- La coopération offre des moyens financiers importants ainsi qu'un appui technique efficace. De plus, elle donne la possibilité aux partenaires d'accéder à des équipements, des ressources et de l'assistance technique conjointement, en mettant chacun ses moyens financiers et techniques.
- La coopération accroît la valorisation des productions locales car elle permet de réaliser des économies d'échelle, de mutualiser des moyens pour réduire certains coûts de production, d'accéder à des technologies nouvelles et de générer une masse critique d'offres pour se positionner sur un nouveau marché. Elle permet aussi de tester « l'exportabilité » de certains produits locaux à l'extérieur du territoire et de structurer de nouvelles filières de production.
- Elle favorise le développement et la mise en place de réseaux actifs et durables dont le champ d'action dépasse le seul cadre des activités conjointes. Dans l'ensemble, la coopération permet de consolider et d'élargir les réseaux locaux; de créer de nouveaux réseaux transeuropéens d'échange d'informations; d'établir de nouveaux réseaux de commercialisation; d'accroître l'efficacité de la mise en réseau grâce à l'utilisation de nouveaux outils technologiques et d'intégrer des partenaires extérieurs (universités, centres de recherche...) au sein des réseaux.
- Elle contribue à se préparer pour l'avenir dans le contexte de la mondialisation et de la concurrence accrue entre les territoires...

Un territoire rural qui coopère pourra ainsi être plus performant, plus compétitif (à cause de la globalisation de l'économie) et traiter plus efficacement ses problèmes de cohésion interne au travers de la construction de masses critiques d'offres, de la réalisation d'économies d'échelle et de la mutualisation d'outils^{22 23 24 25}.

En ce qui concerne plus précisément la valeur ajoutée communautaire d'Interreg, elle se manifeste par sa contribution à la construction européenne et à l'intégration des

²² - Unité Nationale d'Animation du réseau Leader+ en France (2004), *Elaborer son projet de coopération transnationale et/ou interterritoriale*, document de travail pour le forum « Cap sur la coopération ! », Lyon, 15 et 16 janvier 2004, 4 p.

²³ - République Française... *Vade-vecum: Coopération décentralisée et intercommunalités*, p.14-19.

²⁴ - Commission Européenne... *La coopération transnationale dans le cadre de LEADER II. Leçons du passé, outils pour le futur*, Cahier d'innovation 11, 2001.

²⁵ - Duguet, D. *Cooperation in Leader+. The actual benefits for the local areas*, Bruxelles, 2007, p.8-29.

régions appartenant à des structures institutionnelles de différents Etats, à la cohésion et la coopération économique et sociale des régions particulièrement défavorisées par la présence des frontières, à l'ouverture des marchés du travail et l'harmonisation de la qualification professionnelle, favorisant l'unification du marché de travail au niveau européen, à la réalisation des principes de subsidiarité et de partenariat par la participation directe des acteurs locaux et régionaux ainsi que les partenaires socio-économiques, à la préparation de l'adhésion de nouveaux membres notamment par la coopération et le transfert de savoir-faire entre les régions communautaires et celles des pays candidats.

La valeur ajoutée institutionnelle (par exemple coopération entre administrations et collectivités territoriales ainsi que partenaires sociaux) et la valeur ajoutée socioculturelle (par exemple échange d'informations et de savoir-faire dans les régions) sont incontestables. Dans bon nombre de cas, ce n'est que par la coopération socioculturelle qu'un milieu transfrontalier solide pour l'économie, le commerce et les services peut se développer. La valeur ajoutée socio-économique se manifeste, bien qu'avec des différences régionales, sur le plan de la création d'emplois, de l'amélioration des transports, du développement du tourisme, de l'implication des acteurs économiques et sociaux (par exemple les Chambres de Commerce et d'Industrie²⁶).

²⁶ - Communautés européennes. *Initiative communautaire INTERREG II 1994-1999: premier bilan*, 2000, p.2-3.

B- Etat des lieux de la coopération dans le département du Gers

1.- Les projets de coopération dans le Gers durant la programmation 2000-2006

Description du Gers

Le Gers fait partie de la région Midi-Pyrénées. Il est limitrophe des départements des Hautes-Pyrénées, de la Haute-Garonne, de Tarn-et-Garonne, de Lot-et-Garonne, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques et il compte 178 000 habitants. (en 2006). Il s'agit d'un département traditionnellement rural et avec une présence forte de l'activité agricole.

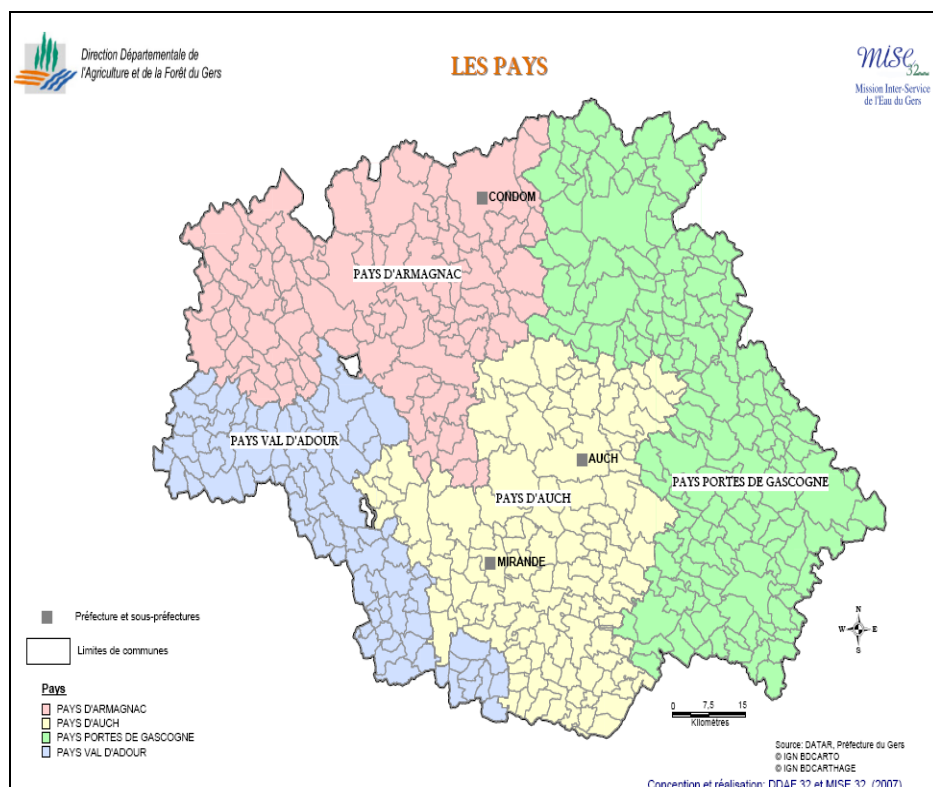
L'économie dans le Gers tourne principalement autour de l'agriculture et du tourisme. Le département est producteur de maïs, de blé, de colza, de tournesol, d'alcool (armagnac, côtes de Gascogne, Floc de Gascogne...), de volailles et de leurs dérivés. La culture du Gers est très liée à son agriculture.

Le Gers est un des ambassadeurs des festivals d'été du Sud de la France. (Jazz in Marciac, festival de country music de Mirande...). Il est aussi riche en nombreuses manifestations telles que l'Été Photographique de Lectoure. La latinité gersoise jaillit dans sa langue gasconne (occitan) qui n'est plus pratiquée couramment. Il faut également mentionner les legs des vagues d'immigration italienne et surtout espagnole (exode suite à la guerre civile espagnole). En ce qui concerne le patrimoine, les stalles sculptées de la cathédrale d'Auch sont parmi les plus belles d'Europe.

Plusieurs structures de ce département ont mené des projets de coopération européenne et décentralisée durant la période 2000-2006. La programmation 2007-2013 ouvrant de nouvelles perspectives dans le domaine de la coopération, certaines structures gersaises ont déjà déposé ou elles sont en train d'évaluer des propositions afin de présenter leurs projets internationaux dans les années à venir. Nous étudierons les projets menés et

terminés entre 2000 et 2006 dans le cadre des programmes Interreg III et Leader+, et de la coopération décentralisée²⁷. Nous essaierons ainsi de tirer des conclusions sur l'état de la coopération dans le Gers à ce jour. Puis, dans la seconde partie nous nous focaliserons sur le territoire du Pays Portes de Gascogne et nous présenterons tous les projets finis, en cours d'exécution et en état de planification.

Les quatre Pays du département du Gers



Source : DDAF Gers

Les projets dans le cadre du PIC Interreg III

Volet A

Quatre-vingt projets de coopération transfrontalière, au total, ont reçu l'appui financier de la communauté européenne durant la programmation 2000-2006 en région Midi-Pyrénées. Parmi ces projets, sept projets ont été menés par des structures localisées dans le département du *Gers*, dont deux sur le territoire du Pays Portes de Gascogne. Nous

²⁷ - Nos sources d'information étant limitées sur les projets que les structures du Gers ont montés dans le cadre d'autres programmes européens, nous présentons uniquement les projets Interreg III, Leader+ et de coopération

n'exposerons pas les projets européens auxquels le Pays Val d'Adour et la CCI du Gers ont participé. Ceux-ci seront présentés et analysés dans les second et troisième chapitres de cette partie (dédiés aux cas de ces deux structures). Les coopérations réalisées par des structures gersoises sont les suivantes:

- **NATURALPACK - Développement d'un emballage nouveau pour l'amélioration de la chaîne de distribution de produits alimentaires traditionnels artisanaux:** Il a été mené par deux partenaires espagnols (chef de file espagnol) et un partenaire français, le Centre technique de la conservation des produits agricoles à Auch. Le but était de favoriser la collaboration transpyrénéenne afin que de nouveaux marchés de produits traditionnels et artisanaux, dont les réseaux de distribution sont aujourd'hui limités, s'ouvrent. Afin d'éliminer les contraintes pratiques liées à la durée de vie limitée de certains produits, un emballage actif capable de contrôler la multiplication indésirable des microorganismes et de prolonger la durée de vie des aliments a été créé.

- **CLEOPATRA. - Encourager le développement de la fabrication et de la vente de savon artisanal et autres cosmétiques naturels fabriqués traditionnellement avec du lait d'ânesse,** mené par le chef de file espagnol et l'Asinerie d'Embazac à l'Isle Jourdain. Il a visé essentiellement à promouvoir la création d'emplois en milieu rural de hautes montagnes par le biais du développement de l'activité de fabrication traditionnelle de savon artisanal à partir de lait d'ânesse. Derrière un travail important de recherche, de formation, de récupération et de diffusion de cette activité traditionnelle, les partenaires se sont aussi impliqués dans la commercialisation conjointe de leurs produits. Ce projet a démontré à la population locale que le patrimoine culturel et l'environnement doivent être protégés, parallèlement à l'émergence d'une activité économique.

Volet B, volet C

Quarante-sept projets Interreg IIIB et dix projets Interreg IIIC ont été réalisés en Midi-Pyrénées entre 2000 et 2006. Hormis les projets montés par la CCI du Gers et le Pays Val d'Adour, il n'y a pas d'autres projets transnationaux et interrégionaux qui ont été menés dans le Gers. Les projets réalisés par ces deux organismes seront présentés dans les deuxième et troisième chapitres de cette partie.

Les projets dans le cadre du PIC Leader+

Les douze GAL de la région Midi-Pyrénées ont mené cinquante-trois projets de coopération dans le cadre du programme Leader+ (volet 2), dont quatorze projets de coopération transnationale et trente neuf de coopération interterritoriale. En ce qui concerne le département du Gers, ses trois GAL (Pays Val d'Adour, Pays Portes de Gascogne et Pays d'Armagnac²⁸) ont mis en place cinq opérations avec des territoires étrangers et neuf opérations avec des territoires français. Le quatrième Pays du Gers, le Pays d'Auch, même si il n'a pas été territoire Leader+ entre 2000 et 2006, a participé au projet « Culture, rugby et ruralité », coordonné par le Pays Portes de Gascogne.

Les projets conduits par le Pays Val d'Adour et le Pays Portes de Gascogne seront présentés dans le prochain chapitre et dans la seconde partie de notre étude respectivement. Au sujet des projets de coopération du Pays d'Armagnac, il en a mené trois avec des partenaires français : « Culture, rugby et ruralité », « Réseaux de bistrots de pays en Midi-Pyrénées » et « Valorisation et sensibilisation à la culture occitane ». Vu que le premier et le troisième projet ont été menés en partenariat avec le Pays Portes de Gascogne, ils seront abordés dans la seconde partie du mémoire.

Les projets de coopération décentralisée

Dans le cadre du dispositif français « Coopération décentralisée » il y a sept projets qui ont été menés dans le département du Gers dans la période 2000-2006: un par la ville d'Auch et six par le Conseil Général du Gers.

Le partenaire de la **ville d'Auch** a été la commune d'Iv de Zinder au Niger (Afrique). Les actions menées par les deux communes ont été mises en oeuvre en liaison avec les associations à but humanitaire, Ran, créée à Auch en 2001 (qui compte parmi ses membres des personnes d'origine nigérienne) et le groupement de femmes, Hasken Rana, créé à Zinder pour soutenir le développement de micro activités artisanales et commerciales. L'objectif principal était la création d'un atelier artisanal de conserverie de fruits et légumes sur le territoire de la commune nigérienne. Le projet a prévu la formation des femmes qui ont pris en charge le fonctionnement et la gestion de la conserverie.

Le **Conseil Général du Gers** a réalisé six coopérations avec la République Tchèque et plus précisément la région Moravie dans les thématiques suivantes :

- Education : échange de jeunes

²⁸ - Cf. annexes, document 5.

- Gouvernement et société civile : coopération institutionnelle et constitution d'un Conseil Régional de Jeunes
- Industries manufacturières : agroalimentaire et industrie mécanique
- Santé : thermalisme
- Tourisme, patrimoine et culture.

2.- Le cas du Pays du Val d'Adour, exemple d'engagement dans des projets de coopération

Présentation du territoire et de son plan de développement

Comme évoqué dans l'introduction, nous analyserons le cas du Pays Val d'Adour en raison de son activité exceptionnelle dans le domaine de la coopération. Son expérience en termes de coopération depuis quinze ans nous permet de tirer des résultats valables pour notre étude. En plus, tant le Pays Val d'Adour que le Pays Portes de Gascogne sont des territoires de projets, nous considérons donc que certaines pratiques réussies du Pays Val d'Adour pourront se transposer en Pays Portes de Gascogne.

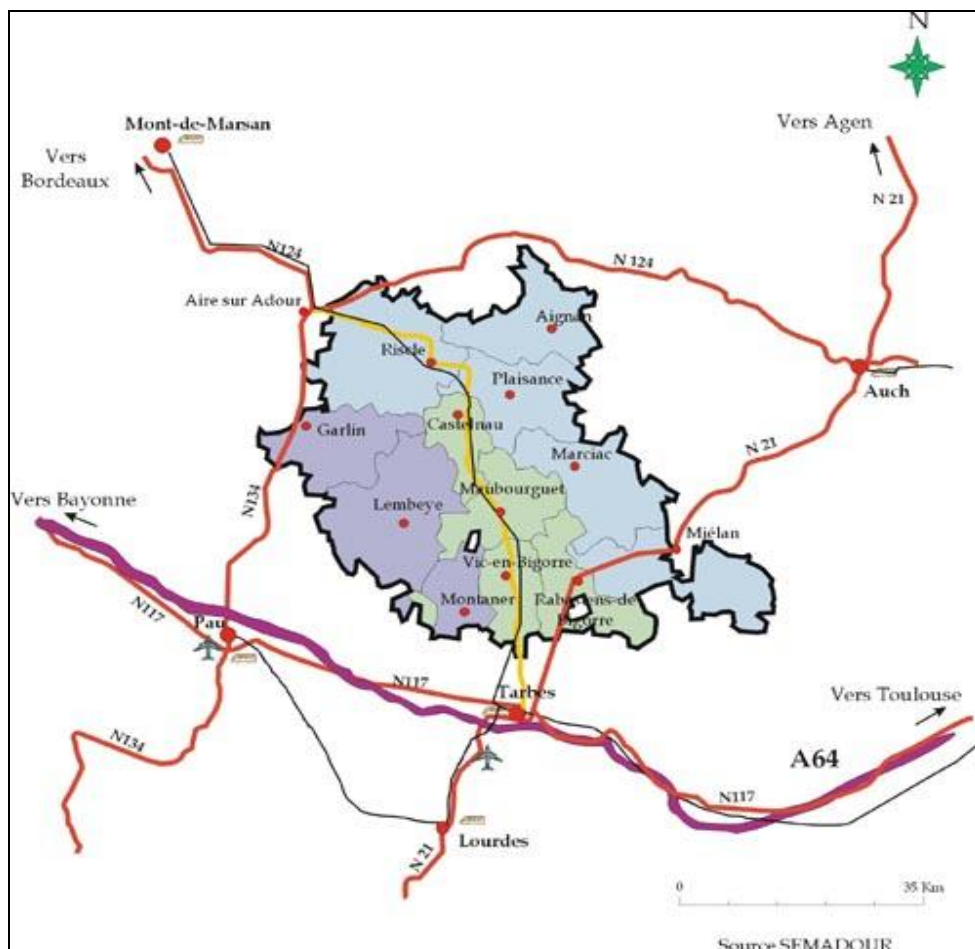
Le Pays Val d'Adour est un territoire qui présente l'originalité de se trouver aux confins de deux régions (Aquitaine et Midi-Pyrénées), et de trois départements (Gers, Hautes-Pyrénées, et Pyrénées Atlantiques)²⁹. Le territoire est composé de douze cantons et deux cent deux communes. La population est de 51 214 habitants, sur une superficie de 1 779 km², soit une densité totale de population de 29 habitants au km². Le Groupement d'Intérêt Public d'Aménagement et de Développement du Territoire (GIP ADT) Euradour est l'organisme de coordination du Pays, lui seul a la capacité juridique d'établir des relations contractuelles au nom du Pays. Le GIP ADT Euradour a confié à la SEMADOUR, une entreprise publique locale, la mission d'animation générale et de suivi technique du Pays du Val d'Adour.

C'est un territoire qui conserve des particularités rurales malgré la présence de pôles urbains Pau, Tarbes et Auch à proximité. Aujourd'hui, le Val d'Adour est marqué par trois tendances : une stagnation démographique depuis une dizaine d'années et un vieillissement de la population ; une agriculture qui demeure l'activité économique essentielle

²⁹ - Cf. annexes, document 6.

malgré une réduction constante du nombre d'agriculteurs ; une vie locale articulée autour de bourgs centres de taille réduite mais qui constituent des points névralgiques concentrant services, entreprises et la plupart de la population active.

Document 6 : Localisation du Pays Val d'Adour



Source : Site internet du Pays Val d'Adour

Il est à noter que l'eau constitue une ressource mais aussi un enjeu majeur pour le Pays Val d'Adour qui ne pouvait être appréhendée qu'au travers d'approches interdépartementales. Douze cantons du Val d'Adour ont porté candidature au programme Leader II autour de la thématique de l'eau (1997-1999). Ainsi est née l'association interdépartementale Euradour, symbole d'intérêts communs et d'une volonté d'affirmation de ce territoire. Cette expérience au programme Leader II a permis d'amorcer des découloissements administratifs qui se sont imposés lors de l'instruction des dossiers Il a permis également de lancer des projets interrégionaux, de renforcer ainsi la proximité des

acteurs locaux et d'affiner la réalité et la cohérence de ce territoire à travers une dynamique de développement.

La Charte de Pays a été validée en 2001 après la concertation de l'ensemble des acteurs (locaux, élus, institutionnels, chambres consulaires...), puis le contrat de Pays a été signé en décembre 2002. Les grandes orientations de la Charte sont les suivantes : l'emploi est une des priorités vecteur d'activités économiques (dynamisation des bourgs centres par le soutien à l'artisanat et au commerce, appui à l'agriculture, promotion d'activités innovantes...), la ruralité, pour le maintien de la qualité de vie (services publics, amélioration de l'habitat, valorisation du patrimoine....), et un Pays solidaire, notamment par une approche territorialisée du marché du travail, accessibilité à la culture.

L'**Agenda 21** constitue le cadre de référence stratégique et organisationnel du Pays du Val d'Adour pour la période **2008-2013**. Elle constitue le fondement, la colonne vertébrale de l'investissement du Pays pour les années à venir. C'est dans cet esprit que Agenda 21 constitue la Convention Territoriale (document contractuel avec l'Etat, les Régions et les Départements, présentant la stratégie de développement du territoire) 2008-2013. Le plan d'action de l'Agenda 21 est articulé autour de trois axes stratégiques et de huit mesures:

Axe I : Pour un territoire responsable

- Mesure 1. L'eau au cœur des enjeux du Val d'Adour
- Mesure 2. L'exemplarité énergétique et la qualité environnementale
- Mesure 3. L'occupation maîtrisée de l'espace

Axe II : Pour un territoire dynamique

- Mesure 4. Les services, facteur de cohésion du Pays
- Mesure 5. Un développement économique durable
- Mesure 6. Culture, tourisme, patrimoine, facteurs de développement et d'identité du territoire

Axe III : Pour un territoire solidaire

- Mesure 7. Une organisation pour mieux travailler ensemble et assurer la reconnaissance du rôle et des compétences de chacun
- Mesure 8. De nouvelles pratiques pour s'inscrire dans une démarche continue de progrès.

Les projets de coopération menés à ce jour

Le Pays a développé une véritable stratégie en matière de coopération. La finalité attribuée à l'ouverture et à l'échange européen et mondial, est d'abord de permettre des expérimentations alimentant la stratégie du Pays. Cette stratégie s'appuie sur un partenariat local fort impliquant les élus, les opérateurs locaux et la population. Une commission spécialement dédiée à la coopération a été mise en place au sein du Pays. Les actions de coopérations ont cherché à impliquer les partenaires du Pays (Institution Adour, Villages Accueillant). Enfin, un dispositif d'ambassadeurs Pays a été organisé pour accueillir les partenaires étrangers et diffuser les projets sur le territoire.

Les projets de coopérations menés sur la période 2000-2006 sont multiples. Ils traitent des thématiques variées, mais ont toujours un ancrage territorial fort. Le Pays a réalisé huit projets de coopération, dont quatre dans le cadre du programme Interreg III (AQUAFIL, URGENTE, ADEP, QUALITUR) et quatre dans le cadre du programme Leader+ (PILOTES, ARTE, DEFI RAID, Culture, rugby et ruralité). Ces projets représentent une enveloppe financière de 1 767 748 euros (Leader+ 614 200 euros, Interreg III 1 153 548 euros). De manière générale, les contributions transversales des actions de ces projets sont l'expérimentation et amélioration continue des politiques publiques, la participation des jeunes à la culture et la citoyenneté, la gestion de l'eau, l'agriculture, l'emploi et le tourisme.

Le projet **AQUAFIL** (Interreg IIIC) a eu pour objet la gestion intégrée de la ressource en eau et a été mené avec des partenaires luxembourgeois, roumains, bulgares, hongrois et portugais. Initié en 2004, ce projet s'est articulé autour de trois thématiques d'actions :

- Elargissement et renforcement du réseau des Maisons de l'Eau : création d'une Maison de l'Eau (pôle pédagogique et technique) et sa mise en réseau avec les maisons des partenaires (Institution Adour).
- Développement d'outils de gestion et de suivi des cours d'eau : réalisations et expérimentations en matière de gestion des cours d'eau (action test, SIG...).
- Amélioration des compétences locales en éducation à l'environnement : formation des techniciens rivière, sensibilisation tout public et jeunes...

En résumé, Aquafil a permis d'améliorer la gestion intégrée, durable et participative des cours d'eau dans les territoires partenaires.

Conduit dans le cadre du programme Interreg IIIB SUDOE, le projet **URGENTE** (Urbain - Rural: Générer des Engagements Nouveaux entre Territoires de l'Europe) est un

projet de coopération transnationale réunissant trois organismes de développement local espagnol, français et portugais ainsi que des acteurs locaux, afin d'expérimenter de nouvelles formes d'engagement entre acteurs urbains et ruraux. Dans une optique expérimentale, le projet URGENTE a visé à apporter une contribution en créant des espaces de rencontre entre acteurs urbains et ruraux, à la recherche de nouveaux liens et de nouvelles formes d'engagements sur les dimensions sociales, économiques et environnementales. Il a développé des projets pilotes basés sur de nouvelles formes d'engagement des acteurs urbains au côté des acteurs ruraux.

Les zones éligibles du programme opérationnel Sud-Ouest Européen 2007-2013



Source : Site internet du programme opérationnel SUDOE

Tirant les enseignements de ces projets, les initiatives existantes ont été mises en réseau, en capitalisant et diffusant les méthodes entre les partenaires et à l'échelle de l'espace SUDOE. Au-delà, pour faciliter la capitalisation de ce travail expérimental et l'enrichir d'autres initiatives développées au niveau européen et mondial, ce projet transnational a inclus également une activité de mise en réseau, par l'initiation du réseau URGENCI (www.urgenci.net), en partenariat avec d'autres réseaux déjà constitués.

Somme toute, le projet a expérimenté de nouvelles formes d'engagement entre citoyens et acteurs locaux des zones urbaines et rurales. Le volet local a permis de soutenir des initiatives agricoles innovantes (AMAP, fermes d'insertion). Le volet transnational a favorisé la création d'un réseau mondial recensant des initiatives favorisant les relations entre producteurs et consommateurs. Ce volet a aussi généré des échanges entre urbains et ruraux espagnols et français.

Le projet transfrontalier **QUALITUR** (Stratégie de développement territorial basée sur la promotion de la qualité touristique) a réuni trois partenaires espagnols (chef de file espagnol) et le Pays Val d'Adour. Il a eu l'ambition d'élaborer un Plan Stratégique de Développement Touristique pour les territoires français et espagnols concernés, basé sur la qualité. Le but était de promouvoir un secteur aujourd'hui mal structuré et qui n'exploite pas suffisamment les potentialités locales.

L'initiative **ADEP** (Interreg IIIC) cherchait à optimiser les dispositifs locaux d'accompagnement d'activités et d'emplois. Une maison commune de l'emploi est en cours de création.

Le projet **DEFI RAID** fut un projet de coopération interterritoriale avec le Pays Mellois, mené dans le cadre du programme Leader+. Il est né du double constat partagé par les deux Pays : d'une part que l'implication et la participation des jeunes dans les démarches de développement initiées et dans les projets soutenus restent faibles et insatisfaisantes, et d'autre part que l'identification des jeunes à une appartenance et à une identité territoriale au Pays n'est encore que marginale. Pourtant, un ancrage local fort des jeunes et la mobilisation de leurs énergies pour dynamiser les territoires semblent des facteurs intéressants et puissants pour un développement local et durable. C'est pourquoi il est apparu essentiel aux deux partenaires de favoriser chez les jeunes, l'émergence d'une identité collective liée à des territoires de projets tels que le sont les Pays

L'action commune et conjointe du Pays Mellois et du Pays du Val d'Adour s'est traduite de manière concrète par la tenue de deux manifestations sportives et culturelles (une sur chaque territoire), à laquelle ont participé une cinquantaine de jeunes adolescents entre onze et quinze ans, issus des deux territoires. Chacune de ces manifestations s'est déroulée sur deux à trois jours, à l'issue desquels, une troisième rencontre bilan a également eu lieu.

Le projet **ARTe** (Arts, Représentations et Territoires) fut un projet artistique transnational pour les jeunes du Pays du Val d'Adour, de la Comarca de Los Monegros en

Espagne (Aragon), et le Pays Pyrénées - Cathares en Ariège, financé par le programme Leader+. L'objectif était de permettre à des jeunes de différents cantons du Val d'Adour de se rencontrer, de découvrir leur territoire, et de mettre en perspective leurs expériences avec celles d'autres jeunes vivant en milieu rural en Europe. Concrètement, le projet ARTe a débuté avec des visites du territoire accompagnées par les CAUE (Conseils d'Architecture, d'Urbanisme, et de l'Environnement) du Gers, des Hautes-Pyrénées, des Pyrénées-Atlantiques. Il a permis aux équipes pédagogiques et aux jeunes du Val d'Adour de se rencontrer et d'échanger sur leurs pratiques, lien nouveau et enrichissant, et il a permis surtout de développer ou de créer des ateliers artistiques : Théâtre, danse, musique jazz, vidéo, arts plastiques. Il a aussi généré des coopérations et des échanges entre enfants et adolescents, sur le territoire et avec des territoires partenaires, en France et en Espagne, autour des disciplines artistiques.

Enfin, **PILOTES**: (Promouvoir l'Innovation Locale: Organisations Territoriales Ethiques et Solidaires) fut un projet de coopération transnational réalisé dans le cadre du programme Leader+, réunissant deux territoires: le Pays du Val d'Adour et le territoire de Foussana (situé au centre ouest de la Tunisie). Il a été aussi financé par le dispositif français « coopération décentralisée ». L'objectif était de permettre aux territoires d'élaborer conjointement une nouvelle stratégie de développement s'appuyant sur les principes Leader +, de développement durable et de cohésion sociale. Il s'est articulé autour de trois pôles d'actions :

1. Doter les territoires d'une nouvelle stratégie de développement, en passant par les étapes de projet suivantes: réalisation d'une évaluation ou d'un diagnostic, définition de la stratégie du territoire, élaboration d'un programme d'actions. Il a visé également à mobiliser et à renforcer les compétences techniques des territoires.
2. Améliorer et promouvoir de nouvelles formes d'organisation locale en vue de renforcer la concertation et le partenariat local.
3. Définir et réaliser des micro-projets qui viendront illustrer la stratégie et l'organisation locale développées.

En résumé, il s'agit d'une coopération sur la méthodologie des projets de développement. Un guide méthodologique recensant les expériences et les méthodes de développement local est édité. Le volet transnational de cette action a aussi rendu possible des formations conjointes des techniciens. Le volet local a permis au Val d'Adour d'élaborer l'évaluation sur laquelle s'appuie ce diagnostic, en vue de la réalisation de l'Agenda 21.

Le projet **Culture, rugby et ruralité**, coordonné par le Pays Portes de Gascogne, a réuni les quatre Pays du Gers par l'intermédiaire du programme Leader+. Il sera analysé dans la seconde partie de notre étude, spécifique au Pays Portes de Gascogne.

Dans le but d'assurer le bon déroulement des projets de coopération, le Pays Val d'Adour met l'accent sur l'existence des éléments suivants :

- La définition d'une stratégie globale et partagée
- Des partenariats locaux, régionaux et nationaux forts
- Un pilotage partagé et clairement défini
- Des méthodes d'animation participatives (réunion, outil d'information...)
- La mise en réseau et la formation des acteurs du territoire
- Appel à des prestataires externes (accompagnement, communication...)
- La définition de tableaux de bord de suivi (technique et financier)
- Des outils d'informations et de suivi avec les acteurs locaux et les partenaires institutionnels.

Les futurs projets transnationaux

Après avoir examiné les projets de coopération que le Pays Val d'Adour a mené durant la période 2000-2006, nous présenterons les projets déjà identifiés que le Pays vise à mettre en place sur la prochaine programmation 2007-2013. En effet, nous constatons qu'il suit la même ligne en ce qui concerne la coopération et son rôle fondamental dans la stratégie globale de la structure. Au total, il y a trois projets qui seront déposés dans le cadre du programme Interreg IV et deux dans le cadre du programme Leader. Il est à remarquer que les projets pré identifiés de coopération figurent dans les fiches actions de la Convention Territoriale 2007-2013 du Pays. Celui-ci vise ainsi à assurer un cofinancement considérable (à côté de l'intervention européenne) pour ces projets.

Le projet **ENERGY NET** (Interreg IVC, volet initiatives locales) se situe dans la sphère de la politique locale de l'énergie et il implique huit partenaires de sept pays (Luxembourg, Bulgarie, Hongrie, Portugal, France, Italie, Roumanie). La durée prévue du projet interrégional est de juillet 2008 à juin 2011. Les axes de travail sont les suivants :

- Plan Climat Territorial : diagnostic énergétique, analyse juridique et financière, stratégie et plan d'actions.
- Dispositif de sensibilisation - formation : programme annuel d'animations (élus, ménages, entreprises), formation à destination des professionnels du bâtiment.

- Trois applications locales : gestion du patrimoine public, développement d'une filière d'énergie (bois), approche environnemental de l'urbanisme.
- Des actions de communication (lettre d'information, rencontres, etc).

Le projet **AQUALINKS** (Interreg IVC, volet capitalisation) réunit douze partenaires de Bulgarie, de Hongrie, de Portugal, de Luxembourg, de France, d'Italie et de Roumanie autour de gestion intégrée de la ressource en eau. Les dates prévues de réalisation des actions sont de juillet 2008 à juin 2010. Les axes de travail prédéterminés sont comme suit :

- La gestion intégrée des cours d'eau : extension de l'action test « espace de mobilité de l'Adour », formation des techniciens rivières et des élus
- Les risques liés à la qualité de l'eau : animation, sensibilisation et formation en matière de lutte contre les pollutions diffuses d'origine non agricole
- Les démarches pédagogiques et l'éducation à l'environnement : la Maison de l'eau, animations tout public et à destination des jeunes
- Des actions de communication (lettre d'information...)

Le projet transfrontalier **PIR-EDES** (Interreg IVA) constitue un Agenda 21 transfrontalier entre le Pays du Val d'Adour, des Nestes et des Coteaux pour le côté français et las Comarcas de Sobrarbe, de Somontano et de Monegros, pour la partie espagnole. Il sera réalisé en trois ans, de janvier 2009 à décembre 2011. Les principaux axes de travail sont les suivants :

- Diagnostic du territoire transfrontalier et pistes de coopération
- La nouvelle culture de l'eau: patrimoine naturel et culturel; économies d'eau; entretien des rivières
- Jeunesse en milieu rural: Conseil des jeunes; découverte du territoire; citoyenneté
- Valorisation des produits locaux: état des lieux des producteurs; réseau de producteurs; sensibilisation et formation pour l'utilisation de produits locaux
- Actions de communication (lettre d'information, site internet...).

En ce qui concerne les projets de coopération Leader, deux sont en cours de définition à l'heure actuelle. Le premier concerne ***l'accueil de la petite enfance et de la parentalité*** et il sera monté en partenariat avec l'Association Kairouanaise pour l'Auto-Développement en Tunisie (coopération transnationale avec des pays tiers). Il existe quelques pistes d'actions comme par exemple la création d'un centre d'information – ressources sur la petite enfance et la parentalité à destination des parents et des professionnels ainsi que le développement d'expérimentation autour de la qualification et de l'insertion des femmes.

Le second est une initiative des Pays Val d'Adour, Mellois, Centre-Ouest Bretagne et Haute-Mayenne en matière **d'évaluation et d'information**. Les pistes d'actions concernent la mise en place d'un dispositif de suivi et d'évaluation continue et le développement d'outils et d'évènements destinés à l'information des acteurs locaux.

Pour conclure, l'animatrice du Pays Val d'Adour que nous avons interviewée a exprimé le souhait du Pays de s'investir davantage dans des programmes touchant les jeunes et leur ouverture vers d'autres cultures. Le programme européen « Jeunesse en Action » pourrait constituer un dispositif valable pour que des jeunes participent à des actions internationales. Néanmoins, le poids de travail qu'un tel engagement entraîne fait que le Pays n'a pas encore établi un plan précis d'actions dans le domaine de la jeunesse.

La place de la coopération au Pays Val d'Adour

Le Pays Val d'Adour est un territoire né d'une volonté de coopération car il fédère des communes, des groupements de communes et des acteurs, au-delà des découpages administratifs (rappelons que ce Pays se situe aux confins de deux régions et de trois départements). Inscrite tant dans la Charte de développement du Pays (axe 3, mesure 8, sous-mesure 2 : **L'ouverture et les échanges**) que dans son Agenda 21 (axe 3, mesure 8, résultat 8.3 : **la coopération et la participation du Pays aux réseaux de territoires ruraux locaux, régionaux, nationaux et européens ont été consolidés**), la coopération constitue une ambition affichée du Pays. C'est pourquoi depuis le programme Leader II, la coopération alimente la stratégie globale du Pays. En agissant sur les marges, avec des actions innovantes, le Pays a pu travailler sur des thématiques diversifiées et avec des méthodes différentes.

Plus généralement, les élus et les techniciens du Pays sont conscients du rôle stratégique des projets de coopération. La coopération est un outil de développement, entre d'autres, pour expérimenter (par exemple avec des initiatives agricoles innovantes), pour répondre aux besoins du territoire et pour alimenter sa stratégie de développement. Le Pays élabore son plan de développement et il utilise les dispositifs de la coopération pour l'exécuter. Ce plan de développement pour la période 2007-2013 se traduit au travers l'Agenda 21 du Pays qui constitue en même temps la Convention Territoriale pour cette période (nous avons vu ses axes principaux précédemment). Le Pays identifie donc les domaines pertinents (par exemple l'énergie), autour desquels il construit sa stratégie de développement. Ensuite, dans le cadre de chaque domaine (ou thématique), le Pays détermine certaines actions qui seront réalisées tant par le Pays que par les acteurs

territoriaux, ainsi que des projets de coopération. Cette logique montre que la coopération ne constitue pas un domaine à part entière dans la stratégie globale mais elle est intégrée dans les domaines d'actions. Elle constitue donc un outil, un moyen de développement majeur que le Pays a choisi parmi d'autres outils disponibles.

Les actions de coopération permettent d'abord un échange d'expériences indispensable à l'amélioration continue des politiques publiques. Elles contribuent aussi à renforcer l'identité du Pays et fournissent un cadre privilégié d'action, en permettant de dégager des complémentarités entre des projets locaux et des projets transnationaux. Par ailleurs, l'ancrage du Pays dans les réseaux de coopération nationaux et européens permet de se faire connaître, de trouver des partenaires potentiels et de se tenir au fait des actualités des politiques de l'UE. Les programmes européens sont le principal soutien du Pays dans sa démarche d'ouverture et d'échange. Le Pays considère que sa stratégie en matière de coopération est à prolonger à l'heure où les programmes de coopération deviennent quasiment la seule porte d'entrée des territoires ruraux aux crédits européens.

Il est à noter qu'il y a une incitation croissante à la coopération qui doit s'inscrire dans une logique de développement durable (objectifs, logique d'expérimentation, échanges et ouverture...). Le Pays est aussi conscient que la coopération nécessite la mobilisation de moyens humains et financiers ainsi que d'outils méthodologiques (organisation du pilotage, suivi du projet...). Il considère, enfin, que la procédure de la sensibilisation et de la communication sur la coopération auprès de porteurs de projets potentiels est primordiale pour l'identification et le montage de projets.

Pour répondre à sa mission de coordination de la politique de développement du Pays du Val d'Adour, le GIP ADT Euradour s'est organisé en commissions de travail thématiques. Compte tenu des nombreux projets de coopération menés sur le territoire du Val d'Adour, les élus du Pays ont souhaité créer une commission coopération. Celle-ci a notamment pour mission de suivre et d'orienter les projets de coopération du Pays, et d'assurer un pilotage local et transnational efficace. Elle joue également un rôle de représentation du Pays dans l'accueil et la rencontre des partenaires, au cours des rencontres transnationales. Elle est composée de huit élus du Pays, certains étant chargés plus particulièrement du suivi des projets.

3.- Le cas de la CCI du Gers

Présentation de l'organisme et de son projet Teleparc

Nous avons mentionné dans l'introduction que le cas de la CCI du Gers et de son pôle géomatique sera évoqué dans notre étude en raison de leur expérience riche dans la coopération et de leur apport significatif au développement du territoire rural du Gers par l'intermédiaire de ses projets transeuropéens. En outre, l'axe 8 de la Charte de développement du Pays Portes de Gascogne (voir deuxième partie, chapitre « Présentation du Pays Portes de Gascogne ») vise le *soutien des expériences technologiques relevant de la géomatique* et la *favorisation de l'arrivée de travailleurs indépendants*, activités que la CCI du Gers a entreprises depuis 1997. Il existe aussi un partenariat entre la CCI du Gers et le Pays Portes de Gascogne, (qui a été retenu en tant que Pôle d'Excellence Rurale ou PER), dans le cadre des projets PATS et PALMIPOLE (voir deuxième partie, chapitre « Présentation du Pays Portes de Gascogne »). Nous tenterons donc d'esquisser de nouvelles perspectives de partenariat entre les deux structures afin que le Pays Portes de Gascogne tire profit des compétences de la CCI du Gers, ce qui peut contribuer au développement du territoire du Pays.

La CCI du Gers est une Assemblée de responsables d'entreprises élus par leurs pairs commerçants, industriels et prestataires de services du département. De par les Lois du 9 avril 1898 et du 8 août 1994, elle est dotée du statut d'établissement public administratif (chambre consulaire). Elle donne aux autorités publiques des avis et des informations sur les questions économiques; elle apporte ses préconisations dans le cadre des réflexions et des décisions qui orientent le développement du département et l'aménagement du territoire. Elle met également à la disposition de ses ressortissants ses services d'appui aux entreprises, et elle joue un rôle important en matière de formation. Elle représente les entreprises auprès des collectivités locales et défend les intérêts généraux des entreprises afin qu'elles se développent et prospèrent de la meilleure façon au sein de son territoire. Elle intervient, enfin, pour aider l'entreprise dans de nombreuses thématiques (ressources humaines, démarche qualité...).

Depuis 1997 la CCI du Gers s'est engagée dans un plan à dix ans visant à créer un **pôle technologique géomatique³⁰ de dimension européenne** installé dans le département le plus agricole de France. L'origine de ce projet se trouve dans un plan d'action « société de l'information » décidé en 1998 par un consensus départemental avec le soutien de la Région Midi Pyrénées dans le cadre d'un projet pilote pour les zones rurales européennes. Ce pôle géomatique a pour objectif le développement d'activités économiques liées à la géomatique

³⁰ - La *géomatique* est la discipline qui intègre les sciences de la terre et les technologies de l'information afin de réaliser l'acquisition, le stockage, l'analyse, la diffusion et la gestion des données relatives aux territoires.

dans le Gers. Il associe plus précisément *recherche et développement* en traçabilité géographique, *formation* initiale et continue et *services aux entreprises innovantes* du secteur géomatique. Il permet aussi aux entreprises innovantes d'agir dans un cadre européen avec les 180 Centres Européens d'Entreprises Innovantes (par exemple CEEI Gers Gascogne dans le Gers).

Le plan de développement du pôle géomatique se résume dans le tableau suivant :

La géomatique apporte la modernité en milieu rural : plan teleparc 1998		
4 objectifs	4 axes stratégiques	6 actions clefs
1 Faciliter l'arrivée de nouveaux habitants	1. Créer des contenus multimédia	1.SOHO-SOLO 2. Plan géomatique
2. Développer l'emploi	2. Former à l'utilisation des TSI*	1. Formation et Point d'accès communautaire 2. Plan géomatique
3. Contribuer au développement économique	3. Créer un espace de modernité en milieu rural	1. Teleparc entreprise 2. Plate forme NTIC 3. Plan géomatique
4. Redéployer les services de proximité	4. Redéployer les services de proximité	1. Télé services 2. Plan géomatique

La CCI du Gers a ainsi pour ambition de développer de nouveaux services pour l'industrie agro alimentaire, concevoir des projets européens qui valorisent les produits d'origine et le développement des très petites entreprises, créer un réseau de compétences autour d'elle et de ses partenaires gersois, et associer d'autres départements de Midi-Pyrénées (Ariège, Hautes Pyrénées). Elle a plus précisément choisi de s'investir dans la géomatique pour les raisons suivantes : a) C'est l'application des technologies des systèmes d'information qui concerne tous les acteurs clefs locaux : le vrai capital du monde rural est son espace et parallèlement, 80% des données existantes peuvent être géolocalisées. b) C'est le cadre de référence pour créer des contenus multimédia à communiquer sur internet : la géolocalisation est le système universel de navigation sur internet et par ailleurs, la cartographie sur internet transgresse les barrières linguistiques. c) C'est le secteur des technologies des systèmes d'information qui va générer le plus d'applications utiles au monde rural (aménagement du territoire, agriculture durable, protection de l'environnement,

traçabilité des produits alimentaires, promotion touristique, nouveaux services aux nomades...).

Teleparc est un projet du PIC Actions Innovatrices qui répond à la question: *Comment les technologies de la communication peuvent aider à relever les défis du monde rural?* La phase préparatoire du projet Teleparc (de 1997 à 2001) a permis de fédérer l'ensemble des acteurs clefs locaux et régionaux autour des enjeux des technologies de l'information. Il a permis d'aboutir en mars 1999 à la définition d'un plan d'action dans le domaine des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) à moyen terme (période 2000-2006) afin d'enrichir l'image du département et le rendre encore plus attractif. Sa stratégie de développement est orientée vers des projets européens tels que le 6ème PCRD, Interreg III, E-content, Actions innovatrices. Aujourd'hui trente deux partenaires dans dix pays (Allemagne, Espagne, Italie, Portugal, Irlande, UK, Belgique, Lettonie, Canada, et France) se sont associés avec le pôle géomatique de la CCI du Gers.

Nous tenons à remarquer que La CCI du Gers a choisi de s'investir dans la géo-traçabilité car elle considère que c'est un outil efficace pour défendre les produits d'origine. Elle a vite saisi la nécessité de se concentrer sur une thématique de recherche qui s'adresse au monde rural: la certification géographique de l'origine des produits et leur valorisation par la traçabilité. Cette priorité a fait que la structure s'est engagée dans trois projets de recherche européens (PETER, GeotraceAgri, GTIS CAP), ce qui représente cinq millions d'euros d'enveloppe financière.

Les projets transnationaux menés à ce jour

Le plan de développement du pôle géomatique de la CCI du Gers s'articule autour de plusieurs thématiques - cibles qui ont servi de base pour la réalisation des projets internationaux. Celles-ci sont :

- **Attractivité du territoire** : le projet **SOHO SOLO** (Small Office, Home Office, Interreg IIIB) a été mené dans le but d'attirer dans le Gers de nouveaux actifs susceptibles de travailler à distance.
- **Agriculture durable et GeoTraçabilité des produits d'origine** : deux projets de recherche ont été réalisés. Il s'agit du projet **GeoTraceAgri** (Geographical Traceability in Agriculture, 5ème PCRD) sur la traçabilité et les bonnes pratiques agro-environnementales et du projet **GTIS CAP** (GeoTraceability Integrated System for the Common Agricultural Policy, 6ème PCRD) sur la prise en compte de la protection de l'environnement dans la Politique Agricole Commune (PAC). Le but de ce dernier était de faire évoluer le système

européen d'identification parcellaire (Registre Parcellaire Graphique) pour en faire un outil de gestion de la nouvelle PAC et de la traçabilité géographique. Un troisième projet, le **PETER** (Promoting European Traceability Excellence & Research) a été aussi monté dans le cadre du 6ème PCRD. Il visait à mettre en avant et disséminer les résultats des 100 M€ d'investissements de l'UE dans la recherche sur la traçabilité alimentaire.

- **Géomarketing** : trois projets Interreg III ont été menés. Le projet **PYRED** (Développement d'une Communauté Digitale d'entreprises et de Services d'Appui dans les Pyrénées Centrales, Interreg IIIA) a eu comme but la création d'une identité transfrontalière France - Espagne pour améliorer la coopération des entreprises. Le projet - **PYRED 2** est la suite du PYRED, visant à la consolidation d'une plate-forme de coopération transfrontalière pour les entreprises tout en exploitant les résultats du premier projet. Le projet **Red Local Plan** (Interreg IIIB) a été centré sur le benchmarking des stratégies de développement économique de six régions européennes. Le projet **GRISI** (Geomatics Regional Information Society Initiative, Interreg IIIC) a démontré la valeur ajoutée des projets européens grâce à leur géolocalisation.

- **Aménagement du territoire** : une banque de données territoriale du Conseil Général du Gers a été créée ainsi qu'un projet Leader+ « Promotion du tourisme avec un Système d'Information Géographique » a été mené par le Pays d'Armagnac.

- **Communication SIG-Web** : le projet GeoPortails prévoit la création d'un Système d'Information Géographique sur le Web pour chaque projet monté.

Ces projets européens réalisés ou en cours d'exécution représentent un budget total de vingt millions d'euros. Une description plus détaillée des projets de coopération territoriale qui ont été menés dans le cadre du dispositif Interreg III sera donnée en suivant.

SOHO SOLO : L'origine de ce projet s'est trouvée au fait que de plus en plus d'actifs citadins européens souhaitent venir s'installer, vivre et travailler à la campagne. Les facilités offertes par les NTIC leur permettent de travailler à distance (au moins partiellement).

Il a eu cinq objectifs: 1- Faciliter l'arrivée de ces nouveaux entrepreneurs individuels. 2- Qualifier l'offre des zones rurales en terme de services, d'habitat pour préparer des actions de prospection vers ces nouveaux actifs. 3- Définir et mettre en place des plates-formes de services qui répondent aux besoins particuliers d'accueil de ces nouvelles populations. 4- Promouvoir et disséminer ces bonnes pratiques sur l'ensemble du territoire

rural de l'Espace Atlantique. 5- Mettre en place une organisation de prospection des SOHO SOLO en Europe du Nord (en dehors de l'Espace Atlantique).

Ce projet européen a réuni cinq partenaires de France (CEEI Gers Gascogne), de Portugal, d'Irlande et d'Espagne et il a été coordonné par la CCI du Gers. Il s'est développé autour de cinq actions : 1- Mieux accueillir la demande : professionnaliser l'accueil des SOHO/SOLO en leur proposant un service d'intermédiation par région rassemblant tous les services d'appui. 2- Créer une offre en développant des projets locaux (développer les possibilités d'accueil et de services). 3- Intégrer les SOHO/SOLO dans le milieu des entreprises locales, ce qui permet à celles-ci de tirer profit de nouvelles idées, ressources et compétences que les nouveaux arrivants apportent. 4- Disséminer les bonnes pratiques SOHO/SOLO. 5- Organiser la prospection des SOHO/SOLO vivant dans des métropoles situées en dehors de l'Espace Atlantique.

GRISI : Ce projet a été mené par quatre partenaires de Lettonie, d'Espagne et d'Italie (chef de file CCI du Gers) dans le but d'apporter une valeur ajoutée aux projets déjà financés et aux régions rurales européennes. Pour ce faire, chacune des quatre régions partenaires a sélectionné les projets les plus représentatifs financés chez elle avec l'aide des fonds structurels, a géolocalisé les banques de données associées à ces projets et elle a créé un GeoPortail destiné à promouvoir sur internet son territoire en tant qu'espace projets. Pour « ancrer » l'action sur le territoire une plate-forme géomatique est créée dans chaque région offrant à tous les porteurs de projets à venir les équipements et logiciels dédiés. Cette démarche permet de constituer un réseau régional géomatique avec les chefs de file de projets existants et à venir.

Le plan d'action a été divisé dans les parties suivantes : **Gouvernance** : mieux gérer les services aux populations par la modernisation des services de proximité et la réduction de dépenses ; **Economie** : mieux accueillir les nouvelles richesses (nouvelles entreprises, nouveaux actifs, nouveaux touristes) ; **Identité** : mieux vendre le territoire par la valorisation des patrimoines et la visualisation des atouts su internet.

Red Local Plan : L'objectif du projet était de créer un réseau de coopération et d'échange de bonnes pratiques et d'expériences en matière de développement économique local entre les acteurs locaux des différents territoires de l'Espace Atlantique. Quatre partenaires d'Espagne (chef de file), de France, du Royaume Uni et du Portugal ont réalisé ce projet conjointement. Son plan de développement a compris les actions suivantes :

- Création d'un réseau de coopération transnational qui a réduit sensiblement l'isolement des territoires ruraux ou périphériques de l'Europe.
- Analyse et évaluation de l'impact socio-économique des projets locaux mis en œuvre qui a permis d'identifier les bonnes pratiques en matière de développement économique local.
- Création d'une plateforme virtuelle sur internet qui a constitué un outil d'échanges et de communication moderne et efficace entre les partenaires du réseau et qui a créé des synergies durables pour la conception de nouveaux projets.
- Élaboration d'un guide de planification d'initiatives locales qui est conçu comme un outil de valorisation et de dissémination des résultats complémentaire à la plate forme virtuelle sur internet (recueil d'expériences innovantes et de bonnes pratiques).
- Projet pilote sur les apports de la géomatique pour le développement économique du territoire qui s'est déroulé dans le Gers. Il a pour objectif de montrer l'intérêt des technologies de l'information et de la communication, et tout spécialement de la géomatique, dans la mise en oeuvre de stratégies de développement économique.

PYRED : Ce projet transfrontalier a été réalisé par six partenaires franco-espagnols (chef de file espagnol) afin de créer une communauté – région virtuelle. Celle-ci est dotée d'une identité territoriale, d'outils de communication permettant les échanges intra et extra territoriaux, ainsi que d'échange de bonnes pratiques de coopération entre les services d'appui à toute structure des territoires concernés. Le plan d'action s'est structuré autour des activités suivantes :

- Création de l'intranet bilingue français-espagnol, ce qui a permis de mieux organiser le travail en réseau et d'intégrer la majeure partie des services d'appui aux entreprises.
- Création d'outils de coopération tels qu'une base de données géoréférencées, un portail web bilingue pour les entreprises des six territoires ainsi qu'un système expérimental de liaisons satellite pour accéder à internet dans les zones rurales isolées et de montagne.
- Optimisation de la coopération transfrontalière par l'animation de la coopération interentreprises (réunions, séminaires, communication Internet, salons de sous-traitance, conventions d'affaires, communication internet...).
- Développement de nouvelles coopérations : il s'agit d'étendre l'action précédente aux autres entreprises susceptibles d'être intéressées par l'opération avec une attention particulière sur les secteurs de l'agroalimentaire, du tourisme et des technologies de l'information.
- Dissémination des bonnes pratiques de coopération en créant une bourse d'idées d'affaires pour attirer de nouveaux entrepreneurs et en organisant des échanges de compétences.

- Préparer l'extrapolation et la dissémination des actions du projet PYRED en définissant un cahier des charges des bonnes pratiques.
- Evaluation et dissémination des résultats des actions au-delà des partenaires et des régions de départ, et organisation d'un système de suivi et de contrôle pour toutes les actions conduites.

PYRED 2 : Ce projet transfrontalier a réuni les mêmes partenaires que le projet PYRED en vue d'utiliser et mettre en valeurs les résultats de ce dernier en terme:

- Dissémination à tout l'espace transfrontalier des Pyrénées des bonnes pratiques de coopération mise en œuvre entre novembre 2002 et avril 2004.
- Exploitation des résultats de PYRED auprès d'un territoire «PYRED 2 » très élargi (le Sud Ouest Français et le Nord Est de l'Espagne).
- Pérennisation de l'action PYRED au-delà de la période financée par Interreg III pour consolider une plate-forme de coopération transfrontalière pour les entreprises en utilisant les technologies de communication.

Le plan d'action de ce second projet était le suivant :

1. Extension de la Plate-forme de Coopération Transfrontalière PYRED, ce qui a conduit à la création d'un réseau de vingt services de tous les territoires participant à la plate-forme transfrontalière de coopération entre entreprises PYRED.
2. Intégration de bases données INTERREG IIIA France – Espagne: Ainsi, quinze bases de données de projets INTERREG IIIA ont été intégrées le portail PYRED.
3. Rencontres transfrontalières de coopération entre entreprises, sectorielles et thématiques sur les sujets suivants : agroalimentaire, tourisme, pluriactivité, nouvelles entreprises, nouveaux gisements. Soixante entreprises au total y ont participé.
4. Optimisation de la Coopération Transfrontalière entre des entreprises. Aujourd'hui, cinq cent entreprises appartiennent à la Communauté de Coopération PYRED; soixante opportunités de coopération ont été étudiées et quinze accords ont été signés.
5. Diffusion des bonnes pratiques et pérennisation de la Plate-forme de Coopération PYRED. Un séminaire européen sur la coopération entre les entreprises des territoires frontaliers a été organisé: il a compté cent participants. De plus, douze services d'appui aux entreprises sont engagés dans la plate-forme PYRED.

Les futurs projets transnationaux

Dans le cadre de la programmation 2007-2013, la CCI du Gers a l'intention de participer à plusieurs projets européens. Elle a déposé trois projets Interreg IV en tant que chef de file et elle est partenaire de douze autres projets de coopération. A l'heure actuelle les résultats de sélection de projets Interreg IV A, B et C ne sont pas annoncés, nous ne sommes donc pas en mesure de fournir des informations détaillées sur ces projets. Nous pouvons, toutefois, énumérer les projets Interreg IV auxquels la CCI du Gers sera la structure coordinatrice. Il s'agit plus précisément : a) du projet transfrontalier **PYRED CAP** (Interreg IVA), qui vient capitaliser les résultats des projets précédents PYRED et PYRED 2 ; b) du projet **SOHO Capitalisation** (Interreg IVB), qui vise à capitaliser et transférer les bonnes pratiques développées durant le déroulement du projet SOHO/SOLO ; c) du projet **GRISI +** (Interreg IVC), qui sera aussi la suite du premier projet GRISI visant à disséminer et à capitaliser ses résultats valables.

Nous constatons ainsi que la CCI du Gers souhaite « prolonger » quelques-uns des projets terminés en mettant l'accent sur la diffusion et la capitalisation de leurs résultats bénéfiques. Ceci montre un certain degré de cohérence de sa stratégie et une volonté d'inscrire les actions de coopération dans un contexte de continuité.

Aux côtés des projets Interreg IV, la CCI du Gers entend à mener d'autres projets de coopération, financés par divers fonds européens. Sans que notre liste soit exhaustive, les autres futurs projets européens sont les suivants :

- **MSRD** (Mobility for Sustainable Rural Development): il s'agit d'un projet pilote (financé par la DG Emploi, Affaires Sociales et Egalité des Chances de l'UE, ligne budgétaire 040215) qui vise à la fois le développement et l'expérimentation d'instruments innovants et le transfert des résultats dans les autres pays européens. L'objectif global est de préparer un guide des bonnes pratiques permettant aux régions rurales en difficulté d'accueillir des SOHO SOLOS, de transférer ce guide via internet et d'organiser un séminaire européen sur l'ensemble des régions rurales européennes. Ce projet s'appuie sur les résultats du projet européen SOHO SOLO (Interreg IIIB).
- **GEOID** (Geographical Information Databases Interoperability): l'objectif principal est de prouver et de valider le concept de GeoID dans un contexte opérationnel et de montrer comment ce concept apporte de nouvelles réponses aux problèmes liés aux issues, à l'identification de données et à l'accès aux données frontalières. Le projet vise à atteindre ces objectifs par une analyse complète du secteur agro-environnemental et par le développement d'une plate-forme de démonstration qui permettra d'énumérer

exhaustivement les potentiels du concept dans ce secteur. Il sera financé dans le cadre du programme européen eContent Plus.

- **CONTACTFOOD** (Capacity building ON Traceability As a measure for Counteracting Terrorism acts towards FOOD chain): Ce projet vise un financement par le 7^{ème} PCRD, Priorité 5 : Qualité et sûreté alimentaire. Il rassemblera des partenaires de pays de l'UE et des pays tiers afin de réaliser des actions visant à l'amélioration des mesures de traçabilité. Celles-ci aideront à établir des mesures préventives qui sont essentielles afin de répondre rapidement au traçage de la nourriture contaminée.

- **SGIC5** (Spatial Gateway Inside Corridor 5): Ce projet (financé par le projet eContentPlus) cherche à apporter une solution pour une série de problèmes impliqués dans le développement du futur corridor 5, un important axe ferroviaire et routier qui fournira une connexion appropriée entre Lisbonne et Kiev. Le but est de créer des infrastructures pour harmoniser plusieurs niveaux d'information géographique (cartographie de base, plans urbains, transport...) et les analyser en employant divers services web.

- **GeoNeapi** : C'est un projet de recherche eContentPlus pour définir une nouvelle unité spatiale dédiée à la mesure de l'impact des politiques agro-environnementales (Agenda 21 et 2eme Pilier de la PAC).

- **Geo Fare Trade** : Il s'agit d'un projet de recherche de la DG Environnement pour définir les indicateurs géographiques du commerce équitable.

La place de la coopération à la CCI du Gers

La volonté accrue de cet organisme de mener des actions dans le cadre des programmes européens révèle le rôle crucial de la coopération dans sa stratégie globale. De nombreux projets de coopération sont en cours d'évaluation à l'heure actuelle afin d'être présentés auprès de financeurs et montés dans les années à venir.

D'après le coordinateur des projets européens que nous avons rencontré, la coopération occupe une place fondamentale dans la stratégie de la CCI du Gers. En effet, le Gers est un territoire purement rural qui manque de compétences internes. Dans le but de faire évoluer ce département et de l'aider à sortir de sa situation « d'inertie », il est nécessaire de chercher de nouvelles compétences de l'extérieur. Pour ce faire, le territoire du Gers doit s'ouvrir vers d'autres régions françaises et étrangères qui ont atteint un niveau de développement supérieur au sien et qui disposent de capacités particulières. Les programmes de coopération s'avèrent une très bonne opportunité pour que les structures du Gers rompent leur isolement et profitent des bonnes pratiques de leurs partenaires.

Grâce aux dispositifs de coopération et leur apport financier non négligeable, de nombreux projets ont pu être conduits par la CCI du Gers et des actions significatives tant au niveau local qu'international ont été mises en place. De plus, la CCI du Gers accorde une telle importance à la coopération qu'elle va au-delà de la programmation 2007-2013. Effectivement, elle a déjà entamé la planification de sa stratégie (en termes de coopération) pour la période 2014-2020.

4.- Bilan-évaluation de la coopération pour le territoire rural du Gers

D'après le recensement des projets de coopération qui ont été réalisés dans le département du Gers depuis 2000, nous constatons qu'il existe une dynamique relativement modérée dans ce domaine. Peu de structures gersoises se sont impliquées activement dans des coopérations. Il est à noter, toutefois, que les structures engagées (CCI du Gers, Pays Val d'Adour, Conseil Général du Gers, Ville d'Auch) présentent une expérience de long terme et une activité très dynamique dans la coopération. Notons aussi qu'il s'agit de grandes structures disposant de moyens humains et financiers suffisants pour mener les coopérations avec réussite. Ces structures existent depuis plusieurs années, ce qui leur a permis d'avoir une longue expérience dans le développement local et la coopération.

En revanche, l'activité en matière de coopération de la part de plus petites structures, comme par exemple le Pays d'Armagnac et le Pays d'Auch est assez limitée. Ceci est aussi dû au fait que ces dernières structures sont assez récentes, par conséquent, leur expérience dans la coopération n'est pas encore riche.

Il faut remarquer que ce bilan ne comprend pas les coopérations menées sur le territoire du Pays Portes de Gascogne. Nous présenterons exhaustivement les projets conduits par des structures se situant sur le territoire du Pays ainsi qu'une évaluation globale de leurs actions dans la seconde partie de notre étude.

Deuxième partie

Les enjeux et les perspectives de coopération pour le Pays Portes de Gascogne

**De l'étude de cas aux pistes de coopération
Proposition d'une stratégie concertée
de développement par le biais de la coopération**

1. Présentation du Pays Portes de Gascogne
2. Les projets de coopération
3. Les futurs projets de coopération
4. Les perspectives de coopération
5. Préconisations - propositions

1.- Présentation du Pays Portes de Gascogne

L'association du Pays et son territoire

Le Pays Portes de Gascogne est une association loi 1901 créée en 2003 dans un but de réunir cent cinquante-neuf communes et neuf Communautés de Communes (CC) et ainsi mener des projets pour le développement de son territoire.

Le territoire du Pays Portes de Gascogne est situé dans le Sud-Ouest de la France, à l'Est du département du Gers. Le Gers est l'un des huit départements de la Région Midi-Pyrénées traditionnellement rural et avec une présence forte de l'activité agricole. Le Pays est situé à la frontière du département de la Haute-Garonne, à proximité de l'agglomération toulousaine ainsi que des villes d'Auch et d'Agen. Il comprend les onze chefs-lieux de canton qui bordent le département de la Haute-Garonne: Cologne, Fleurance, Gimont, l'Isle Jourdain, Lectoure, Lombez, Mauvezin, Miradoux, Samatan, Saramon, Saint Clar. Le Pays Portes de Gascogne représente environ un tiers du département du Gers, que ce soit en superficie, en nombre d'habitants ou de communes :

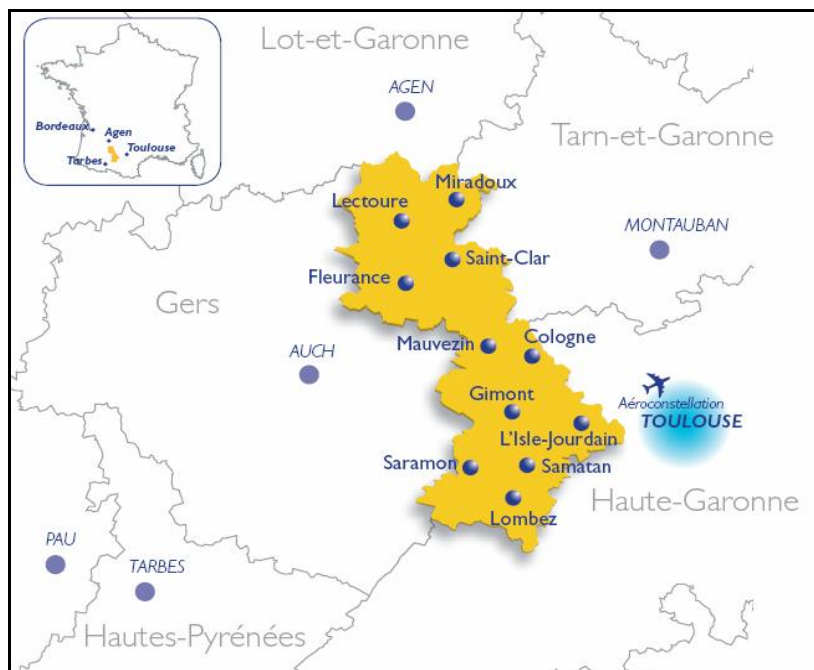
	Superficie (Km ²)	Population (recensement 2004 - 2007)	Nombre de communes	Densité de la population (habitants au km ²)
Pays Portes de Gascogne	2 047	58 319 ³¹	159	28 ,5
Gers	6 257	179 662 ³²	463	28,7

Le territoire comporte cent cinquante-neuf communes pour une population de 58 319 habitants. Les neuf CC sont : la CC de la Lomagne Gersoise, la CC Cœur de Lomagne, la CC Bastides du Val d'Arrats, la CC de la Terride Arcadèche, la CC d'Arrats-Gimone, la CC

³¹ - Recensement INSEE pour 122 communes entre 2004 et 2007 et données FILOCOM 2007 pour les 37 communes non recensées depuis 1999.

³² - Estimation de population au 1er janvier 2005, source : INSEE - modèle OMPHALE.

de la Save Lisloise, la CC des Coteaux de Gascogne, la CC des Coteaux de Gimone, la CC du Savès.



Le territoire du Pays Portes de Gascogne

(source : Pays Portes de Gascogne)

Les acteurs

D'une manière classique, le bon fonctionnement et l'évolution du Pays Portes de Gascogne sont assurés par le Bureau, le Conseil d'Administration et le Conseil de Développement. Ce dernier est l'expression d'une démocratie participative des élus. Il se veut le lien privilégié entre la société civile et les décideurs politiques. Sa vocation est multiple: donner un avis sur les projets du territoire (aide à la décision publique, réflexion et proposition), assurer le suivi et l'évaluation des politiques qui en découlent (il est informé une fois par an de l'état d'avancement des projets), se saisir de nouveaux projets et interpeller les élus communautaires.

Son rôle au sein du Pays Portes de Gascogne est consultatif (selon les prérogatives de la loi LOADDT de 1999) et bénéficie d'une attention particulièrement importante. Il n'a pas de statut juridique mais possède d'un financement spécifique régional. Sa composition doit refléter la diversité des acteurs réellement impliquées dans le développement du territoire,

en assurant une représentation tant des secteurs d'activités, que des sous-ensembles territoriaux. Ainsi, il est composé de trois collèges de vingt-quatre membres chacun : un collège des élus, un collège de représentants du monde économique et un collège de représentants du monde associatif et du cadre de vie. Un collège associé d'experts et de représentants des institutions partenaires a une voix consultative.

Le Conseil de Développement du Pays Portes de Gascogne peut être consulté sur toute question relative à l'aménagement et au développement du territoire. Il se réunit également à de nombreuses reprises au cours de l'année, afin d'examiner et de donner un avis sur les projets envisagés, et sur les appels à projets auxquels le Pays répond.

L'équipe technique du Pays assure le bon déroulement et la coordination de toutes les activités menées par le Pays. L'équipe technique comprend les postes suivants : un directeur – chef du Contrat Pays, un animateur Leader+, une gestionnaire Leader+, une chef du projet culturel, une chargée de mission coopération Leader+ et FSE, une gestionnaire-secrétaire Pays.

L'Association Culture Portes de Gascogne constitue la fusion de deux associations pour le développement culturel du Pays Portes de Gascogne (ADCL, Culture Sud) qui a eu lieu en février 2008. Sa mission est de mettre en place le projet culturel du Pays et son fonctionnement est assuré par une personne chargée de mission Culture.

La Charte de Développement Durable

La Charte de Pays est le document de référence qui détermine la stratégie du territoire en matière de développement socioéconomique, de gestion de l'espace et d'organisation des services. Elle définit, à partir d'un diagnostic de territoire, les orientations fondamentales du Pays à un horizon minimal de dix ans et précise les principes et moyens d'action dont ce dernier se dote pour atteindre ses objectifs. La Charte du Pays Portes de Gascogne est l'élément fédérateur de la stratégie de développement durable du Pays. Elle vise à poser les bases d'un développement qui garantissent une solidarité entre les territoires et les personnes, dans le respect du cadre de vie et de l'identité des lieux.

La stratégie du Pays, affichée dans la Charte est la suivante: « **Pays Portes de Gascogne, le bien-vivre au naturel, une ambition de terre d'accueil** ». Le territoire vise ainsi à *dynamiser son développement, à fortifier ses atouts actuels* de "territoire du bien-vivre" (préservation des paysages, des activités phares, des traditions locales...) et à *ensemencer les savoir-faire de demain*. Ces objectifs sont poursuivis par la **favorisation de**

la solidarité et le soutien des synergies. La stratégie se décline en neuf ambitions et vingt-et-un axes de développement :

Volet I : Être une terre d'accueil attractive et attrayante

Ambition 1 : Favoriser et maîtriser l'accueil et la mobilité des populations. Axe 1: Coordonner et soutenir le développement urbain. Axe 2: Répondre aux besoins en services Petite Enfance, Jeunesse et famille. Axe 3 : Améliorer la mobilité interne, externe et virtuelle.

Ambition 2 : Favoriser l'emploi. Axe 4 : Favoriser le développement économique et l'emploi par la qualification des hommes. Axe 5 : Favoriser l'accès à l'emploi des différents publics du territoire. Axe 6: Favoriser la création des emplois/métiers de demain.

Ambition 3 : Œuvrer à l'accueil d'entreprises dans le sillage de l'aéronautique, des NTIC et des opportunités créées par le développement de l'agglomération toulousaine et des autres pôles économiques limitrophes. Axe 7 : Œuvrer à l'accueil d'activités économiques dans le sillage de l'aéronautique et des opportunités créées par le développement des agglomérations limitrophes. Axe 8 : Qualifier le territoire pour l'accueil d'activités nouvelles grâce à la couverture numérique.

Ambition 4 : Conforter et promouvoir une filière Plantes. Axe 9 : Conforter une filière Plantes sur le territoire. Axe 10 : Promouvoir la filière Plantes.

Volet II : Préserver la qualité de notre cadre de vie, l'identité et l'authenticité de notre territoire

Ambition 5 : Œuvrer à la sauvegarde de la qualité de notre cadre de vie. Axe 11 : Développer une pratique environnementale. Axe 12 : Permettre de vivre bien et longtemps au Pays.

Ambition 6 : Façonner un territoire ancré dans son patrimoine, ses coutumes et ses pratiques culturelles. Axe 13 : Préserver l'identité du pays et transmettre le patrimoine aux générations futures. Axe 14 : Proposer une offre culturelle diversifiée et professionnelle. Axe 15 : Favoriser le développement des pratiques et des productions artistiques.

Ambition 7 : Maintenir et valoriser les activités agricoles. Axe 16 : Soutenir et maintenir le secteur agricole. Axe 17 : Valoriser le secteur agricole comme un atout identitaire.

Ambition 8 : Cultiver l'identité Gras du territoire. Axe 18 : Encourager la filière industrielle et la filière artisanale dans leurs démarches de qualité et d'innovation. Axe 19 : Promouvoir la production et les savoir-faire locaux.

Ambition 9 : Favoriser l'émergence d'une identité touristique et soutenir les professionnels dans leur développement. Axe 20 : Mobiliser les acteurs pour renforcer et

structurer une offre touristique authentique et de qualité. Axe 21 : Renforcer la promotion touristique en valorisant sa typicité.

La Charte de développement du Pays fait **explicitement référence à l'encouragement des coopérations entre les quatre Pays du Gers** dans le but d'achever un objectif majeur commun: le **désenclavement du Gers**. Les réflexions engagées sur les quatre territoires ont confirmé que le développement économique à l'échelle du département dépend du désenclavement routier et ferroviaire, de l'amélioration des moyens de communication moderne (téléphonie mobile, NTIC) et de l'accès à l'énergie de l'avenir (le gaz naturel). En outre, la gestion de l'eau constitue un enjeu majeur dans le Gers en raison de la forte activité agricole. Les quatre Pays ont exprimé leur souhait de fédérer leurs actions autour de cette problématique et d'œuvrer en vue de constituer un jour une structure commune de coopération sur les problèmes des rivières. A cet effet, les responsables de ces Pays, conscients de la nécessité de coordonner leurs actions entre eux mais également avec le Conseil Général, ont inscrit dans leur Charte de développement respective un chapitre commun confirmant leur volonté d'œuvrer en faveur de cet objectif majeur. En résumé, les domaines de coopération « inter-pays » sont les suivants:

A. Le désenclavement du Gers:

- Amélioration des infrastructures routières et ferroviaires.
- Poursuite des installations d'infrastructures d'alimentation en gaz naturel.

Mise en place des NTIC (ondes-radios, satellites, fibres...) afin d'éviter la fracture numérique et l'exode des entreprises, et de favoriser l'accueil de nouvelles populations.

- Coordination de l'information et de la communication: le comité de coordination des Pays devra coordonner la communication inter-Pays en vue de favoriser le développement touristique, la poursuite de démarches engagées (par exemple Excellence Gers), la promotion de l'événement culturel et festif...

B. La coopération sur la thématique des rivières

Par ailleurs, la volonté d'inscrire la stratégie du territoire dans une démarche de coopération apparaît au début de la rédaction de la Charte, au travers la déclaration: « **Un Pays pour favoriser la solidarité et soutenir les synergies** » et plus précisément pour « promouvoir la mise en réseau des acteurs et la mutualisation des moyens » et pour « favoriser la concertation et la médiation entre les acteurs, décideurs et partenaires du territoire ». Pour achever ces objectifs, le Pays vise à assurer: une fonction de relais d'opinion auprès de partenaires notamment dans les domaines suivants : transport, routes, NTIC, emploi... ; une fonction de soutien et de diffusion d'expériences innovantes ; une fonction d'ouverture en

vue d'échanger et de tisser des partenariats avec d'autres territoires menant des expériences intéressantes.

Les actions de développement menées à ce jour par le Pays

De nombreuses actions pour le développement du territoire Portes de Gascogne ont été menées depuis sa création et d'autres sont en cours d'exécution. Ces projets ont pu voir le jour grâce à la mobilisation et la motivation des acteurs locaux ainsi qu' à l'appui financier de l'Etat, du Conseil Régional des Midi Pyrénées, du Conseil Général du Gers et des fonds européens (par biais du programme Leader+ et FSE). Suit une brève description des actions mises en place jusqu'à aujourd'hui.

1.- Le Contrat de Pays et la Convention Territoriale 2008 - 2013

Le Contrat du Pays, dont le déclencheur a été le déroulement du programme Leader+, a été signé en 2004. L'élaboration de la Charte de développement durable a permis au Pays de contractualiser (contrat de Pays) avec l'Europe, l'Etat, la Région Midi-Pyrénées et le Département du Gers pour soutenir les projets validés par le Pays.

La Convention Territoriale constituera la suite du Contrat du Pays durant la période 2008 – 2013. Elle est en cours d'élaboration et de négociation avec l'Etat, la Région et le Département et sa validation définitive est prévue pour le mois d'octobre 2008. Les principales orientations de la nouvelle convention territoriale du Pays sont les suivantes :

- a) La maîtrise de l'accueil de nouveaux arrivants : l'anticipation et le développement urbain ; le développement de l'offre résidentielle ; l'amélioration de l'offre de services.
- b) La préservation du cadre de vie : l'embellissement des espaces publics ; la préservation de l'environnement et de ses ressources ; la politique culturelle en faveur des publics ; la valoriser du patrimoine par l'action culturelle.
- c) Le développement économique : l'accompagnement du développement économique et de l'emploi ; le soutien aux aménagements économiques ; la valorisation de l'offre touristique structurante.

2.- Leader+ et le GAL Porte de Gascogne

Situé à proximité de l'agglomération toulousaine en pleine expansion, le territoire du Pays Portes de Gascogne doit faire face à une arrivée importante de population. Pour accompagner cette évolution, l'Europe lui a attribué un mai 2002 un programme Leader+ permettant de cofinancer des projets sur le thème de l'accueil de nouveaux acteurs locaux et d'entreprises. A ce titre, un Groupe d'Action Locale (GAL) composé de onze élus et douze

membres de la société civile a été constitué afin de décider de la répartition de cette enveloppe financière (1,8 millions d'euros) pendant la période 2002-2007. Plusieurs démarches ont été menées dans les domaines suivants:

- *La prospective*: des études et diagnostics ont été réalisés sur des problématiques transversales comme la culture, le sport, l'économie, l'aménagement, l'habitat, le foncier, l'environnement et l'animation culturelle.

La mobilisation et l'information des acteurs et citoyens: divers projets leviers et des actions collectives ou transversales ont été menées (petite enfance, sauvegarde de la culture gasconne, communication, services à la population, NTIC).

- *Le soutien au développement économique*: Etudes et diagnostics (plateforme de services, accompagnement des besoins des entreprises, qualification de pôle économique, mise en réseau d'acteurs, création d'activités).

- *Le développement culturel*: Forte structuration culturelle (création de deux associations de développement culturel et maillage territorial fort).

- *Les relations monde rural et agricole* : Création d'espaces de dialogues entre agriculteurs et nouveaux arrivants, sensibilisation à la préservation du cadre de vie, réflexion liée à la création d'activité agricole dans le cadre d'une démarche de développement durable.

Le programme **Leader+** a également financé **six projets de coopération**, dont quatre interterritoriaux (avec d'autres territoires français) et deux transnationaux (avec des territoires européens) : 1- L'Homme et l'Univers (coopération interterritoriale). 2- Valorisation et sensibilisation à la culture occitane (coopération interterritoriale). 3- Culture, rugby, ruralité (coopération interterritoriale). 4- Territoires ruraux, habitat et développement durable (coopération interterritoriale). 5- Valorisation du patrimoine bâti, développement économique et touristique (coopération transnationale). 6- Jeux traditionnels et patrimoine culturel européen : les quilles (coopération transnationale).

3.- La candidature Leader 2007-2013

Le programme Leader+ se clôturant en décembre 2008, le Pays a déposé en avril 2008 sa candidature dans le cadre du nouveau programme européen Leader 2007-2013. La thématique de la candidature Leader constitue la suite de la candidature précédente Leader+ « Les enjeux d'un accueil maîtrisé » face à l'arrivée de nouvelles populations et l'influence du pôle toulousain. La nouvelle candidature est ainsi orientée vers l'accueil maîtrisé, intégrant les notions de développement durable et de l'acquisition de compétences. Cette thématique se résume à la priorité cible : **L'Accueil Durable par l'Eco Qualité et une Organisation Apprenante Territoriale** (A.D.E.Q.O.A.T). Cette stratégie se décline en six objectifs :

- Evaluer, anticiper, s'organiser, maîtriser, communiquer : mettre en place un pilotage participatif.
- Améliorer l'accueil et l'intégration, développer les médiations et prévenir l'antagonisme entre les acteurs (anciens et nouveaux habitants) : viser une structuration équitable des services.
- Mobiliser, sensibiliser, qualifier les acteurs (agricoles, ruraux, urbains, rurbains) pour un pays pilote dans le développement durable : accompagner la démarche d'organisation apprenante territoriale.
- Structurer le territoire, l'urbanisation, l'aménagement foncier, l'agriculture et les services dans le respect des enjeux environnementaux et des équilibres urbain/rural : appuyer une structuration cohérente et équilibrée entre urbain et rural.
- Accompagner un développement économique et agricole durable au regard de l'enjeu environnemental et de l'accroissement démographique : soutenir une dynamique économique durable et équitable.
- Inscrire le territoire dans un tissu partenarial et de coopération : mettre en oeuvre des actions de coopération transnationale.

Il est à noter que la candidature du Pays a été retenue en septembre 2008 (seconde phase de sélection) en apportant des modifications sur certains points de la priorité ciblée et du plan de développement. Le conventionnement n'étant pas réalisé à l'heure actuelle, nous ne sommes pas en mesure de fournir ces ultimes modifications.

Convention culturelle

Le Pays Portes de Gascogne apporte une grande importance au développement culturel de son territoire. Il s'appuie sur ses potentiels naturels, patrimoniaux, immatériels ainsi que sur de nombreux acteurs culturels (artistes, associations, entreprises culturelles, collectivités). Dans ce contexte le Pays a validé un projet culturel de territoire permettant de soutenir les différentes initiatives du territoire et d'aider les acteurs dans la réalisation de leurs volontés. Par le biais de ce projet culturel, le Pays a passé une convention de trois ans avec le Conseil Régional des Midi-Pyrénées et bénéficie d'une aide aux projets significative mais qui diminue progressivement.

Ainsi en 2005 deux associations de développement culturel (ADCL et Culture Sud) ont été créées ayant pour mission d'appuyer le Pays dans la déclinaison de son projet culturel. Elles sont porteuses de projets fédérateurs (communication, spectacle vivant...) sur lesquels elles travaillent en concertation avec les acteurs culturels et les collectivités locales.

Ces deux associations ont fusionné en février 2008 en une seule structure: Culture Portes de Gascogne, qui conserve son organisation publique – privée.

La convention culturelle 2004 – 2007 arrivant à sa fin, le nouveau projet culturel 2008 – 2010 est en cours de préparation, sa date prévue de validation est septembre 2008.

Schéma des infrastructures économiques

Afin d'améliorer l'accueil des entreprises tout en répondant au développement du 1er pôle Aéronautique européen d'Aéroconstellation, les CC proposent différents niveaux de "qualité" des zones d'activités en rapport avec leurs objectifs de développement économique. Ce schéma permet également de mieux répartir l'activité économique sur le Pays et de créer une dynamique de coopération avec le pôle de compétitivité de l'aéronautique et de l'espace.

Diagnostic et démarche sur l'habitat

Les études démographiques prévoient une augmentation annuelle de plus de 2 000 habitants sur le Pays et des besoins de 900 à 1 200 logements supplémentaires par an. Pour anticiper et répondre à cette forte progression démographique, il s'agit de coordonner et d'anticiper le développement urbain, de planifier l'urbanisation de manière cohérente. Ce schéma définit différents axes : aménagement et urbanisme, maintien des jeunes et la population du territoire ; organisation et maîtrise de l'accueil, intégration des nouveaux arrivants, cohésion sociale à travers l'habitat et le développement économique.

Economie Solidaire

L'économie solidaire transparaît à travers les valeurs de développement durable que soutiennent la Charte du Pays et le programme Leader+. L'orientation principale du projet sur l'économie solidaire (financé par la région Midi Pyrénées et le FSE) est de rendre lisible et visible l'économie solidaire, qui s'articule autour de trois objectifs : a) Construire une vision partagée des enjeux et des pratiques de l'économie solidaire sur le territoire du Pays. b) Faciliter la mise en réseau et les partenariats entre tous les acteurs de l'économie solidaire pour mettre en place un réseau d'échanges de savoirs et de pratiques entre ces acteurs. c) Promouvoir les services que propose l'économie sociale et solidaire auprès des habitants du territoire et des autres acteurs économiques institutionnels.

Emploi et territoire: ARCADES

Le territoire du Pays d'origine rurale en pleine mutation subit un flux important de nouveaux arrivants d'origine urbaine (en raison de la proximité toulousaine) occasionnant des demandes en services nouveaux: services pour la petite enfance, l'animation culturelle,

la mobilité, services de proximité, etc. Le Pays a été retenu à l'appel à projet « Emploi et Territoire » dans le cadre du projet ARCADES et a obtenu une enveloppe du FSE de 160 000 € dans le but de mettre en place des actions destinées à instaurer une nouvelle dynamique autour de la création de services engendrant des créations d'emplois.

Pôles de compétitivité

Le Pays Portes de Gascogne a créé trois pôles de compétitivité :

Pôle Aéronautique - Espace - Systèmes embarqués : Le Pays est membre fondateur d'Aerospace Valley, structure support du pôle de compétitivité Aéronautique, Espace et Systèmes Embarqués et premier bassin d'emplois européen dans le domaine de l'aéronautique. Ce pôle regroupe les régions d'Aquitaine et de Midi-Pyrénées afin de promouvoir leurs atouts dans ces domaines. Grâce à la fédération de toutes les énergies (grands groupes, PME, centres de recherche publics et privés, universités, Grandes Écoles, collectivités territoriales) une vraie dynamique de coopération est née.

Pôle Cancer - Bio – Santé : Ce pôle intègre sur un même territoire les centres de recherche en santé humaine, les chercheurs et industriels de l'agroalimentaire, de la pharmacie, des biotechnologies, des Sciences et Technologies de l'information et des micro-nanotechnologies. Il s'agit d'une approche globale et continue de la lutte contre le cancer avec un objectif à deux volets complémentaires et indissociables: l'un tourné vers le développement économique, l'autre tourné vers l'homme en réduisant les inégalités dans l'accès aux traitements préventifs et curatifs.

Pôle d'Application des Techniques Satellitaires (PATs) : Le PATs présage le développement de plateformes d'intégration et de diffusion d'informations spatialisées, dans une logique de mutualisation de l'information pour l'aménagement du territoire et le développement économique. Il s'inscrit dans le cadre du programme de l'UE *Global Monitoring of Environment and Security* (GMES), auquel participe la région Midi-Pyrénées. Il s'agit d'un projet qui s'est dessiné à travers la maturation progressive du partenariat. Le Pays a fait le pas vers des acteurs majeurs du territoire en rapport avec l'activité satellitaire et il a associé des acteurs économiques tels que la CCI du Gers. Ainsi le PATs a été progressivement conçu comme une initiative qui conjugue une finalité territoriale de développement et une visée plus globale au service de l'innovation technologique satellitaire. Les objectifs qui réunissent autour du PATs les industriels et les chercheurs impliqués dans le domaine satellitaire sont les suivants:

- Faire la démonstration de l'intérêt des techniques satellitaires en contribuant à tester et démontrer l'apport des services existants.
- Participer à construire le modèle économique de l'utilisation des techniques satellitaires en proposant la dimension territoriale comme une échelle de mutualisation de l'accès aux données.
- Favoriser l'intérêt de nouveaux acteurs économiques et permettre le développement de marchés.
- Offrir à l'échelle européenne une vitrine des applications des techniques satellitaires.

Les applications satellitaires portent sur cinq thèmes: agriculture raisonnée, gestion plus précise de l'eau, meilleure anticipation de l'aménagement, nouveaux services aux personnes.

Le PALMIPOLE : Ce projet, qui dépasse le territoire du Pays, a pour objectif d'aider les éleveurs de palmipèdes gras à développer leur production fermière notamment par une identification gersoise de produits certifiés et trouver ainsi des débouchés auprès de professionnels et d'un public demandeurs de qualité tracée Gers. Pour les communes de Samatan et de Gimont il s'agit de conforter les marchés au gras, qui restent des lieux d'échanges importants.

2.- Les projets de coopération menés au Pays Portes de Gascogne

Les projets Leader+

Description des projets

Le Pays Portes de Gascogne a intégré la dimension de la coopération dans sa stratégie de développement territorial par son engagement dans six projets de coopération (deux projets transnationaux et quatre projets interterritoriaux) par le biais du programme Leader+ durant la période 2003-2008. Le Pays a été impliqué dans ces projets soit directement (en tant que porteur de projet) soit indirectement (en donnant un appui méthodologique aux porteurs de projet). Dans un premier temps l'animateur Leader+ était chargé du suivi des projets de coopération, toutefois, la lourdeur du travail a mené le Pays à recruter une personne responsable de la coopération en quart temps. Il s'agit des projets suivants : L'Homme et l'Univers (coopération interterritoriale). Valorisation et sensibilisation à

la culture occitane par la création et la diffusion d'un spectacle vivant et d'un document audiovisuel (coopération interterritoriale). Territoires ruraux, habitat et développement durable (coopération interterritoriale). Culture, rugby, ruralité (coopération interterritoriale). Jeux traditionnels et patrimoine culturel européen : les quilles (coopération transnationale). Valorisation du patrimoine bâti, développement économique et touristique (coopération transnationale).

Une analyse plus détaillée de chaque projet de coopération, comprenant la thématique qu'ils traitent, les actions envisagées et un bilan estimatif des actions menées à ce jour figurent en suivant. Il faut souligner que nous avons approfondi l'analyse des projets de coopération Leader+ par rapport à celle des projets Interreg III (voir chapitre suivant). Ceci parce que le Pays a considérablement accompagné les porteurs des projets Leader+, ce qui nous a permis de suivre ces projets de près et d'ainsi réaliser une évaluation qualitative et quantitative approfondie en termes de processus, d'activités et de résultats.

L'Homme et l'Univers

Partenaires : GAL PORTE de Gascogne, GAL Bouriane - Causses du Quercy. Chef de file : Bouriane - Causses du Quercy. Porteurs de projet : A Ciel Ouvert, Centre de Préhistoire du Pech-Merle. Montant total : 50 450 euros (Montant FEOGA : 25 225 euros)

Objectifs et plus-value : Le projet a pour objectif de mettre en commun les ressources de chacun des partenaires afin d'enrichir les thématiques abordées habituellement. Il permet la création d'un nouvel outil culturel et pédagogique: « astronomie et préhistoire » qui sera pérennisé par les partenaires et leur permettra de développer des échanges culturels et scientifiques de manière durable. Le projet permet, par ailleurs, un transfert de compétences entre les deux structures partenaires. Il s'intègre dans une stratégie de développement du tourisme scientifique, en cohérence avec les objectifs des territoires. Il se traduit, concrètement, par :

- Des actions de sensibilisation, de vulgarisation à la culture scientifique et technique plus spécifiquement en direction des jeunes populations afin de les motiver à s'investir autrement vers les disciplines scientifiques.
- Des échanges de savoirs spécifiques détenus par chacun des partenaires : astronomie et histoire de l'Univers et de la Terre pour A Ciel Ouvert, préhistoire et histoire de l'Homme pour Pech-Merle.

- Des échanges de savoir-faire spécifique à chacun, sur les méthodologies d'approche des publics, d'inscription sur un territoire, d'approche pluridisciplinaire.
- La mutualisation de moyens par la réalisation d'évènements et d'animations communes, et la mise en œuvre de stratégies de valorisation et de communication communes.

L'approche pluridisciplinaire sur les relations entre l'Homme et l'Univers est la pierre angulaire du projet. Ce thème est abordé sous trois angles complémentaires intégrant les approches spécifiques de chacun des partenaires :

- *L'Homme dans l'Univers*. Cette partie consiste à replacer l'Homme dans son contexte "géographique" et "historique" : du big-bang à l'apparition de la vie : une même histoire, celle de la complexité, qui part des particules élémentaires pour arriver à l'Homme.
- *L'Homme et l'Univers*. Cette partie traite de l'appropriation du ciel, en particulier de l'utilisation des astres pour s'orienter, se positionner, à travers l'histoire de l'observation des étoiles de la préhistoire à nos jours.
- *L'Homme face à l'Univers*. Cette partie aborde la question de la représentation du monde depuis la préhistoire jusqu'à nos jours (quel regard l'Homme porte-t-il sur l'Univers?). Elle traduit l'apparition et l'évolution de la pensée depuis l'origine de l'Homme jusqu'à nos jours, et pose le questionnement philosophique et métaphysique de la présence de l'homme sur terre.

Actions : Les actions communes envisagées au départ sont les suivantes :

- La réalisation de séjours de vacances à Pech-Merle et au Hameau des Etoiles (public jeune).
- Des journées pédagogiques à Pech-Merle et au Hameau des Etoiles (public jeune).
- Une conférence sur la Préhistoire réalisée dans le cadre du Festival d'Astronomie de Fleurance (public adulte).
- La réalisation d'une journée thématique intitulée "la grande saga de l'évolution" à Fleurance (public adulte).
- La mise en place d'un cycle de conférences à Pech-Merle et au Hameau des Etoiles. Chaque conférence sera donnée deux fois dans chacun des centres (public adulte).
- Des journées de découverte "tout public" communes permettant de valoriser les atouts des différents sites: journées sur les sites de la grotte ornée de Pech-Merle et du Hameau des Etoiles animées en commun par A Ciel Ouvert et le Centre Préhistorique de Pech-Merle.
- La réalisation de supports pédagogiques installés (sous forme d'un parcours de découverte en plein air) sur les deux sites et permettant d'appréhender les échelles de temps de

l'évolution ("Sentier du temps" implanté sur les sites de Pech-Merle et du Pays Portes de Gascogne).

- La formation des animateurs d'A Ciel Ouvert aux connaissances et pratiques spécifiques de la Préhistoire.

Valorisation et sensibilisation à la culture occitane par la création et la diffusion d'un spectacle vivant et d'un document audiovisuel

Partenaires : GAL Midi-Quercy, GAL Armagnac, GAL Portes de Gascogne, GAL Périgord vert, GAL Pays de Guéret. Chef de file : Midi-Quercy. Porteurs de projet : Syndicat Mixte du Pays Midi-Quercy, Association du Pays d'Armagnac, Pays Portes de Gascogne, Comité Périgord Langue Occitane Association, Association GAL Pays de Guéret. Montant total: 30 696 euros (Montant FEOGA: 15 348 euros)

Objectifs et plus-value : L'objectif partagé par chacun des territoires est de valoriser la culture et la langue occitane pour assurer la transmission aux populations autochtones, aux nouveaux arrivants, aux jeunes et faciliter la compréhension mutuelle ; la culture occitane, favorisant le lien social et constituant un facteur de cohésion sociale. Le projet vise à rendre accessible la culture occitane à des publics qui ne maîtrisent pas cette langue, qui ne connaissent pas ou peu cette culture et plus particulièrement à :

- Favoriser une réappropriation par les autochtones en valorisant la culture et la langue maternelle, en les associant en retour de leur participation initiale au travail de collecte.
 - Sensibiliser les nouveaux arrivants, les jeunes et favoriser la compréhension mutuelle entre les trois types de population cités.
 - Créer un lien entre nouveaux arrivants et autochtones initiés ou non à la culture occitane.
- Favoriser les liens intergénérationnels.

Le projet permet d'explorer de nouvelles méthodes de diffusion de la culture occitane à partir d'une mutualisation des informations, des outils et des moyens d'animation des différents territoires. La valeur ajoutée de ce projet de coopération réside dans la mise en commun d'un grand nombre de témoignages sur des territoires qui ont chacun une identité forte.

Actions : L'action commune projetée dans le cadre de ce projet se décompose en deux phases :

- Phase 1: la création et la diffusion d'un spectacle vivant valorisant les ressources de chacun des partenaires du projet.

- Phase 2: la création d'un document audiovisuel (DVD), utilisant les mêmes ressources documentaires et intégrant des images du spectacle vivant. Ce document sera associé à un livret pédagogique. Le document audiovisuel permet d'une part de fixer sur un support pérenne la quintessence du spectacle et mettre à disposition du public un outil pédagogique de communication et de sensibilisation.

Les opérations locales ont comme but l'articulation de l'action commune avec les territoires. Un temps d'échanges, de conseils, de formation entre le concepteur du spectacle et des acteurs culturels locaux sera organisé dans chacun des territoires partenaires. Ceci afin de préparer les territoires à l'arrivée du spectacle, de favoriser la rencontre entre amateurs et professionnels de la culture et d'associer les acteurs culturels locaux en explicitant le processus de création du spectacle. Cette action l'est en parallèle d'actions de promotion, d'animations et de diffusion du document audiovisuel : projections – débats, conférences, expositions. Le document audiovisuel constitue une opportunité pour les territoires d'aborder des questions telles que l'identité culturelle, la mixité des populations aux références culturelles et valeurs parfois différentes, les liens entre les générations et la transmission culturelle.

Culture, rugby, ruralité

Partenaires : GAL PORTE de Gascogne, GAL Val d'Adour, GAL Armagnac, Pays d'Auch. Chef de file : GAL PORTE de Gascogne. Porteurs de projet : Comité Armagnac Bigorre, Comité Départemental de Rugby 32. Montant total : 62 980 euros (Montant FEOGA : 31 490 euros).

Objectifs et plus value : Il s'agit, pour ces quatre territoires ayant des réalités territoriales différentes, bien que géographiquement proches, de réussir un triple objectif :

- Renforcer qualitativement les pratiques sportives et leur accessibilité en milieu rural.
- Développer de nouvelles interactions entre le sport et la culture en milieu rural.
- Expérimenter des processus de coopération territoriaux complémentaires des structurations départementales.

La plus-value de l'action de coopération est mesurable à plusieurs titres sur chacun des territoires partenaires, celle-ci permet principalement d'impulser une dynamique transdisciplinaire entre des acteurs du sport et de la culture ; de sensibiliser les habitants et acteurs des territoires des relations entre sport, santé et lien social ; de faciliter l'émergence et l'expérimentation de nouvelles initiatives locales ; de consolider les bases d'une

coopération transnationale en perspective ; de repérer les pratiques exemplaires pour enrichir qualitativement, les actions par un transfert de compétences.

Ces objectifs généraux se traduisent concrètement par des actions de sensibilisation et de formation, des échanges de savoir faire spécifiques à chacun, la mutualisation de moyens pour la réalisation d'événements communs et l'amélioration des conditions d'accueil des sportifs.

Territoires ruraux, habitat et développement durable

Partenaires : GAL PORTE de Gascogne, GAL Pays de Haute Mayenne, GAL Pays de Alençon, GAL Pays de Fougères

Chef de file : Pays Haute Mayenne

Porteurs de projet : GIP AT Pays de Haute Mayenne, GIP AT Pays d'Alençon, CAUE de l'Orne, Habitat et Développement de l'Orne, Chambre de Métiers de l'Orne, Association Pays de Fougères, Association l'Atelier Blanc, Association Pays Portes de Gascogne,

Montant total: 109 200 euros (Montant FEOGA: 54 600 euros)

Objectifs et plus value: Les objectifs poursuivis sont les suivants : donner un coup d'accélérateur aux initiatives engagées sur les territoires ruraux en faveur du développement durable ; ouvrir des possibilités pour la réalisation de projets pilotes dans le domaine de l'habitat durable sur les territoires ruraux engagés ; favoriser la capitalisation des expériences menées localement et le transfert de savoir-faire entre territoires ; engager de nouvelles expérimentations en s'appuyant sur la mobilisation des acteurs locaux au sein des territoires partenaires.

La plus-value de l'action de coopération est mesurable à plusieurs titres sur chacun des territoires partenaires, celle-ci permet principalement de :

- Enrichir les réflexions locales par les échanges entre territoires, la découverte de nouvelles initiatives, la capitalisation et le transfert des savoir-faire sur l'habitat durable.
- Donner les moyens aux territoires de concrétiser des projets ambitieux en matière d'habitat durable.
- Impulser de véritables politiques du logement s'inscrivant dans une démarche de développement durable dans les territoires partenaires: mobilisation de tous les acteurs concernés par le logement et le développement durable à l'échelle des territoires permettant la programmation d'opérations sur la thématique à plus long terme que la coopération.

Actions : Chaque partenaire s'est engagé à travailler sur son territoire (actions locales) dans trois directions: sensibilisation et communication auprès des habitants et autres publics, formation des acteurs locaux concernés et expérimentation de projets pilotes sur l'habitat.

Les actions communes ont été pensées en cohérence pour accompagner ces expérimentations menées au niveau local et de manière à bénéficier au mieux du transfert de savoir-faire entre partenaires : création d'un site internet (www.habitatdurable.info) ; groupes de travail et transfert de savoir-faire ; séminaire habitat durable ; suivi institutionnel et coordination.

Valorisation du patrimoine bâti, développement économique et touristique

Partenaires : GAL PORTE de Gascogne, Communes de Garmen et Satovcha (Bulgarie). Chef de file : GAL PORTE de Gascogne. Porteurs de projet : Commune de Lectoure, Communes de Garmen et Satovcha (Bulgarie). Montant total : 50 876 euros (Montant FEOGA : 25 438 euros)

Objectifs: Ce projet consiste à utiliser le patrimoine comme outil de développement local, d'affirmation d'identité culturelle, d'échange, de mise en réseau et de prise de conscience de sa valeur au niveau européen. La réalisation d'un diagnostic du potentiel patrimonial et touristique intégrant le thermalisme vise à connaître et faire connaître toutes les richesses exploitables dans le respect de leur préservation et dans l'objectif de leur mise en valeur. Cette connaissance nécessite des échanges de professionnels (artisanat, agriculture, ...) ainsi que la mise en place d'outils d'information et de sensibilisation destinés tant au grand public qu'aux professionnels. Le volet pédagogique s'étend aussi aux jeunes qui fréquentent les établissements secondaires. Enfin, la connaissance des peuples et des nations est renforcée par les échanges et la découverte des cultures et traditions locales (Foire de la St Martin à Lectoure, bourse touristique à Sofia).

Actions : Les actions à mettre en place sont les suivantes :

- Réalisation d'un diagnostic du potentiel touristique et patrimonial des trois communes en vue d'avoir une connaissance précise des richesses et ressources du territoire et dégager des pistes de mise en valeur et des propositions concrètes et qualitatives de développement local.
- Mise en place d'un schéma directeur de développement touristique réalisé à partir du diagnostic en vue de définir des axes de valorisation et d'attractivité ainsi qu'une stratégie de développement local.

- Participation des trois municipalités à la bourse touristique organisée par Fair Chance. La Ville de Sofia invite celle de Lectoure à présenter son offre touristique à cette manifestation rassemblant tours opérateurs et professionnels du tourisme.
- Recensement des documents pour la connaissance et l'inventaire du patrimoine des sites de Dolen, Kovachevitsa, Leshten, Pletena, Skrebatno en Bulgarie: échanges sur les méthodes d'inventaire, analyse structurelle et typologique des constructions et création d'outils de sensibilisation à la restauration pour les habitants et les artisans. Travail sur le paysage en partenariat avec le Conseil en Architecture, Urbanisme et Environnement du Gers (CAUE).
- Participation aux séminaires et rencontres organisées en partenariat.
- Interventions conjointes de responsables des trois communes partenaires et des professionnels pour des échanges d'expérience sur le patrimoine et le tourisme.
- Mise en place d'outils d'information et de sensibilisation au patrimoine destinés tant au grand public qu'aux professionnels.
- Echanges de professionnels. Venue d'un technicien à Lectoure et dans le réseau des Villes de l'Anvpah et Vssp dans le cadre d'une bourse du Ministère Français de la Culture et de la Communication, pour se familiariser avec les pratiques françaises des secteurs sauvegardés et la mise en réseau des acteurs. Formation à la connaissance, réglementation et pratique des restaurations.
- Mise en relation des établissements scolaires.

Jeux traditionnels et patrimoine culturel européen : les quilles

Partenaires : GAL PORTE de Gascogne, GAL Pays d'Ariège Pyrénées, 12 GAL espagnols (GAL Centro para el Desarrollo Rural Valle del Eze-Entrecabos, GAL Asociación Coordinadora para el Desarrollo del Nordeste de Segovia, GAL Asociación Montañas de Teleno, GAL ADRI Jiloca-Gallocanta, GAL ADR Gúdar-Jalambre-Maestrazgo, GAL ADRI Montaña Palentina , GAL Comarca Asón-Agüera, GAL CEDER Sobrarbe-Ribagorza, GAL Comarca de Liébana , GAL Montaña de Riaño , GAL Asociación para la promoción y desarrollo Comarca del Pisueña-Pas Miera, GAL Asociación Cuatro Valles). Chef de file : GAL Centro para el Desarrollo Rural Valle del Eze-Entrecabos. Porteurs de projet en France : Fédération Départementale des Foyers Ruraux du Gers, Comité Départemental de Sport en Milieu Rural de l'Ariège. Montant total: 31 800 euros (Montant FEOGA : 15 900 euros).

Objectifs : L'objectif de ce projet réside dans la conservation, la mise en valeur et la diffusion du jeu de quilles en Europe en tant que ressource patrimoniale génératrice de développement culturel, social et touristique des territoires ruraux. Le projet vise plus précisément à:

- Renforcer l'identité des territoires ruraux en valorisant son patrimoine culturel immatériel.
- Établir des liens entre les habitants des territoires partenaires à partir d'une tradition culturelle commune, en organisant des événements culturels et sportifs liés au jeu de quilles et ses diverses variantes et en lien avec les traditions locales (folklore, gastronomie...).
- Favoriser la participation active des populations rurales, dans un esprit de cohésion culturelle et d'identité sociale.
- Valoriser ce patrimoine auprès de différents publics, notamment des jeunes. Effectuer des propositions pédagogiques qui se réfèrent à l'éducation patrimoniale et à la diversité culturelle.
- Promouvoir l'éducation à l'environnement et les lieux de mémoire collective (ex.: écomusées, clubs nature et environnement...) pour assurer la conservation et la diffusion du patrimoine culturel immatériel.
- Favoriser la transmission du patrimoine culturel immatériel en participant à des manifestations susceptibles de contribuer à sa promotion (forums...).
- Favoriser le développement du tourisme durable par la mise en valeur des traditions culturelles.
- Créer une "Route Touristique Thématique" sur la pratique du jeu de quilles en Europe.
- Créer un partenariat stable pour travailler sur des projets d'inventaires et de mise en valeur du patrimoine culturel immatériel.

Actions : Les actions envisagées sont les suivantes :

- Inventaire des variantes pratiquées dans chaque territoire: Les informations obtenues lors de cet inventaire sont utilisées pour l'élaboration et la réalisation du reste des actions du projet.
- Plan de communication: Conception, dessin et élaboration de la page web (www.lesquilles.eu) et du logo commun.
- Conception, élaboration et promotion de l'itinéraire culturel: le projet comprend la création d'un itinéraire culturel qui se concrétisera par une carte sur laquelle seront situés les territoires participant au projet, les variantes de jeu, ainsi que des informations touristiques.

- Séminaires et congrès: Réalisation d'une journée d'échanges/séminaire par territoire: échange de connaissances; échanges d'expériences liées aux jeux de quilles; informations sur le projet de coopération.
- Valorisation sociale et culturelle.
- Outil de promotion des différentes variantes.
- Démonstrations transnationales: rencontre de joueurs issus de différents territoires qui ont effectué une démonstration des différentes formes de jeux pratiquées. Cet événement est associé à d'autres traditions culturelles (gastronomie, folklore, artisanat, etc.).
- Signalisation des aires de jeux: cette signalisation contient l'information relative au projet de coopération, à la forme du jeu, la carte avec l'itinéraire culturel, ainsi que l'information touristique générale de la zone.
- Formation d'animateurs.
- Ateliers avec la population: réalisation d'ateliers intergénérationnels dont l'objectif est de faire découvrir aux populations les traditions locales ainsi que la pratique du jeu de quilles comme sport et comme activité de loisirs.
- Inventaire, mise en valeur et diffusion d'autres jeux traditionnels.
- Etude d'un produit touristique: étude pour la création et la commercialisation d'un produit touristique commun, lié à l'itinéraire culturel.
- Outils de promotion touristique: conception et élaboration de supports de communications communs (dépliants, tracts...).

Évaluation – résultats –impacts

L'évaluation de la coopération est une étape essentielle à prévoir (définir la méthodologie choisie) dès la définition du projet. Une évaluation qualitative qui s'effectue tout au long du déroulement du projet permet le contrôle continu des actions et des résultats du projet et contribue ainsi à la réussite des opérations de manière significative. Etant donné qu'elle peut servir dans plusieurs domaines, l'évaluation d'une coopération peut prendre des formes différentes :

- L'évaluation « in itinere », en tant qu'outil de pilotage : Elle permet de vérifier si les objectifs du départ sont atteints et quels ajustements il faut réaliser pour éviter un écart important entre les ambitions initiales et les résultats finals.
- Evaluer pour communiquer en montrant l'impact du projet à la population locale : L'évaluation démontre la valeur ajoutée de la coopération pour le territoire, favorise la

capitalisation et la diffusion des bonnes pratiques et donne de la lisibilité aux opérations réalisées. Cette fonction de l'évaluation peut ainsi informer et mobiliser de nouveaux acteurs.

- Evaluer pour capitaliser les bonnes leçons du projet et mieux se positionner, mieux mener d'autres coopérations dans le futur.

A l'heure de réalisation de cette étude tous les projets de coopération Leader+ du Pays Portes de Gascogne sont encore en cours d'exécution mais ils terminent prochainement (fin août – septembre). Une évaluation détaillée des résultats de toutes les actions de coopération ne peut pas donc être fournie à l'heure actuelle. Nous avons, toutefois, effectué une « quasi finale » évaluation à partir des données disponibles au 30 juin 2008³³.

D'un point de vue quantitatif, les structures menant des projets de coopération sur le territoire du Pays n'ont pas été en mesure de consommer les fonds qui leur ont été attribués. Le taux global de consommation des fonds européens est de 30% au 30 juin 2008. Il est à noter que les structures porteuses des projets ont la possibilité d'effectuer des dépenses jusqu'à fin août, ce qui signifie que le taux de 30% de consommation est susceptible de monter les mois à venir. Malheureusement, d'après la gestionnaire Leader+ du Pays, ce taux ne variera pas beaucoup par rapport à l'heure actuelle car les structures ne vont pas réaliser d'actions significatives durant les mois d'été.

Au niveau qualitatif, quatre projets ont été menés avec réussite:

- L'Homme et l'Univers (coopération interterritoriale)
- Valorisation et sensibilisation à la culture occitane par la création et la diffusion d'un spectacle vivant et d'un document audiovisuel (coopération interterritoriale)
- Territoires ruraux, habitat et développement durable (coopération interterritoriale)
- Jeux traditionnels et patrimoine culturel européen: les quilles (coopération transnationale)

L'expérience de l'échange avec les territoires partenaires de ces projets s'est avérée positive. Les coopérations ont permis une meilleure connaissance des modes de fonctionnements des autres territoires ainsi que la mutualisation de moyens humains, techniques et financiers pour la mise en œuvre des opérations. Elles ont aussi contribué à la prise de recul sur les pratiques locales.

En revanche, deux autres projets, « Culture, rugby, ruralité » (coopération interterritoriale) ainsi que « Valorisation du patrimoine bâti, développement économique et touristique » (coopération transnationale), n'ont pas réussi à voir leurs actions réalisées et

³³ - Données CNASEA

les résultats attendus produits. C'est d'ailleurs à cause de ces deux projets et leurs résultats faibles que le taux de consommation des fonds européens reste si bas globalement pour le Pays Portes de Gascogne. Nous verrons en suivant les raisons d'échec de ces projets.

Globalement, certains projets ont présenté des difficultés de mise en œuvre car leurs porteurs de projet avaient besoin d'un soutien permanent de la part du Pays. Etant embauchée à mi-temps, la chargée de la coopération Leader+ au Pays n'a pas pu consacrer le temps nécessaire à toutes les opérations. De plus, certaines actions ont été très spécialisées, isolées et non transversales pour apporter une véritable valeur ajoutée à l'ensemble du territoire.

Un élément incontestablement important pour la réussite des projets de coopération est la capacité du Pays ainsi que des structures porteuses de projets de diffuser et de capitaliser les résultats de ces projets à l'ensemble du territoire du Pays. C'est la valorisation de leurs impacts qui génère aussi la plus value et assure le transfert des nouvelles compétences acquises à l'ensemble du territoire et non pas seulement aux participants de ces projets. Cela permet l'appropriation des résultats, des bonnes pratiques et d'expériences bénéfiques par un maximum de structures et d'habitants du Pays. **Le rôle de la communication, de la sensibilisation et de la capitalisation s'avère donc primordial** pour qu'un projet de coopération se considère réussi. Une évaluation plus détaillée des projets de coopération Leader+ vient ci-après.

L'Homme et l'Univers

Globalement, il s'agit d'un projet qui se déroule très bien et dont les actions ont un impact significatif aux publics qu'il visait au départ. De vrais échanges, collaborations et mutualisations sur l'ensemble du contenu des actions entre les partenaires ont eu lieu. Même si le porteur de projet (Association « A Ciel Ouvert ») avait un projet totalement différent au départ avec l'Egypte et le Maroc³⁴, le projet qui a été déposé conjointement avec le centre de préhistoire de Pech-Merle a bien suivi son cours et a donné porté des fruits. Quelques actions ne sont pas encore entièrement réalisées (par exemple des actions de communication) mais elles sont en cours de planification ou d'exécution. D'après l'animatrice des projets de coopération Leader+, toutes les actions prévues seront réalisées dans les mois à venir.

Ce projet a donc bien réussi à former les animateurs et à transférer mutuellement des compétences. De nouveaux modules autour de la préhistoire ont été développés, le festival

³⁴ - Voir chapitre 4, *Les perspectives de coopération, Réexaminer et relancer les anciennes pistes de coopération Leader+*.

d'astronomie s'est bien déroulé et plusieurs conférences ont eu lieu. Il est à noter que les compétences du directeur du centre de préhistoire ont contribué à la réussite du projet de manière significative.

Valorisation et sensibilisation à la culture occitane par la création et la diffusion d'un spectacle vivant et d'un document audiovisuel

Il s'agit d'un projet qui a été bien mené globalement et avec des résultats significatifs sur les territoires qui ont coopéré et sur lesquels la langue occitane est toujours parlée de nos jours. Le spectacle vivant a été bien réalisé, avec deux manifestations sur le territoire du Pays Portes de Gascogne (à Fleurance et l'Isle Jourdain) qui ont attiré des publics considérables. Le DVD est également réalisé et sa distribution commencera prochainement. Ce projet interterritorial a permis d'avoir un effet levier, d'inscrire sa thématique sur le territoire du Pays, et de mobiliser tant les élus que la société civile sur la thématique de la valorisation et la préservation de la culture et langue occitane. Des acteurs importants de la culture occitane ont été mobilisés (comme par exemple le carnaval gascon ou des associations pour la promotion de la culture occitane) et ainsi un réseau a été créé grâce à ce projet.

Culture, rugby, ruralité

Ce projet a malheureusement produit des résultats très pauvres par rapport aux ambitions à l'heure du montage de la candidature. Certaines actions locales ont été réalisées (par exemple les tournois et un atelier de photo par l'Union Sportive Lisloise). Toutefois, plusieurs actions ne sont pas réalisées et il y a très peu de probabilité pour qu'elles voient finalement le jour puisque la date butoir de leur réalisation est le 31 août 2008. D'après l'animatrice des projets de coopération, l'échec partiel de ce projet est dû à plusieurs raisons :

- Il n'a pas été monté sur l'initiative et volonté propre du porteur de projet³⁵, le projet ne correspondait pas à des besoins existants. Le Pays a dû « inventer » des besoins auxquels il a souhaité répondre par biais de la coopération interterritoriale.
- Existence de plusieurs enjeux qui ont influencé le déroulement du projet négativement.
- Difficultés majeures avec le porteur de projet qui n'a pas tenu ses promesses en ce qui concerne les actions prévues.
- Manque de temps³⁶ de la part de l'équipe technique pour réaliser plus de réunions et essayer de trouver des solutions aux difficultés rencontrées.

Territoires ruraux, habitat et développement durable

Il s'agit d'un projet très enrichissant avec des actions qui pourront avoir des retombées significatives sur l'ensemble du territoire du Pays Portes de Gascogne. Tant les actions locales que les actions communes sont soit finies entièrement soit en cours d'exécution et elles ont produit des résultats valables jusqu'à présent. Une partie aussi de la sensibilisation des habitants du Pays et de la capitalisation des résultats a commencé à se mettre en place. Globalement, ce projet a abouti à la création d'outils dont chacun peut profiter. D'après le porteur de projet, cette coopération a eu plusieurs apports : financiers ; culturels : échanges avec des acteurs de Normandie et de Bretagne; administratif: apprendre à gérer des subventions complexes qui concernent plusieurs bénéficiaires ; communication: création des moyens pour promouvoir les actions (site internet, accès aux élus).

Il est à noter que ce projet est assez ambitieux au regard des moyens humains et du temps disponibles. C'est la raison pour laquelle une grande partie de l'enveloppe de l'action « Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour un programme de logement et de locaux professionnels locatifs en eco-construction » reste encore à dépenser. Le porteur de projet pourra réaliser des actions jusqu'au 31 août 2008, ce qui signifie possiblement qu'il dépensera la totalité de l'enveloppe restante. Un autre élément négatif est le fait que les partenaires du projet n'aient pas été réunis sur le territoire du Pays Portes de Gascogne alors qu'une telle réunion était prévue et déjà organisée³⁷.

Valorisation du patrimoine bâti, développement économique et touristique

C'est un projet valable, avec des actions intéressantes à mettre en place mais qui a rencontré plusieurs obstacles à son déroulement. Certaines actions ont été réalisées mais la majorité n'a pas pu se dérouler comme prévu. Voilà pourquoi une grande partie de l'enveloppe financière reste à dépenser jusqu'au 31 août 2008, ce qui s'avèrera difficile.

Les actions menées (par exemple des échanges entre professionnels) ont produit des effets bénéfiques. Il est possible que le porteur de projet poursuive des actions restantes après le 31 août 2008, même sans le financement du Leader+. Il se peut aussi que ce projet aboutisse à un jumelage entre la commune de Lectoure dans le Gers et les deux communes

³⁵ - Tandis que les autres projets de coopération Leader+ ont constitué soit la continuation d'un projet territorial (ce qui signifie que le Pays a eu déjà des relations avec le porteur de projet), soit l'initiative-idée du porteur de projet.

³⁶ - L'animatrice des projets de coopération étant embauchée en quart-temps, elle n'a pas pu consacrer suffisamment de temps à ce projet.

³⁷ - En effet, l'animatrice des projets de coopération du Pays Portes de Gascogne avait organisé le comité de pilotage quand le chef de file (Pays de Haute Mayenne) l'a annulé une semaine avant sa réalisation.

bulgares avec lesquelles elle coopère³⁸. Ce projet a prévu des échanges d'élus français et bulgares, ce qui a permis leur implication dans la coopération.

Toutefois, ce projet reste assez problématique pour les raisons suivantes :

- Questions linguistiques : La commune de Lectoure a perdu son interlocuteur local en Bulgarie qui parlait couramment le français, ce qui a beaucoup freiné le déroulement des actions.
- Manque de temps, projet limité dans le temps vu qu'il a été présenté au comité de programmation du 9 octobre 2007.
- Ce projet n'a pas intégré l'approche territoriale pour que l'ensemble du territoire du Pays et non pas une seule commune profite des résultats.

Jeux traditionnels et patrimoine culturel européen : les quilles

D'un point de vue global, ce projet s'est bien déroulé en menant toutes les actions prévues et en consommant la quasi-totalité de l'enveloppe financière. Il a permis de mettre en place un partenariat stable entre les différents acteurs locaux autour de la mise en valeur du patrimoine culturel immatériel, dont les quilles et autres jeux traditionnels. Les jeunes ont constitué un public cible privilégié grâce aux actions menées auprès d'eux et des animateurs jeunesse. Par ailleurs, il a permis de capitaliser une ingénierie et des outils d'animation autour de la valorisation des quilles et autres jeux traditionnels. Il a également permis d'ouvrir ces pratiques à d'autres publics que le public initié sensibilisant les jeunes et les touristes. A ce titre, un rapprochement avec le Comité Départemental du Tourisme et de Loisirs (CDTL) de l'Ariège et les acteurs du tourisme pourrait être envisagé en vue de diversifier l'offre touristique locale et améliorer la promotion des jeux traditionnels en Ariège.

Dans les points forts de ce projet, nous pouvons inclure:

- Actions profitables par rapport aux formations et aux attentes des animateurs.
- Répercussion des actions sur le public qui a obtenu une nouvelle image positive des jeux traditionnels (les quilles en particulier).
- Les communes ont été sensibilisées par la valorisation des terrains grâce à la signalétique implantée (prise de conscience d'un atout culturel intéressant propre au territoire).
- Evolution des mentalités des joueurs: ils ont montré une réelle ouverture vers l'extérieur et une volonté d'agir pour faire connaître les pratiques culturelles de leur territoire.

³⁸ - Notons que les jumelages se construisent sur le long terme.

- La communication entre les GAL a été très bonne et améliorée par la création de deux postes sur la coopération (mi-temps en Pays d'Ariège Pyrénées et quart temps en Pays Portes de Gascogne).

- Soutien du porteur de projet (FDFR 32) dans une période difficile de restructuration.

Encouragement de nouveaux partenariats (CDTL, organismes de tourisme, centre aérés, associations culturelles, collectivités...) même si les résultats ne soient pas encore visibles.

- Création d'un réseau large de structures - porteuses de projet en France et en Espagne.

En ce qui concerne les points négatifs du projet :

- Coopération difficile entre les porteurs de projet (besoin d'accompagnement et de cadrage par les animateurs des GAL). Peu de contacts et d'échanges entre les porteurs de projet transnationaux.

- Manque de temps de la part des animateurs des GAL.

- En terme de valeur ajoutée pour le territoire, il est difficile à mettre en œuvre des actions au profit de tout le territoire. Le CDTL a reconnu le projet en mars 2007 mais sans mettre en place une réelle action par la suite.

- Difficultés linguistiques, manque de traduction instantanée et de volonté pour fixer un budget en ce qui concerne les besoins de traduction notamment sur les supports écrits.

- Peu d'implication politique du côté français.

- Coopération difficile avec les partenaires espagnols : fonctionnements très différents, difficile de faire valoir les problèmes d'autofinancement des associations, négociations continues, problème de compréhension et décision trop vite prise en ce qui concerne la réalisation de support sans respecter les décisions collectives.

- Absence de capitalisation et diffusion des résultats du projet de la part de la FDFR du Gers.

Au sujet des actions futures envisagées, il existe des pistes afin de donner une suite à ce projet transnational. En effet, lors du comité de pilotage transnational du 21 mars 2007, le directeur du CDTL du Gers, M. Pereira, a émis le souhait de prolonger le projet en lui donnant une dimension départementale et régionale. A ce titre, il devait se rapprocher du CDTL de l'Ariège afin de l'inclure respectivement dans leur schéma départemental du tourisme. En outre, une proposition pour poursuivre un nouveau projet de coopération (toujours dans le domaine des jeux traditionnels) a été déposée par le GAL coordinateur espagnol. Les GAL français ont répondu négativement pour le moment mais ils vont réévaluer la proposition à partir de septembre 2008.

Capitalisation des bonnes pratiques

Comme nous avons cité précédemment, un élément très important d'un projet de coopération est la capacité du porteur de projet à diffuser les expériences et à capitaliser les bonnes pratiques et les résultats bénéfiques du projet. Cet élément est d'autant plus important quand le projet se réalise au sein d'un territoire organisé (Pays) par le biais du programme Leader. La diffusion doit se faire tant au niveau du Pays que des autres territoires ruraux français et étrangers. De cette manière l'ensemble du territoire du Pays obtient des informations sur les actions et les fruits de la coopération et s'approprie ainsi de tout résultat positif. Parallèlement, les territoires ruraux en France et à l'étranger peuvent avoir accès à ces informations, voir ce qui a été réalisé par leurs collègues et ainsi alimenter leurs propres projets et stratégie de développement.

En ce qui concerne les coopérations Leader+ menées sur le territoire du Pays Portes de Gascogne, la communication et la capitalisation des bonnes pratiques se sont avérées relativement problématiques. D'après l'équipe technique du Pays, la majorité des projets Leader+ que nous venons d'analyser ont eu des impacts positifs mais sans qu'ils soient visibles sur le territoire du Pays. Certains projets (*Valorisation du patrimoine bâti, les guilles*) ont eu des retombées très locales et le territoire a peu bénéficié de la plus value qui aurait dû émerger par le biais de la coopération. D'autres (*Valorisation de la culture occitane, l'Homme et l'Univers*) ont permis d'avoir un effet levier, d'inscrire leurs thématiques sur un territoire, et de mobiliser des élus et des membres de la société civile autour d'une thématique précise. En plus, le projet *Habitat durable* a prévu la création d'un site internet où tous les documents produits sont téléchargeables et il a concrètement associé des habitants du territoire durant le déroulement de l'opération « Challenge des Economies d'Energie ». Un travail sérieux a été effectué récemment sur le site internet du Pays, où figurent une description détaillée de chaque projet de coopération Leader+ ainsi que des documents à consulter, réalisés au cours des projets.

Même si globalement la lisibilité n'est pas encore à la hauteur de l'ambition de départ, la coopération permet de tirer les projets vers le haut au sein du Pays. Les résultats de notre enquête ont montré que la capitalisation est primordiale pour le bon achèvement des projets, pour cette raison il est nécessaire de la part des porteurs de projets de ne pas négliger cette procédure et d'y consacrer suffisamment de temps.

Les projets Interreg III

Aux côtés des projets de coopération Leader+ que nous venons d'exposer, deux projets transfrontaliers Interreg III ont été réalisés sur le territoire du Pays Portes de

Gascogne. Tous les deux ont eu comme bénéficiaire l'association *A Ciel Ouvert* et son pôle scientifique, situé à Fleurance.

Le premier projet, intitulé « **Mise en réseau de trois pôles scientifiques européens autour du thème des origines de l'univers, de la terre et de l'homme** » a été coordonné par le Consorci de Montsec en Catalogne et son partenaire français était la CC de la Lomagne Gersoise.

Le projet a concerné la mise en réseau de trois pôles scientifiques implantés dans ces trois régions européennes: le Consorci del Montsec situé à Ager (Province de Lérida en Catalogne), le Centre Européen de Recherches Préhistoriques – Musée de Tautavel situé en Languedoc Roussillon et le Hameau des Etoiles à Fleurance en Midi-Pyrénées. Le but était de mettre en réseau ces trois sites, dont les thèmes sont complémentaires, autour d'un thème général fédérateur : les *origines*. En effet, la question des origines est une interrogation universelle qui n'est traitée nulle part de façon globale. L'association de ces trois pôles a constitué la première initiative permettant de traiter la globalité de cette interrogation, grâce à la complémentarité de ces trois sites. Chacun de ces pôles dispose de compétences reconnues dans les domaines suivants :

- Origines de la Terre à Montsec; ce thème est une des composantes affirmée du projet en cours de réalisation.
- Origines de L'Homme à Tautavel avec le Centre Européen de Recherches Préhistoriques (CERP) et le Musée de la Préhistoire.
- Origines de l'Univers à Fleurance avec le Hameau des Etoiles, la Ferme des Etoiles, A Ciel Ouvert et le Festival d'Astronomie de Fleurance.

Le projet visait:

- La mise en réseau des trois pôles par les Technologies d'Information et de Communication (TIC) à haut débit : Ces pôles sont situés dans des zones de faible densité de population et à l'écart des grands axes de communication ne permettant pas un accès aux TIC aussi aisées qu'en zones urbaines. Ce handicap a été surmonté par la mise en réseau grâce au TIC par voie satellitaire.
- La mise en commun des ressources de chacun des pôles : formation des personnels d'animation, échanges d'information, mise en place de moyens répartis, mise à disposition de matériel pédagogique tel que objets, présentations multimédias...

La mise en place de produits communs comme par exemple des séjours éducatifs, stages, formations, circuits découverte, organisation de congrès de vulgarisation scientifique...

- La conduite d'une expérimentation en matière d'agriculture de précision en partenariat avec le Centre National d'Etudes Spatiales (CNES) : dans le cadre du partenariat signé avec le Hameau des Etoiles et le CNES, ce dernier propose trois actions concrètes qui s'appuient sur des projets existants: agriculture de précision (extension du projet ACCROCOM d'ASTRIUM dans le Gers), gestion de l'eau pour l'irrigation (participation au programme MODELO de Météo France); utilisation de liaison haut débit avec le satellite STENTOR (appui sur les développements technologiques réalisés dans le projet CODIS du CNES). Ces actions se complètent tout en étant indépendantes les unes des autres et peuvent justifier la mobilisation de soutien financier à travers les mécanismes régionaux, nationaux et communautaires.
- La promotion de l'ensemble des sites et du concept par la mise en commun des moyens de chacun (par exemple bases de données clients et presse), la diffusion croisée de l'information sur chaque site, la réalisation d'une promotion commune et la réalisation d'un site internet commun.

La CC de la Lomagne Gersoise a financé des investissements en matériel au pôle scientifique de Fleurance³⁹. De plus, ce projet transfrontalier a été soutenu par un comité scientifique créé autour du CNES avec l'appui de la Délégation Régionale à la Recherche et à la Technologie (DRRT) de Toulouse. Il a constitué une opération pilote en matière de désenclavement par la technologie du satellite, au bénéfice d'une véritable logique d'irrigation économique du territoire. Du point de vue des partenariats, le musée de Tautavel n'a pas participé considérablement aux actions prévues au sujet des origines de l'homme. Néanmoins, cet « échec » de partenariat a eu un aboutissement important. En effet, le projet de coopération Leader+ « L'Homme et l'Univers » que nous avons présenté antérieurement a été issu de la thématique des origines de l'homme.

Il nous faut souligner ici les raisons pour lesquels la CC de la Lomagne Gersoise a soutenu le pôle d'astronomie de Fleurance au travers ce projet Interreg IIIA. Cette volonté s'inscrit dans une stratégie plus ample visant des retombées économiques sur le territoire de la CC. Cette CC est dynamique en termes d'économie (premier pôle industriel du Gers, de nombreuses entreprises implantées à Fleurance et à Lectoure) mais son territoire est caractérisé par une faible densité de population et un enclavement routier. Par son appui au pôle scientifique de Fleurance, qui est reconnu comme *pôle culturel de rayonnement*, le CC vise à créer un outil de développement économique de son territoire basé sur l'importance de la filière touristique, sur le succès des activités associatives menées sur le thème de

l'astronomie depuis douze ans sur ce territoire, sur l'existence d'une dynamique régionale marquée par le fonctionnement des deux autres pôles (la Cité de l'espace et le Pic du Midi), et sur les déclinaisons économiques qui permettront la mise en place d'outils technologiques et de communication.

La Culture Scientifique et Technique est donc vecteur d'un véritable atout de développement économique et touristique pour la zone de la CC de la Lomagne Gersoise.

Un deuxième projet Interreg IIIA impliquant le pôle scientifique de Fleurance a aussi eu lieu entre 2002 et 2007. Intitulé « ***Equipements et contenus pédagogiques pour les activités de formation et vulgarisation échangées entre le Centre d'Observation de l'Univers et la Ferme des Etoiles/ Le Hameau des Etoiles*** », ce projet avait pour partenaire le Consorci du Montsec et l'association « A Ciel Ouvert ». Son objectif principal était la mise en place d'un réseau thématique transfrontalier dans les domaines de l'astrologie et de la géologie. Il a permis l'élaboration de contenus académiques et l'acquisition d'équipements scientifiques, multimédia/audiovisuel et informatiques. Nous tenons à remarquer que les relations problématiques et la participation limitée du musée de Tautavel dans le premier projet Interreg III ont conduit le Consorci de Montsec et « A Ciel Ouvert » à monter le second projet ensemble, sans le musée de Tautavel.

Autres projets de coopération

Ayant établi plusieurs partenariats en Europe, en Afrique et en Amérique Latine, l'association « A Ciel Ouvert » s'avère très active dans le domaine de la coopération internationale. Effectivement, une coopération avec l'Université Autonome de Mexique est en route actuellement avec le soutien financier du Ministère des Affaires Etrangères (coopération décentralisée). Ce projet prévoit l'assistance technique des partenaires mexicains ainsi que la mise en place d'activités culturelles conjointes. Ainsi, les « Nuits des Etoiles » seront organisées au Mexique en janvier 2009 (mise en place d'opérations de culture scientifique sur tout le territoire mexicain) et une manifestation majeure autour de l'astronomie et la civilisation Mayenne aura lieu de mi-juillet 2009 à fin août 2009 dans le Gers. L'association a également développé des relations avec le Portugal au travers du jumelage des festivals d'astronomie de deux territoires.

³⁹ - Le pôle culture scientifique et technique du Pays Portes de Gascogne, situé à Fleurance, est impulsé et coordonné par l'association A Ciel Ouvert. Il regroupe le festival du Ciel et de l'Espace, créé il y a 17 ans, la Ferme des Etoiles et le Hameau des Etoiles.

L'association a, enfin, entrepris des coopérations avec l'Egypte en mettant en place le projet «*Le Ciel, miroir des cultures*». Le Conseil Régional des Midi Pyrénées a soutenu financièrement cette initiative associant plusieurs acteurs territoriaux en France, en Egypte et au Maroc. Le projet s'est articulé autour de l'achat et de l'installation d'un télescope à Alexandrie ainsi que l'élaboration d'actions communes sur le plan scolaire et universitaire autour de l'astronomie. Nous analyserons ce projet dans le chapitre « Réexaminer et relancer les anciennes pistes de coopération Leader+ ».

Un partenariat est en cours de développement avec l'Observatoire Austral du Chili. Une collaboration en termes de vulgarisation des découvertes scientifiques réalisées est en cours de formalisation; ainsi, le pôle scientifique de Fleurance pourra disposer en temps réel (ou presque) des images et commentaires de ces découvertes.

Finalement, le projet « Valorisation du patrimoine bâti, développement économique et touristique » (nous l'avons décrit dans le chapitre précédent: « Les projets de coopération menés sur le territoire du Pays Portes de Gascogne, les projets Leader+ »), financé partiellement par le programme Leader+, a obtenu une subvention par le Ministère des Affaires Etrangères de France dans le cadre de la coopération décentralisée.

Bilan des actions de coopération, son rôle et sa place à la stratégie de développement du pays. Diagnostic «coopération»

Après avoir fait un état des lieux qualitatif et quantitatif de la coopération existante et future sur le territoire du Pays Portes de Gascogne, nous constatons qu'il existe une dynamique relative dans ce domaine mais en croissance. Ceci s'explique partiellement par le manque d'expérience des acteurs et par la méconnaissance des dispositifs de coopération. Nous constatons, néanmoins, que les acteurs majeurs du territoire du Pays tels que la CC de la Lomagne Gersoise et l'association « A Ciel Ouvert » accordent beaucoup d'importance à la coopération et aux avantages qu'elle peut apporter. En effet, d'après leurs témoignages, leurs structures ont l'intention de s'engager dans des projets de coopération prochainement (dossiers déposés mais en attente de réponse d'approbation). Il faut pourtant souligner que certains acteurs du territoire ne sont pas encore convaincus de l'utilité qualitative de la coopération et ne la considèrent pas dans un contexte plus global qui apporte des résultats bénéfiques à long terme. En revanche, ils situent la coopération dans le cadre restreint d'un moyen financier.

Globalement, notre enquête auprès d'acteurs du Pays a révélé les points forts et les points faibles de la coopération. Parmi les atouts, nous distinguons : les échanges

d'expériences et de savoir-faire ; la découverte d'initiatives sur d'autres territoires transposables ; le rayonnement plus important des projets ; la plus value qualitative (souvent plus professionnel au niveau des intervenants pour les secteurs artistique et culturel notamment) ; l'effet levier pour la mobilisation de partenariats institutionnels ; le transfert de compétences ; l'ouverture du territoire, mise en relation des individus en dehors des réseaux habituels ; la mise en relation de plusieurs réseaux ; le mélange et connaissance de nouvelles cultures ; le dépassement des barrières de communication obligatoire (langue, culture, méthode de travail...) ; la mutualisation de moyens humains, technique et financiers pour la mise en œuvre d'opérations ; la communication commune ; l'impulsion d'actions nouvelles et innovantes ; la découverte de méthodes et de pratiques professionnelles, sociales et culturelles ; l'apport financier ; la découverte d'autres regards des démarches de développement local.

À l'inverse, la coopération entraîne des inconvénients, tels que : la complexité et lourdeur du dossier administratif et des fonds européens ; la lisibilité quelquefois difficile sur le territoire ; les montages de projets difficiles, peu d'opérateurs en capacité de monter et suivre un projet de coopération ; la sous-estimation des moyens humains et de la nécessité de traduction ; les difficultés de communication : langue, divergences culturelles, pratiques professionnelles, organisation administrative ; l'éloignement de partenaires qui pose des problèmes d'organisation et de temps consacré ; la complexité de la procédure avec plusieurs partenaires et opérateurs.

En ce qui concerne la place de la coopération dans la stratégie de développement du Pays Portes de Gascogne, les résultats de notre enquête prouvent que son rôle est significatif. En effet, la coopération peut constituer un dispositif complémentaire pour l'application de la Charte de développement, la Convention Territoriale et le programme Leader. Elle est un axe complémentaire et nécessaire dans la stratégie globale du territoire qui l'alimente et la renforce. Néanmoins, trois conditions semblent nécessaires pour réaliser des coopérations profitables : le ciblage le plus précis possible du projet en fonction des attentes concrètes et partagées des partenaires, l'existence de moyens financiers et humains suffisants et la capacité à capitaliser les expériences communes.

3.- Les futurs projets de coopération du Pays Portes de Gascogne

Les projets Leader 2007-2013

L'expérience du GAL Portes de Gascogne dans le domaine de la coopération tant au niveau national qu'au niveau international l'incite à entreprendre d'autres actions de coopération, en donnant ainsi une suite cohérente à sa politique d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques. Au titre de la coopération interterritoriale le Pays a identifié deux pistes : une avec le Pays Landes de Gascogne et une conjointement avec le Pays d'Armagnac et le Pays d'Auch. En ce qui concerne le volet transnational, le Pays a identifié une piste avec deux GAL néerlandais pour le moment mais qui est susceptible d'intégrer d'autres partenaires néerlandais aussi. Nous présenterons ces trois projets pré identifiés en suivant.

Le projet de coopération transnationale, intitulé « **Le Jardin des Délices** », est un projet de valorisation du patrimoine local à travers les arts de la rue et les arts à déguster. Il vise une appropriation des paysages et du patrimoine rural par les habitants et nouveaux habitants. Passerelle entre culture, architecture, arts, environnement et gastronomie, il met en valeur le cadre de vie tout en tissant du lien social sur le territoire. Il cherche plus particulièrement à :

- Ouvrir au public des espaces privés ou peu fréquentés et permettre des ouvertures durables.
- Essaimer et tisser un réseau de « Jardin des Délices » en France et aux Pays-Bas.
- Fabriquer un nouveau réseau de diffusion des arts de la rue entre la France et les Pays-Bas.

Nous rappelons la place particulière de la culture au Pays Portes de Gascogne. Le « Jardin des Délices » mêle ainsi arts de la rue (théâtre, danse, musique, cirque, marionnette et inventeurs), art contemporain et arts à déguster, avec des équipes artistiques. Le projet associera la région Midi Pyrénées, la commune de Lombez et l'association « Arbre et Paysage 32 ». Deux GAL néerlandais ont répondu positivement à la proposition et en ont motivé trois autres dans le but d'organiser un grand festival international autour de diverses disciplines artistiques.

Le second projet identifié sera réalisé en partenariat avec le Pays Landes de Gascogne en Aquitaine. Les deux Pays connaissent certaines similitudes dans leurs contextes territoriaux (accueil important de nouveaux acteurs, pressions démographique, foncière et immobilière, cadre de vie et économie en mutation...) et ils partagent aussi l'identité, la culture et l'histoire gasconne. Le projet traitera des thématiques telles que ***l'accueil des nouvelles populations, l'urbanisme, le paysage et le développement***

durable. Son but sera d'échanger sur les pratiques locales de gestion concertée de l'espace (urbanisme, paysage, foncier, habitat), de réaliser des ateliers et groupes de travaux sur le thème du développement durable en territoire rural, d'organiser un événement culturel décloisonnant le monde des arts, de l'environnement et du paysage, de créer et diffuser un outil de communication commun résultant des échanges engagés.

En plus des deux Pays et leurs Conseils de Développement, le projet liera le Parc Naturel Régional des Landes, le CAUE du Gers, l'association Arbres et Paysages 32 ainsi que l'association LIRES. Notons que le Pays souhaite élargir ce partenariat en invitant à ce projet interterritorial le Pays du Vignoble Gaillacois, Bastides et Val d'Adour, qui a déjà porté des actions significatives dans le domaine de la maîtrise et de la gestion de l'habitat.

Le troisième projet prévu, intitulé « **Promotion et valorisation du foie gras** » réunira trois Pays du Gers : le Pays Portes de Gascogne, le Pays d'Auch et le Pays d'Armagnac dans le but d'accompagner le processus de mise en réseau des acteurs agricoles et économiques dans une dynamique de complémentarité. Les trois Pays bénéficient du PER Palmipôle dont l'objet est l'accompagnement de l'évolution de l'activité gras à travers d'une série d'investissements structurants et du développement d'une production fermière certifiée « Gers ». Ces Pays possèdent des atouts en terme d'activité gras qu'il convient de valoriser, à savoir :

- Plusieurs marchés au Gras (Samatan, Gimont, Fleurance, Eauze, Seissan) qui sont particulièrement importants et qui attirent une clientèle en provenance de Toulouse, Agen, Bordeaux et Tarbes.
- Plusieurs conserveurs de renommée comme les Ducs de Gascogne, les Délices d'Auzan, les Fleurons de Samatan ou la Comtesse Dubarry.
- De nombreux producteurs qui vendent à la ferme et contribuent à l'image rurale de qualité de nos territoires.
- Des tables d'hôtes ou restaurants spécialisés dans la gastronomie gersoise.
- Plusieurs projets de route du foie gras qu'il convient d'articuler (une route du foie gras existe déjà dans la vallée de la Save depuis plusieurs années avec un petit musée du foie gras à Samatan).

A partir de l'activité de transformation de canards et oies, les objectifs spécifiques du projet sont : la valorisation des savoirs faire locaux en matière de fabrication de produits gastronomiques de qualité ; la promotion des marchés, producteurs à la ferme, tables d'hôtes, inscrits dans une dynamique collective ; la création et promotion d'une route du foie gras ; la réalisation d'animations et d'évènements en vue de la promotion des produits ; le soutien au développement d'une production certifiée «Gers».

Il est à noter qu'il s'agit de quelques pistes de futures coopérations, identifiées à ce jour⁴⁰. Bien entendu, de nouvelles propositions de la part d'acteurs locaux peuvent se faire dans le futur. C'était d'ailleurs le cas des projets de coopération menés entre 2003 et 2008, qui ont été déterminés durant l'exécution du programme Leader+ et non pas avant le dépôt de la candidature. Il est possible que de nouvelles idées de coopération surgissent donc en fonction des besoins et des souhaits des acteurs du territoire.

Les projets Interreg IV

A l'heure actuelle cinq projets européens Interreg IV sont déjà déposés ou en cours de formalisation, ce qui révèle une volonté accrue de réaliser des coopérations par rapport à la programmation précédente.

Le premier, intitulé « **Origines : Programme d'activation économique et touristique autour de la recherche dans le domaine du patrimoine astronomique, géologique, paléontologique et historique** », est issu directement des deux projets transfrontaliers dans lesquels le pôle scientifique de Fleurance a été impliqué. Le partenariat est élargi, comprenant les structures suivantes : le consorci du Montsec (chef de file), le conseil cantonal de la Noguera, le musée de la Noguera, l'association « Recherche et diffusion du patrimoine historique de la Noguera », le conseil cantonal du Pallars Jussà, le musée de la Conca de Dellà, le centre d'interprétation du commerce d'Antan, le centre d'étude du patrimoine archéologique de la Préhistoire (qui appartient à l'Université Autonome de Barcelone). Il y a aussi des collaborations avec les services territoriaux du département de l'éducation de la Generalitat de Catalunya de la province de Lleida. Du côté français, les partenaires sont : la Cité de l'espace de Toulouse, le Muséum d'Histoire Naturelle de Toulouse, l'association A Ciel Ouvert, le festival d'astronomie de Fleurance, la Ferme des Etoiles, la CC de la Lomagne Gersoise (Hameau des Etoiles), le Pays Portes de Gascogne, le Pic du Midi.

L'objectif global du projet est la valorisation de l'astronomie et du patrimoine géologique, paléontologique et historique, visant au développement d'un tourisme durable. L'année 2009 est l'année de l'astronomie, il pourra donc être l'occasion d'impulser des projets en lien avec cette commémoration. Donnant une suite aux projets précédents, ce projet se situe autour de la thématique des *Origines* dans le but de valoriser la planète et

⁴⁰ - Ces pistes ont été incluses dans la candidature du GAL Portes de Gascogne au prochain programme Leader 2007-2013 afin de montrer que le GAL est motivé à coopérer.

ainsi concourir à la prise de conscience de la nécessité de protéger l'environnement et de le gérer de façon durable. La recherche scientifique, paléontologique, archéologique de ces sites sera un vecteur de dynamisme touristique et économique pour les régions concernées et pour les populations transfrontalières. Les contenus thématiques sont sur deux axes : le Ciel et la Terre (à travers l'astronomie et la géologie), et le Passé et le Présent (à travers la paléontologie et l'histoire).

Le projet vise le développement du tourisme transfrontalier ainsi que celui de nouvelles formes de tourisme durable. Ce dernier sera basé sur des programmes de science, d'offres thématiques et d'autres formes de tourisme ou alors d'objectifs collatéraux comme la valorisation des produits locaux, la formation transfrontalière (dont formation linguistique), échanges culturels... Le projet pourra se décliner à travers les actions spécifiques suivantes :

- Détermination de contenus et stratégies de vulgarisation (événements scientifiques, itinéraires de science et séjours scientifiques)
- Aménagement des ressources patrimoniales (adaptation des salles de musées et des centres d'interprétation, signalétique...)
- Aménagement et intégration des infrastructures fondamentales des services (restauration, hébergement, commercialisation de produits locaux, offices de tourisme déjà en place)
- Mise en forme et distribution d'outils et réalisation d'activités de diffusion du projet lui-même et de ses contenus (brochures, dépliants, site web)
- Observation à distance.

Ainsi, les actions prévues pourront répondre aux questions : *Comment la connaissance des origines permet-elle de mieux comprendre le présent et de mieux faire face aux grands problèmes actuels dans la perspective de sa préservation ? Comment les techniques les plus modernes (par exemple l'observation satellitaire) permettent-elles de mieux connaître le passé et de mieux préparer l'avenir ?*

D'après le président de « A Ciel Ouvert » que nous avons interviewé, le but de ce troisième projet Interreg consécutif sera de consolider le partenariat avec le Consorci de Montsec en Catalogne et ainsi renforcer la place du pôle scientifique de Fleurance en Espagne. Les projets de coopération constituent une véritable opportunité pour qu'« A Ciel Ouvert » implante une filière en Catalogne, ce qui élargira sensiblement le champ d'action et l'envergure de l'association française au niveau international.

Trois projets de coopération interrégionale (Interreg IVC) ont été déposés, impliquant la CC de la Lomagne Gersoise et le Pays Portes de Gascogne. Les deux

(« GILDA », « RESOL ») seront montés dans le cadre du projet PATS (SIE, SIG, techniques satellitaires...) tandis que le troisième projet, intitulé « WATERSTAR » traitera de la thématique du changement climatique dans les pays semi-arides et son impact sur l'environnement et le développement socio-économique.

Finalement, un autre projet franco-espagnol (Interreg IVA), intitulé « **Espaces de Mémoire et Chemins de l'Exil** » est en cours de formalisation. Il s'agit d'une proposition de la Generalitat de Catalogne (gouvernement de Catalogne) qui vise à impliquer des acteurs en Midi Pyrénées (le partenaire français sera le Conseil Régional Midi-Pyrénées). Les lignes générales du projet à ce jour sont les suivantes :

- Récupérer un réseau de routes transfrontalières de la mémoire de l'exil et des exodes survenus pendant la Guerre Civile espagnole et la seconde guerre mondiale, de deux côtés de la frontière pyrénéenne.
- Etablir un réseau d'Espaces de la Mémoire que l'on puisse visiter accompagné d'un discours cohérent et d'un contenu scientifique rigoureux autour des vestiges de «Mémoire de l'Exil» en France, en Espagne et en Andorre.
- Récupérer le patrimoine matériel (camps de concentration) et immatériel (routes) pour le rendre accessible et disponible à tout public intéressé.
- Créer des centres d'interprétation stratégiquement situés dans l'espace transfrontalier en développant ainsi la dimension et la promotion touristique et la formation des spécialistes.
- Intégrer (côté français) les lieux de rassemblement des compagnies de travailleurs étrangers, les sites de combats auxquels les républicains espagnols engagés dans la libération de la France ont participé.

Autres projets transnationaux

Un projet de recherche a été retenu et sera mené dans le cadre du 7^{ème} PCRD (programme Capacités, régions de connaissance) par la CC de la Lomagne Gersoise et le Pays Portes de Gascogne en partenariat avec des territoires espagnols (Catalogne). Le projet **RITA** (Constitution of a European inter-territorial network Living Labs for the applications of satellite technologies) s'inscrit dans le projet PATS du Pays et sera coordonné par le Centre d'Etudes Spatiales de la Biosphère (CESBIO) à Toulouse. Son objectif principal est d'explorer les possibilités de faire émerger un cluster européen de recherche, construit sur la base d'un réseau de partenaires publics et privés travaillant sur divers territoires ruraux de l'UE. Les partenaires se réuniront autour d'une volonté commune

de développer le concept de laboratoires vivants (Living Labs), considéré comme un outil économique pour l'innovation.

Quelle évolution de la place de la coopération au sein du Pays ?

Après avoir effectué un recensement des projets de coopération à venir (à condition qu'ils obtiennent les financements prévus), nous observons une évolution positive du rôle de la coopération au sein du territoire du Pays Portes de Gascogne. Il y a une prise de conscience relativement accrue de son apport considérable à une structure mais qui n'est pas accompagnée d'une augmentation significative de projets (ou d'intention de projets). D'après notre enquête, la coopération occupe une place importante au sein du Pays mais le but pour la prochaine programmation sera de générer moins de projets, mais mieux ciblés, transversaux et prospectifs. En règle générale, l'évolution de la coopération au sein du Pays dépend majoritairement des capacités des structures locales à monter des coopérations et des capacités du Pays à les accompagner efficacement.

Certains acteurs sont convaincus de l'importance de la coopération (« A Ciel Ouvert » par exemple) tandis que d'autres la voient plutôt au travers du prisme financier (CC de la Lomagne Gersoise par exemple). Toutefois, nous constatons que la CC de la Lomagne Gersoise a l'intention de s'impliquer dans trois projets de coopération européenne (Interreg IV) et dans un projet de recherche (7^{ème} PCRD), ce qui révèle que la coopération commence à occuper une place plus importante au sein de cette CC. D'après les entretiens que nous avons effectués, c'est la lourdeur administrative des projets et d'avoir à avancer de enveloppes financières importantes (qui sont souvent remboursées des années après la fin des opérations) qui dissuadent les acteurs de s'engager dans des coopérations. C'est aussi le manque de capacités en langues étrangères et les différences d'esprit de travail de partenaires qui ne les motivent pas.

En revanche, l'association « A Ciel Ouvert » semble avoir totalement intégré la notion de la coopération dans son plan de développement. D'après le président de l'association, *la coopération se trouve au cœur de sa stratégie de développement*. La preuve, c'est les nombreux projets internationaux qu'elle a montés depuis 2000, avec des partenaires tant européens qu'originaires de pays tiers (Egypte, Maroc, Mexique, Chili) et son souhait de continuer sur la même ligne d'actions dans le futur.

En ce qui concerne les projets de coopération Leader 2007-2013, le Pays Portes de Gascogne a bien exprimé sa volonté de mener trois projets (un transnational et deux

interterritoriaux). Il a souhaité s'impliquer dans moins de projets par rapport à la période précédente pour les raisons suivantes :

- L'expérience antérieure a montré qu'il faut focaliser sur des projets de qualité, issus de la vraie volonté et besoin des acteurs du territoire.
- La rigueur de la structure du porteur de projet et sa capacité financière détermine le déroulement des actions et la réussite du projet.
- Les projets de coopération demandent du travail qui ne peut pas être réalisé par l'animateur Leader et le Pays n'est pas en mesure actuellement d'embaucher une personne chargée de la coopération.
- Le personnel du Pays ne dispose pas de capacités en plusieurs langues.

Nous soulignons, finalement, que le Pays prévoit une diminution des projets de coopération, au moins pour les mois à venir, en raison de ses capacités limitées en suivi et administration de projets.

4.- Les perspectives de coopération

Donner une suite à des projets finalisés

Il est vrai que certaines coopérations qui ont été menées depuis 2000 ont abouti à des résultats bénéfiques et ont consolidé des partenariats forts. C'est pourquoi il est valable de donner une suite à ces projets par l'engagement dans de nouvelles coopérations autour des mêmes thématiques élargies et avec les mêmes ou de nouveaux partenaires. L'association « A Ciel Ouvert » par exemple, ayant réalisé avec réussite plusieurs projets de coopération autour de la culture scientifique et technique, a souhaité poursuivre un nouveau projet transfrontalier avec la Catalogne. Ce nouveau projet traitera plusieurs thématiques et impliquera plus de partenaires qu'au projet précédent⁴¹.

Dans le domaine culturel, les projets sur la culture occitane et la valorisation du patrimoine bâti pourraient être poursuivis. Nous étudierons ces perspectives dans le chapitre suivant « Du diagnostic «coopération» aux besoins en termes de coopération. Thématiques possibles - Le projet culturel du Pays et la coopération ».

⁴¹ - Pour de plus amples informations sur ce projet, cf. chapitre *Les futurs projets de coopération au sein du Pays Portes de Gascogne, les projets Interreg IV*.

Le projet « Habitat durable et territoires ruraux » a traité des thématiques très intéressantes avec des répercussions considérables sur le territoire du Pays Portes de Gascogne. Une seconde coopération avec des nouveaux partenaires, articulée autour de l'éco-construction et l'intégration de méthodes innovantes, pourrait être valable pour le Pays.

Du diagnostic « coopération » aux besoins en termes de coopération.

Thématiques possibles

Le projet culturel du Pays et la coopération

La culture jouit d'une place importante au sein du territoire du Pays Portes de Gascogne. Les nombreuses et très variées activités culturelles ainsi que l'existence de l'association Culture Portes de Gascogne, qui met en place le projet culturel du Pays, témoignent du rôle majeur que la culture occupe dans la stratégie du Pays. D'après les deux personnes chargées de la culture au Pays (chef du projet culturel au Pays et chargée de mission à l'association Culture Portes de Gascogne), le contexte culturel du Pays pourra être enrichi par des projets de coopération. Plus précisément, le Pays pourrait poursuivre des coopérations dans les thématiques suivantes :

- Culture scientifique et technique
- Culture occitane en impliquant des partenaires espagnols qui parlent l'occitan (par exemple Val d'Aran en Catalogne)
- Patrimoine bâti : A l'analyse des résultats des projets de coopération Leader+ nous avons constaté que le projet de la commune de Lectoure avec ses partenaires bulgares n'a pas intégré la dimension territoriale, ce qui n'a pas permis la diffusion des résultats produits et des bonnes pratiques à l'échelle du Pays. Dans le cas de poursuite de ce projet, il est important de faire en sorte que ses actions se diffusent et servent à l'ensemble du territoire du Pays et non pas à une seule commune.
- Projets artistiques et échanges d'artistes
- Projets impliquant la population locale, notamment les jeunes.

Hormis les dispositifs Interreg IV et Leader (volet 2), nous considérons que les coopérations culturelles annoncées pourraient s'appuyer sur les programmes communautaires Culture et Jeunesse en Action⁴².

Le programme **Culture (2007-2013)** est consacré à des initiatives destinées à mettre en valeur la diversité culturelle de l'Europe et à améliorer son patrimoine culturel commun grâce au développement de la coopération transfrontalière entre les acteurs et les institutions du secteur culturel. Il a trois objectifs principaux: favoriser la mobilité transfrontalière des personnes travaillant dans le domaine de la culture; encourager la circulation transnationale des productions culturelles et artistiques et promouvoir le dialogue interculturel. Pour atteindre ces objectifs, le programme soutient trois volets d'activités: les actions culturelles, les organismes culturels européens et les activités d'analyse et de diffusion.

Le programme « **Jeunesse en action** » pour la période 2007-2013 a pour objectif de développer et de soutenir la coopération dans le domaine de la jeunesse dans l'UE. Il vise à encourager la participation des jeunes à la vie publique, notamment des plus défavorisés et des handicapés, ainsi que leur esprit d'initiative, d'entreprise et de créativité. Dans cette perspective, les objectifs généraux du programme sont les suivants : promouvoir la citoyenneté active des jeunes ; développer la solidarité des jeunes ; favoriser la compréhension mutuelle des jeunes de différents pays ; améliorer la qualité des systèmes de soutien des activités des jeunes et des capacités des organisations de la société civile dans le domaine de la jeunesse ; favoriser la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse.

Néanmoins, nous notons que le contexte culturel en France du point de vue des financements n'est pas favorable durant cette période. En effet, la capacité des porteurs de projets culturels s'avère affaiblie en raison d'une politique culturelle en déclin (désengagement de l'Etat, situation financière atténuée du département du Gers, faibles moyens financiers et humains des collectivités locales sur le Pays).

Le projet PATS et la coopération

Le projet PATS vise à soutenir la recherche et le développement de nouvelles applications des technologies satellitaires dans une logique d'innovation et le développement durable du territoire. L'utilisation des technologies satellitaires par un territoire rural constitue une occasion unique en France. Effectivement, son originalité a été reconnue à la fin de

⁴² - Voir les sites internet : http://ec.europa.eu/culture/our-programmes-and-actions/doc411_fr.htm (programme Culture) et <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/cha/c11080.htm> (programme Jeunesse en Action).

2006 par l'état et il a été retenu au titre PER⁴³. Ce projet exprime la volonté de créer un outil d'innovation qui créera une valeur ajoutée réelle pour le territoire du Pays Portes de Gascogne. Cet outil contribuera au développement économique du territoire et à l'amélioration de la qualité de vie de ses habitants.

Cette dynamique d'innovation économique est susceptible d'être transposée et adaptée à d'autres territoires français et étrangers. Dans ce sens, il serait possible d'envisager la constitution d'un réseau européen de territoires travaillant sur le concept de territoire d'expérimentation.

Le projet PATS implique plusieurs acteurs majeurs du territoire du Pays Portes de Gascogne, du Gers et des Midi Pyrénées, tels que la CC de la Lomagne Gersoise, le CESBIO, l'Aerospace Valley, le pôle scientifique et technique de Fleurance, la CCI du Gers... Il s'agit aussi d'un projet d'expérimentation, vu qu'aucune action n'a été réalisée sur le territoire du Pays auparavant. Ce manque d'expérience dans le domaine des techniques satellitaires pourra être compensé par la mise en place de coopérations à l'échelle nationale et européenne. Des partenaires avec une riche expérience pourront ainsi apporter de nouvelles connaissances et compétences à un territoire qui fait ses premiers pas dans cette thématique. En effet, trois projets Interreg IVC ont été déposés et un projet de coopération sous le 7^{ème} PCRD a été approuvé, démontrant ainsi que les acteurs du Pays sont conscients des avantages que la coopération peut apporter au projet PATS. Ces quatre projets s'inscrivent dans la thématique des technologies spatiales.

En outre, le projet de la CCI du Gers en géomatie est complémentaire au PATS et cet organisme fait preuve d'une longue expérience dans les domaines de la géomatie et de la coopération. Ceci peut encourager les deux structures à intensifier leurs relations et à aboutir à un projet transeuropéen commun.

Nous considérons, enfin, que ce projet ambitieux peut s'appuyer sur les dispositifs de coopération européenne afin de décrocher des financements significatifs pour sa mise en place. D'après l'équipe technique du Pays, un projet de coopération en matière de techniques spatiales pourrait être monté à l'avenir par biais du programme Leader.

Autres thématiques de coopération

D'autres thématiques de coopération pourraient surgir dans le futur. Dans tous les cas, il est important que le Pays intègre la coopération dans les lignes principales de la Charte de développement, de la Convention Territoriale et du programme Leader. Voilà quelques thématiques intéressantes qui pourraient aboutir à des coopérations :

⁴³ - Voir aussi le chapitre *Les actions de développement menées à ce jour par le Pays, Pôles de compétitivité.*

- Environnement et urbanisme, maîtrise de l'accueil
- Agroenvironnement, développement durable, énergies renouvelables, Agenda 21, valorisation du patrimoine naturel. Il est à noter que le Pays dispose de *six sites Natura 2000*, de *trente et une Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)* et de *soixante-cinq sites protégés*.
- Diversification de l'agriculture
- Valorisation des produits locaux et de produits bio, systèmes productifs locaux, circuits courts
- Accueil des nouveaux acteurs économiques par une meilleure offre de services
- Education à la consommation responsable
- Covoiturage, déplacements durables
- Chemins de randonnées, de Saint Jacques de Compostelle, de Saint Bertrand de Comminges, la Voie d'Arles, l'Itinéraire Grand Gabarit
- Tourisme: tourisme culturel, thermalisme, thermoludisme, tourisme scientifique et technique, tourisme fluvial, randonnée et activités sportives de pleine nature
- Valorisation de produits tourisme et culture sur le thème des Bastides.

Nous tenons à remarquer que les structures souhaitant réaliser un projet de coopération ont la possibilité d'enregistrer leur proposition en ligne, dans des bases de données de projets créées spécialement pour la recherche de partenaires. Ainsi, la majorité des sites internet de coopération territoriale (Interreg, Leader...) disposent d'espaces où les futurs porteurs de projets soumettent leur idée de projet en vue de trouver des partenaires intéressés. Une consultation régulière de ces bases de données permettra au Pays de savoir quels projets sont en cours de formalisation et de participer ainsi à ceux qui visent à traiter une thématique pertinente, en accord avec les besoins de son territoire.

Les porteurs de projets potentiels

D'après un recensement que nous avons effectué auprès de l'équipe technique du Pays Portes de Gascogne, les membres du Conseil de Développement et les anciens porteurs de projets de coopération, les structures susceptibles de s'engager dans des projets de coopération sont celles avec des moyens humains et financiers importants, telles que⁴⁴: le Conseil Général du Gers ; les Chambres consulaires (Chambre d'agriculture et CCI du Gers) ; A Ciel Ouvert ; CC de la Lomagne Gersoise ; Culture Portes de Gascogne ; Centre National de Photographie à Lectoure ; La Cellule ; ADEAR ; ADASEA ; Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement du Gers ; Espace Info Energie 32.

Force est de noter que la participation à de grands projets de coopération tels qu'Interreg IV entraîne l'avancement de sommes financières significatives, qui se remboursent souvent après la fin des actions. Ceci décourage les petites structures qui disposent de moindre poids financier.

Dans tous les cas, nous rappelons que l'évolution de la coopération au sein du Pays dépend de la capacité financière et humaine des opérateurs locaux à monter et animer des projets de coopération, à assurer la trésorerie et à faire face à la lourdeur de la procédure des fonds européens et des capacités financières et humaines du Pays à accompagner et à suivre les projets.

Réexaminer et relancer les anciennes pistes de coopération Leader+

Ayant examiné les pistes de coopération qui ont été identifiées depuis 2003 mais qui n'ont pas été réalisées finalement, nous considérons que les acteurs du territoire du Pays Portes de Gascogne pourraient les relancer, profitant ainsi des nouveaux dispositifs européens et français.

En 2006, l'association A Ciel Ouvert a exprimé son intérêt pour monter le projet «**Le Ciel, miroir des cultures**» par biais du programme Leader+ et elle a ainsi sollicité le Pays Portes de Gascogne. En 2005, le même projet d'astronomie a été mis en place entre la Région Midi-Pyrénées (la Commission Permanente du Conseil Régional a attribué une subvention de 7 000 euros), le Maroc, et l'Egypte. Les structures suivantes étaient concernées: l'école Saint-Marc, l'école française Jean-François Champollion d'Alexandrie, le pôle d'Astronomie de Fleurance, le Musée Champollion de Figeac, le Parc Naturel des Causses du Quercy et l'Université de Marrakech. Ce projet de coopération s'est divisé en trois temps : achat et installation par l'Association A Ciel Ouvert d'un télescope à Alexandrie ; élaboration d'actions communes sur les plans scolaires et universitaires autour de l'astronomie ; mise en œuvre des actions.

Les points d'entrée étaient les suivants : l'importance de l'astronomie arabe et son énorme influence sur l'histoire de l'astronomie ; la qualité des ciels de ces pays, permettant des observations exceptionnelles ; l'importance du ciel dans la mythologie égyptienne ; l'universalité du thème, le ciel considéré comme outil de rapprochement et de compréhension entre les peuples.

La première phase du projet a été terminée avec succès, ce qui a motivé les partenaires à poursuivre une seconde phase. L'association A Ciel Ouvert a donc envisagé

⁴⁴ - Notre liste n'est pas exhaustive.

d'étendre ce projet vers d'autres thématiques telle que le décryptage (traces, signes, origines de l'homme, le langage...) en associant d'autres partenaires. C'est pourquoi l'association en partenariat avec le Pays Portes de Gascogne a tenté de monter le nouveau projet dans le cadre du volet 2 du Leader+. Les GAL partenaires et les acteurs territoriaux réunis autour de ce projet étaient les suivants : le Pays Quercy Rouergue (Musée Champollion de Figeac) ; le Pays Porte de Gascogne (Pôle astronomie en Lomagne, Fleurance) ; le Pays Bouriane Causses du Quercy (28 Grottes du Parc) ; l'Egypte (structuration à déterminer, Université, école française d'Alexandrie) ; le Maroc (structuration à déterminer, Université de Marrakech).

Le thème principal de ce projet était l'intégration des écritures anciennes du monde et les traces préhistoriques, en lien avec l'astronomie. L'idée était d'acquérir et installer un télescope dans une zone rurale dégagée de l'Egypte et ainsi observer le ciel 365 jours par an. Cela leur permettrait d'avoir des séances d'observation par internet depuis la France tout au long de l'année. Des actions locales et communes associant tous les acteurs locaux ont été envisagées. Néanmoins, cette thématique s'est avérée problématique car elle était en décalage avec les problématiques locales (gestion de l'eau, irrigation, économie...). De plus, les contacts avec la personne référente en Egypte ont été décevants, ce qui n'a pas permis la formalisation du projet avec l'interlocuteur technique égyptien et le montage du dossier préliminaire de 6000 euros. Le temps étant limité (les candidatures Leader+ devrait être déposées avant la date butoir), l'association A Ciel Ouvert a dû changer de projet. Elle a ainsi déposé le projet de coopération interterritoriale Leader+ avec le centre préhistorique de Pech-Merle, que nous avons présenté précédemment.

Compte tenu de la rigueur de ce projet et de l'état d'avancement de sa formalisation, nous estimons qu'il pourrait être conduit dans les années à venir, sous le nouveau programme Leader 2007-2013. Quelques aspects devraient probablement être revus pour que le projet soit éligible et pour qu'il corresponde aux besoins et attentes de tous les partenaires.

Il y a eu aussi une tentative pour monter un projet de coopération dans la thématique de la **gestion de l'eau**. L'eau constitue une problématique essentielle du département du Gers tant d'un point de vue agricole qu'environnemental. Il est donc apparu aux responsables des quatre Pays du Gers nécessaire de fédérer leurs actions autour de cette problématique et d'œuvrer en vue de constituer un jour une structure commune de coopération sur les problèmes des rivières. D'après la Charte de développement du Pays Portes de Gascogne: « *Le Pays suscitera et soutiendra les actions communes concernant l'ensemble des cours d'eau comme par exemple la mise en place des contrats de rivières,*

les aménagements de types barrages et les démarches de lutte contre les risques naturels, afin d'éviter que se reproduise la catastrophe de juillet 1977 ». Le Pays est traversé par quatre rivières majeures: le Gers, la Gimone, la Save et l'Arrats.

Le recensement des acteurs dans ce domaine a démontré l'existence de nombreuses structures impliquées, chacune dans un domaine spécifique (irrigation, assainissement, adduction de l'eau potable, aménagement des bergers...). De plus, aucune structure n'avait exprimé sa volonté de mener une opération conjointe avec d'autres acteurs au sein ou hors du territoire du Pays. La difficulté de réunir plusieurs acteurs autour d'une thématique commune qui n'était pas immanente de leurs besoins et volonté a fait que ce projet n'a finalement pas été poursuivi. Néanmoins, nous considérons que la gestion de l'eau est une thématique pertinente pour organiser un projet conjoint dans le futur. Pour cela une campagne de communication et sensibilisation des acteurs concernés est cruciale.

Autres enjeux et pistes possibles de coopération

Toulouse 2013

La ville de Toulouse porte candidature au titre de Capitale Européenne de la Culture en 2013, une désignation qui permettrait un rayonnement fort de Toulouse et des Midi Pyrénées sur le territoire national et européen. Le projet Toulouse 2013 s'est construit autour de la thématique des *chemins*. Les chemins questionnent la notion de dialogue interculturel pour réfléchir aux conditions renouvelées du vivre ensemble, de la cohabitation et de la médiation à l'échelle nationale, européenne, voire mondiale. Toulouse et sa région seront grâce aux chemins tracés et imaginés par leurs acteurs et leurs artistes, un espace d'expérimentations culturelles durable, créateur de richesses, de savoirs, de pratiques, contribuant ainsi à l'approfondissement du processus de Lisbonne et à la construction du projet européen. C'est à partir de cette ambition que Toulouse a monté son projet « **L'Europe en chemins** » pour 2013.

De nouvelles opportunités d'ouvrent pour les acteurs culturels localisés en Midi Pyrénées grâce à la candidature de la ville de Toulouse, qui entame une période favorable pour le développement de projets culturels locaux, nationaux et européens. Ainsi, de nombreux acteurs se sont mobilisés depuis avril 2008 afin d'identifier des projets cohérents avec la stratégie globale de Toulouse 2013. Evidemment, si la candidature Toulouse 2013 se retient, les acteurs ayant pré identifié des projets pourront bénéficier d'un appui financier supplémentaire. Le Pays Portes de Gascogne, connu pour son activité culturelle très riche et dynamique, s'est aussi vite mobilisé et il a abouti à la présentation des projets suivants :

- « Le Chemin des étoiles », proposé par l'association « A Ciel Ouvert », projet qui se situe dans la sphère de la culture scientifique et technique
- « Chemins éphémères, chemins extraordinaires », porté par l'association « Culture Portes de Gascogne ». Les thématiques qu'il traitera sont le spectacle vivant, le patrimoine (bastides) et la culture occitane
- « Jardin des Délices » (arts de la rue, environnement) et « Gîte culturel » (résidence d'artistes, tourisme), présentés par l'association « La Cellule »
- « Chemins de l'intégration », (écriture, littérature, exils), proposé par la Maison des Ecritures
- Le Centre Photographique de Lectoure a aussi déposé un projet dans le domaine des arts visuels et de l'art contemporain (en lien avec les centres d'art de Midi-Pyrénées).

Quatre des projets précédemment annoncés ont intégré une dimension interterritoriale et internationale, prévoyant ainsi des activités de coopération avec d'autres territoires français ou étrangers.

Plus précisément, « Le Chemin des étoiles » prévoit un axe d'activités, dénommé *Le ciel, miroir des cultures*. Deux expositions et un cycle de conférences seront organisées : la première exposition se réalisera en partenariat avec le musée des Jacobins d'Auch et l'INAH (Istituto National de Archeologia et Historia), basé à Mexico, sur le thème de la représentation du ciel dans les sociétés précolombiennes. L'autre sera monté conjointement avec le Centre de Préhistoire du Pech-Merle dans le Lot sur le thème du ciel dans la préhistoire. Les conférences se focaliseront sur l'Egypte en partenariat avec la bibliothèque d'Alexandrie et seront nourries par un travail d'échanges sur le ciel et ses représentations dans les cultures méditerranéennes.

Les « Chemins éphémères, chemins extraordinaires » annoncent la réalisation de plusieurs activités avec le Pays d'Auch ainsi que le montage éventuel d'un projet avec des partenaires espagnols.

Le « Jardin des Délices » envisage le déroulement du projet au niveau à la fois national, à Lombez, et européen, aux Pays-Bas. Nous avons présenté ce projet dans le chapitre 3 « Les futurs projets de coopération au sein du Pays Portes de Gascogne. Les projets Leader 2007-2013 ».

5.- Préconisations - propositions

Proposition d'un plan stratégique de coopération

A chaque territoire rural correspond une stratégie de coopération particulière, puisqu'elle dépend des caractéristiques du territoire (identité, éléments historiques, géographiques, économiques....), des attentes des acteurs locaux, de la stratégie globale du territoire, de la motivation des opérateurs territoriaux, des opportunités présentées....

Les résultats de notre enquête nous ont conduit au constat suivant: les acteurs majeurs du Pays Portes de Gascogne apprécient la coopération et reconnaissent qu'elle peut beaucoup apporter au développement du territoire. Pourtant, il n'y a que très peu d'acteurs qui décident à se lancer dans des coopérations, principalement faute de moyens financiers et humains suffisants. Nous rappelons que les grands projets de coopération nécessitent des structures rigoureuses dont l'état financier permet d'avancer des montants financiers considérables. La coopération semble ne pas être une des priorités affichées du Pays, malgré les points relatifs à la coopération inclus dans la Charte de développement (voir chapitre antérieur « Présentation du Pays Portes de Gascogne. La Charte de développement durable »), en raison de sa complexité administrative et du manque de personnel au Pays pour accompagner et gérer les projets.

Objectifs

Le Pays tirera de nombreux bénéfices de davantage d'investissement dans la coopération. Une mise en place plus efficace de la stratégie générale du Pays (énoncée dans la Charte de développement, la Convention Territoriale et le programme Leader) passe aussi par le développement de la coopération. Nous avons présenté les axes principaux de chacun de ces documents dans les chapitres « Présentation du Pays Portes de Gascogne. La Charte de Développement Durable. Les actions de développement menées à ce jour par le Pays ». Basées sur les axes de ces trois documents de développement du territoire du Pays, de nombreuses thématiques pourraient constituer des élans pour de nouvelles coopérations.

Stratégie

Compte tenu des avantages significatifs que la coopération peut apporter au développement du Pays, il est essentiel de l'intégrer dans la stratégie du Pays en amont, dans sa mise en place. La coopération devrait être utilisée en tant que complémentaire à l'application de la Charte de développement, de la Convention Territoriale et du programme Leader.

Nous considérons aussi que le Pays devrait se pencher davantage sur sa Charte de développement qui fait deux références à la coopération (coopération entre les quatre Pays du Gers et « soutien des synergies par l'ouverture vers d'autres territoires menant des expériences intéressantes », voir chapitre antérieur « Présentation du Pays Portes de Gascogne. La Charte de développement durable ») et re-déterminer donc convenablement son plan d'actions.

Il est important que les acteurs du Pays, notamment les élus, se persuadent de l'utilité de la coopération afin de mieux mettre en place les documents stratégiques du Pays. Pour cette raison un travail sérieux de communication et de sensibilisation sur la coopération et les perspectives pour le territoire du Pays est fondamental. La communication devra être adressée aux élus du territoire⁴⁵, aux structures susceptibles à participer à des coopérations : il est essentiel d'inciter les structures solides du territoire à s'inscrire dans des projets, aux habitants du territoire.

Un autre élément primordial pour la réussite de la coopération est l'accompagnement technique des porteurs de projets de la part du Pays (par exemple aide à la recherche de partenaires, conseils au montage du dossier administratif).

Préconisations–conseils pour la mise en œuvre d'une politique de coopération cohérente

Suite à l'enquête que nous avons effectuée auprès des acteurs majeurs du Pays Portes de Gascogne ainsi qu'auprès d'autres territoires qui ont une activité dynamique dans la coopération (Pays Val d'Adour, Pays Pyrénées Méditerranée), nous arrivons aux constats suivants pour que le Pays réussisse à mettre en place une politique de coopération concertée. Gages de réussite :

- L'intégration d'une stratégie relative à la coopération lors de la rédaction de la Charte de développement d'un Pays constitue un facteur significatif de réussite des coopérations. La Charte du Pays Portes de Gascogne, hormis les premiers chapitres relatifs à l'objectif commun des quatre Pays du Gers incitant des coopérations dans plusieurs domaines et la volonté du Pays de « soutenir des synergies par l'ouverture vers d'autres territoires menant des expériences intéressantes », n'inclut pas explicitement d'autres priorités en matière de coopération dans ses principales orientations. Nous considérons donc que le Pays pourrait

⁴⁵ - Il est vrai qu'une partie considérable des élus du Pays Portes de Gascogne n'accorde pas d'importance à la coopération. Leur priorité est de "rester sur le territoire" et mener des actions pour le développement endogène.

intégrer des projets de coopération à sa stratégie globale de développement durable en tant qu'outil d'exécution de ses axes stratégiques.

- Il est besoin que le Pays conçoive une planification stratégique et réaliste de coopération avec des priorités, des objectifs, un plan d'action et des impacts attendus, précisément définis avant d'entreprendre une quelconque activité. Cette planification doit résulter des lignes stratégiques de la Charte de développement, de la Convention Territoriale et du programme Leader 2007-2013. A partir de cette planification des thématiques possibles de coopération surgiront. Il revient aussi au Pays de favoriser l'émergence de thématiques originales et innovantes.

- Il est nécessaire de s'investir davantage dans la communication : réaliser une campagne de communication afin de sensibiliser les élus et les porteurs de projet potentiels autour de la coopération.

- Les projets de coopération les plus réussis et efficaces reposent sur les besoins du territoire, exprimés par l'intermédiaire du porteur du projet. Il est donc essentiel d'identifier les projets en prenant en compte les spécificités du territoire, ses besoins et ses attentes en terme de développement le plus en amont possible. Les objectifs principaux et opérationnels doivent évidemment découler des besoins précis des partenaires.

- Il est important de veiller à ce que le projet transnational ait un impact local: La pertinence locale des projets de coopération territoriale est peut-être le domaine où l'adoption de nouveaux outils est la plus nécessaire. Ces outils devront être adaptés aux trois principales considérations suivantes: l'intégration des besoins locaux; la promotion de la participation locale dans le projet et la promotion du processus et des résultats de la coopération.

- La participation régulière à des forums, des rencontres et des séminaires sur la coopération mettra le territoire davantage en contact avec des acteurs extérieurs et augmentera les possibilités de partenariat.

- Il sera utile de participer et de s'appuyer sur des réseaux locaux (par exemple correspondants régionaux Leader, relais d'information de l'UE) afin de faciliter la procédure de recherche de partenaires, d'élaboration d'un dossier de demande de financement (en envoyant par exemple un pré projet pour avis et conseil avant le dépôt du dossier final)...

- Le recrutement d'une personne chargée de mission coopération qui dispose des compétences requises pour ce poste (formation supérieure en matière de politique communautaire, de coopération territoriale et de développement local, maîtrise de plusieurs langues...) s'avère primordial pour bien mener toutes les tâches relatives à ce poste.

- Le personnel du Pays et plusieurs opérateurs locaux ne disposant pas de capacités en langues, il est essentiel d'intégrer les frais de traduction et d'interprétation dans le dossier de demande de subvention, pour les coopérations avec des pays étrangers.

L'apport et la valeur ajoutée de la coopération

Rappelons que la coopération territoriale est un des outils disponibles pour faciliter, accompagner et développer la réalisation de projets pour le développement d'un territoire. D'après l'enquête que nous avons effectuée, l'apport et la valeur ajoutée de la coopération pour le territoire rural du Pays Portes de Gascogne sont multiples. Plus précisément, la coopération permet considérablement de comparer et échanger des pratiques de développement, trouver et tester de nouvelles idées, d'aller à la rencontre de l'autre, d'écouter des manières de penser et d'agir autrement, de prolonger et renforcer la stratégie de développement du territoire, de rompre l'isolement, se faire connaître et se constituer des réseaux, de profiter de l'opportunité financière donnée par les dispositifs de coopération.

Nous constatons que la majorité des participants à notre enquête considère que la coopération contribue à l'échange de pratiques, de nouvelles idées, de connaissances, de compétences et de cultures, en permettant ainsi l'ouverture du territoire rural à l'Europe. Ceci démontre la valeur pédagogique de la coopération et sa contribution à la création d'un territoire apprenant qui évolue constamment. Par cette démarche apprenante, le territoire du Pays enrichit, renforce et prolonge sa stratégie de développement. Notons, par ailleurs, l'importance que les acteurs du Pays accordent à l'aspect financier de la coopération : effectivement, elle peut offrir des opportunités financières majeures pour la réalisation d'opérations locales, nationales et transeuropéennes.

Elle permet aussi, mais à une échelle inférieure, de valoriser les similitudes et les complémentarités des partenaires, d'atteindre des masses critiques et renforcer la «compétitivité» du territoire, de renforcer la cohésion, l'identité et l'image du Pays, de développer l'ouverture et la conscience européenne du territoire rural du Pays, de favoriser l'intégration et un développement équilibré et harmonieux du territoire européen, de préparer le territoire du Pays aux enjeux de la programmation 2007-2013.

Pour conclure, il faut souligner que la construction du Pays Portes de Gascogne, qui n'est pas immanente de ce territoire puisqu'il est très incohérent, est due à la volonté et la motivation de ses acteurs, ce qui révèle l'existence d'une vraie coopération dès les premiers pas de la création du Pays. En réalité, ce territoire est composé de trois petits territoires (Contrats de Terroir) qui ne présentent aucune cohérence du point de vue social, culturel et

historique⁴⁶ entre eux.. Néanmoins, grâce à la mobilisation majeure des acteurs de l'ensemble du territoire du Pays, celui-ci a pu surmonter toutes les difficultés rencontrées lors de sa création et ainsi mettre en place de nombreuses opérations pour le développement de son territoire. Etant donné que le Pays coopère par sa nature, nous considérons que la coopération territoriale en France et à l'étranger pourrait occuper une place très importante dans la stratégie globale du Pays. Afin d'atteindre cet objectif, il est nécessaire que le Pays réévalue et révise sérieusement le rôle de la coopération en prenant en compte tous les bienfaits qu'elle peut apporter au travers de projets de qualité.

Suggestions méthodologiques pour le montage de projets

Le montage d'un projet ne se limite pas à la préparation des dossiers de demande de subvention pour les présenter aux différents programmes de coopération. Un important travail préalable est nécessaire qui doit être dédié à la conception du projet. Le montage d'un projet de coopération territoriale s'inscrit dans un contexte complexe:

- Différences culturelles qui sont à l'origine d'orientations et de perceptions variées du contexte du projet.
- La différence de langue qui souvent rend difficile la communication.
- Les différences de compétences et les moyens qui distinguent les territoires différents.
- Les difficultés initiales afin d'identifier les objectifs de coopération et les méthodes de travail qui doivent être mises en commun.

Ce contexte requiert un travail préalable afin d'identifier les partenaires, les idées sur la coopération, les résultats attendus pour la connaissance mutuelle, pour la constitution et l'animation du partenariat et pour organiser les activités à réaliser au sein du projet. Avant d'entreprendre une quelconque action, il est nécessaire de définir le projet de coopération en donnant des réponses aux questions suivantes :

- Quoi ? Quel est l'objectif global de la coopération ?
- Pourquoi ? A quelle problématique la coopération souhaite donner des solutions ?
- Pour qui ? Quelles sont les cibles directes et indirectes ?
- Comment ? Quels sont les objectifs spécifiques et quelles actions sont envisagées ?
- Où et avec qui ? Où nos partenaires se situent-ils ? Disposent-ils des compétences nécessaires ?
- Pour quels résultats ? Quels sont les résultats et les impacts attendus de la coopération ?

⁴⁶ - Ces éléments sont nécessaires pour le regroupement de territoires et la création de Pays.

▪ Comment le projet, s'articule-t-il avec le projet global du territoire ?

Il est aussi important d'intégrer la démarche de coopération le plus en amont possible. Le GAL, plus précisément, doit engager un débat en interne lui permettant de définir une stratégie à moyen ou long terme d'ouverture de son territoire, en prenant en compte des éléments tels que la valeur ajoutée recherchée, la préparation du territoire aux enjeux de la prochaine programmation, les échanges susceptibles d'alimenter la stratégie du territoire... Dans ce chapitre nous expliciterons les points clés à prendre en compte pour qu'un projet soit viable, de qualité et qu'il garantisse des résultats fructueux^{47 48}.

Étape 1 : Mobiliser les acteurs

Pour se lancer dans une coopération, il est essentiel de s'appuyer sur des acteurs déjà expérimentés ou des acteurs motivés par cette démarche. Il est donc important de les identifier en amont. Tout d'abord, il faut mesurer le degré d'ouverture du territoire par l'identification des acteurs susceptibles de s'engager dans un projet de coopération (collectivités territoriales, associations...) et par le recensement des expériences de coopération passées ou en cours d'exécution. Ceci permettra de répertorier les ressources humaines et financières mobilisables pour soutenir le projet. Cette procédure peut être confiée à un technicien du territoire ou à un intervenant extérieur. Les résultats de cette procédure seront abordés aux acteurs concernés du territoire, notamment aux élus, afin de lancer officiellement la démarche coopération du territoire.

Ensuite, il sera nécessaire de convaincre les acteurs locaux des enjeux de la coopération. Pour cela, il sera important de :

- Créer des supports communication (plaquette papier ou présentation powerpoint), organiser des réunions de sensibilisation, informer les médias locaux...dans le but de sensibiliser les acteurs et les co-financeurs. Nous notons que la présentation d'expériences concrètes ainsi que le témoignage d'un élu convaincu, issu d'un autre territoire, constituent des arguments forts pour convaincre les opérateurs locaux à se lancer dans la coopération.
- Prévoir un temps spécifique « coopération » dans le Comité de Programmation pour rappeler les enjeux de la coopération et sa valeur ajoutée et ainsi mobiliser les « acteurs - décideurs ».

⁴⁷ - Unité Nationale d'Animation du réseau Leader+ français, *Élaborer son projet de coopération territoriale*, Guide méthodologique, Fiches principes et méthodes, 2007, p.25-73.

⁴⁸ - Cf. annexes, documents 10, 11 et 12.

- A l'instar du Pays Val d'Adour, créer un groupe de travail coopération ayant comme mission principale l'identification des objectifs de développement, des enjeux de coopération et de porteurs de projets potentiels.

Étape 2 : Identifier des pistes de coopération

Les premières pistes de coopération peuvent être identifiées au travers du diagnostic du territoire. En effet, celui-ci ainsi que les premières actions mises en place peuvent révéler des perspectives ou des points de blocage qui ne peuvent pas être traités à l'échelle locale ou nationale. L'émergence d'un projet de coopération peut être aussi due à un travail préalable en commun dans un cadre plus organisé (par exemple colloques, séminaires, jumelages...). Une fois les pistes dégagées, il est important de formaliser les priorités de coopération, les objectifs et les premières orientations. Ces éléments sont nécessaires à la mobilisation des porteurs de projet, à la recherche des partenaires et au montage du projet.

Par la suite, il faut mobiliser les porteurs de projet potentiels et les impliquer dans le montage de la coopération. Il est important de réaliser avec eux un bilan « offre - demande » pour analyser ce qu'ils recherchent et ce qu'ils sont susceptibles d'apporter au territoire par biais de leur projet de coopération. Celui-ci doit d'une part apporter un intérêt pour le maître d'ouvrage et une valeur ajoutée pour le territoire, et d'autre part être en cohérence avec sa stratégie globale.

A ce point, il est important de préciser et d'évaluer les ressources humaines, techniques et financières pouvant être affectées localement à la coopération, ce qui déterminera son envergure. Dans le cas où ces ressources sont limitées, il importe de se donner des priorités et de se concentrer sur des actions stratégiques.

Étape 3 : Mettre en place et dynamiser un réseau de partenaires

Il est très important d'identifier le profil souhaité des partenaires à la coopération puisqu'il détermine partiellement l'apport de la valeur ajoutée sur le territoire. Afin de repérer des partenaires, plusieurs possibilités sont possibles : connaissance préalable ; rédaction d'une annonce de coopération et insertion de celle-ci dans les bases de données de projets de coopération en ligne ; rencontres lors de la participation à des séminaires, journées... ; utilisation de différents réseaux tels que relais d'information de l'UE, structures d'appui des programmes européens...

Il se peut que le territoire réponde à une demande de coopération parvenue à celui-ci. Dans ce cas et avant de répondre favorablement ou pas, il est nécessaire de réfléchir avec les porteurs de projet potentiels à la valeur ajoutée que la proposition de coopération peut apporter au développement du territoire.

Étape 4 : Organiser et réussir la première rencontre

Une fois la thématique du projet de coopération et les partenaires éventuels identifiés, une première rencontre devra avoir lieu afin de mieux se connaître et de commencer à structurer le projet conjointement. La première rencontre des partenaires constitue le lancement officiel de la coopération. Une bonne préparation fera que cette rencontre sera réussie, constructive et se concrétisera par un projet commun. Les éléments principaux de cette phase sont les suivants :

- Bien préparer la rencontre : instaurer une communication régulière à distance avec les partenaires, répartir les rôles entre les partenaires pour l'organisation de l'événement, définir un ordre du jour, effectuer une liste précise des personnes invitées, réaliser une première présentation du projet suffisamment précise mais non figée...
- Prévoir les moyens techniques et logistiques nécessaires.
- Veiller au bon déroulement de la rencontre : identifier la structure qui capitalisera cette rencontre, s'assurer que chaque partenaire présente sa structure, sa stratégie, ses motivations, ses objectifs pour son territoire, ses attentes et besoins en matière de coopération, définir les objectifs communs et spécifiques à chaque territoire, se doter d'une interprétation professionnelle si besoin est, définir les fonctions et le partage des responsabilités...
- Bien capitaliser et communiquer sur les résultats de la première rencontre : formaliser le bilan de la journée et faire valider par tous les partenaires, définir un premier plan d'action et un échéancier, se lancer sur la rédaction du projet.

Étape 5 : Formaliser un projet de coopération

Après la première rencontre, un travail en continu avec les partenaires permettra de concrétiser le projet. Les partenaires valident les objectifs communs et ils mettent en place un programme d'actions réaliste et efficace. Il s'agit, plus précisément, de :

- Valider et partager les ambitions communes : formaliser les objectifs communs au projet et spécifiques à chaque territoire, préciser les opérations concrètes et les porteurs au niveau

local, national ou européen, garder un contact permanent entre tous les partenaires pour s'assurer du maintien de leur adhésion...

- Elaborer le programme d'actions : traduire les objectifs dans un programme d'actions détaillé, répartir les rôles entre le chef de file et les autres partenaires, monter le dossier de financement, commencer la rédaction de l'accord de partenariat.

Étape 6 : Mobiliser des moyens techniques et financiers

Il s'agit du montage final du dossier de financement selon le dispositif et l'appel à projets visé (concordance du projet avec les priorités de l'appel à projets et le programme opérationnel) ainsi que de la recherche de cofinancements possibles (collectivités territoriales, structures privées...).

Étape 7 : Mettre en place et piloter les actions de coopération

Dans le cas d'approbation du projet, la phase de réalisation du projet commence. Cela implique une mise en œuvre tant administrative qu'opérationnelle à plusieurs niveaux, autrement dit :

- Formaliser le partenariat : création d'une structure juridique commune, conventionnement avec l'autorité de gestion et avec les partenaires, validation des modalités d'organisation technique et financière du projet...
- Conduire le projet et gérer le partenariat : mobiliser les ressources humaines nécessaires sur chaque territoire et animer le partenariat.
- Coordonner le projet : mettre en place des instances de suivi et de pilotage, créer des outils de suivi pour ajuster le programme d'actions et anticiper les changements.

Étape 8 : Évaluer le projet de coopération et capitaliser les bonnes pratiques

Comme nous avons examiné dans la partie d'évaluation des projets de coopération Leader+ portés sur le territoire du Pays Portes de Gascogne, l'étape de l'évaluation est fondamentale pour la réussite du projet. D'après le Pays Val d'Adour, une évaluation doit être prévue dès le lancement du projet pour suivre les objectifs définis au départ et éventuellement décider des corrections à apporter aux actions prédéfinies. Une évaluation finale externe pour poursuivre le programme vers d'autres orientations est également conseillée à mettre en place. Vue l'importance de l'évaluation, il est essentiel de définir la méthodologie choisie dès le lancement de la coopération et ne pas attendre la fin du projet

pour s'engager dans cette démarche. Nous rappelons les trois rôles de la procédure d'évaluation :

- Outil de suivi et de pilotage : Il s'agit d'une évaluation tout au long du déroulement du projet (*in itinere*) qui permet de mesurer le degré d'achèvement des objectifs fixés au départ et ainsi effectuer des ajustements nécessaires pour son bon déroulement. De plus, la valeur ajoutée de la coopération se mesure principalement par biais de l'évaluation. Il est important d'impliquer l'ensemble des acteurs dans le dispositif d'évaluation et de construire collectivement une grille d'évaluation composée d'indicateurs quantitatifs (par exemple nombre de personnes touchées, de visiteurs...) et qualitatifs (par exemple articulation avec la stratégie globale, effet sur l'économie locale...). Il existe plusieurs dispositifs d'évaluation disponibles tels que l'autoévaluation ou l'évaluation réalisé par un prestataire extérieur.

- Outil de communication : À partir des indicateurs remplis, les partenaires peuvent dresser un bilan global du projet tant qualitatif (par exemple impact du partenariat) que quantitatif (par exemple chiffre d'affaires, indice de fréquentation). Ce bilan, qui comprendra l'état d'avancement et les acquis du projet, peut être présenté à la population et à la presse locale lors de séances de restitution. En résumé, les résultats de l'évaluation *in itinere* et finale peuvent être utilisés afin de :

Communiquer et donner de la lisibilité aux projets

Démontrer la valeur ajoutée de la coopération pour le territoire

Informier et mobiliser de nouveaux acteurs

Favoriser la capitalisation et la diffusion des bonnes pratiques

Informier décideurs et financeurs.

- Outil de capitalisation : Les résultats de l'évaluation servent aussi à l'identification et à la capitalisation des bonnes pratiques et méthodes qui contribueront à mieux mener de futures coopérations. Ainsi, l'évaluation concourt à faire des préconisations quant à l'avenir de la coopération sur le territoire (par exemple comment pérenniser les projets et les partenariats ? Dans quel cadre ?).

Communication continue⁴⁹

Les tâches de publicité, d'information et de capitalisation d'un projet de coopération sont souvent exigées par les règlements européens (par exemple pour les projets Interreg

IV). Une proposition de projet doit donc inclure des précisions sur la façon dont vont être menées les tâches d'information, de publicité, de diffusion et de capitalisation des résultats de la coopération. Un budget spécifique à la communication doit être prévu dans le dossier de demande de subvention. La communication a plusieurs fonctions :

- Diffusion de l'intérêt de la coopération : Comme nous avons vu dans les étapes antérieures, la communication constitue l'outil fondamental pour convaincre, en amont, les principaux acteurs du territoire de l'intérêt de la coopération (par exemple création d'un support pédagogique adressé aux élus et autres décideurs du territoire). Par ailleurs, une communication locale précisément ciblée (par exemple réunions locales, dépliants, presse et télévision locale...) sur les idées et les pistes d'actions de coopération retenues, est susceptible de susciter l'émergence de porteurs de projet et de promoteurs potentiels.
- Avancement du projet de coopération : Entretenir des relations régulières avec les partenaires, communiquer sur les actions réalisées et l'état d'avancement global du projet permet d'avancer à sa prochaine étape. Ces échanges concernent non seulement les techniciens mais également les élus « porteurs » de la dimension de coopération dans chaque territoire. Il est aussi important de communiquer sur le bilan de la première rencontre des partenaires ainsi que vers les partenaires financiers potentiels pour préparer ensuite la demande de financement.
- Diffusion d'expériences et des bonnes pratiques : Il est important de communiquer sur les projets pour lesquels la coopération amène une valeur ajoutée effective afin que d'autres territoires en France et à l'étranger tirent profit de ces bonnes pratiques et méthodes. La mise en réseau et la diffusion d'expériences bénéfiques peuvent constituer des facteurs de développement de tout territoire rural.
- Sensibilisation à l'Europe : La communication est obligatoire de sorte à garantir la transparence de l'utilisation des fonds publics communautaires. Elle permet aussi de valoriser la contribution de l'Europe sur les territoires ruraux, ce qui participe à une meilleure lisibilité de l'action communautaire.

Pour une communication réussie et efficace, il est nécessaire d'élaborer un plan précis de communication, composé des étapes suivantes⁵⁰ :

⁴⁹ - De plus amples informations sur l'élaboration d'une stratégie de communication (méthodologie pour une communication interne et externe, évaluation, indicateurs, outils...) sont disponibles sur le site internet d'*Interact*: <http://www.interact-eu.net/documentation/downloads/10/389>.

⁵⁰ - Union Européenne. *Guide du montage de projet*, Programme Opérationnel SUDOE, Interreg IVB 2007-2013, 2008, p.24-25.

- Identifier les objectifs d'information, de communication et de publicité du projet : Quel objectif veut-on atteindre moyennant ces actions au delà du strict respect des contraintes réglementaires? Par exemple provoquer un changement de comportement chez les usagers.
- Identifier le public objectif que l'on veut toucher par le biais de la communication. Il est important d'élaborer une vaste liste de public objectif et d'y sélectionner les cibles que l'on a l'ambition d'atteindre grâce au projet.
- Signaler les activités prévues afin de réussir à atteindre les objectifs et toucher le public cible objectif.

Les actions de communication doivent être programmées sur toute la durée du projet et non pas seulement au terme de celui-ci.

- Sélectionner les outils de communication : Partant des objectifs fixés, du public objectif et des actions sélectionnées, il faut nous doter des *outils de communications les mieux adaptés au public cible* et aux activités à diffuser. Pour un public cible réduit, par exemple, le recours aux médias risque d'être inutile, alors que ces derniers sont pertinents pour toucher le grand public, les politiques et les décideurs. Parmi les outils les plus utilisés nous distinguons: les sites internet, information à la presse locale et régionale, séminaires, journées, publications, brochures, etc. En ce qui concerne plus précisément la *diffusion des bonnes pratiques*, les méthodes privilégiées sont : les *newsletters* ; les *conférences thématiques* et les *séminaires de chefs de file*⁵¹.

⁵¹ - Union Européenne, INTERACT Programme Secretariat INTERREG. *Évaluation des besoins par INTERACT*, Vienne, 2004, p.10.

Conclusion

« Le développement local n'est pas égocentrique, mais il est ouvert sur toutes les réalités intérieures et extérieures » (propos recueilli auprès d'élus locaux). La coopération donne une autre dimension au travail local et encourage le développement d'un territoire rural par l'ouverture à de nouvelles démarches et idées et de nouveaux projets, représentant ainsi un outil valable qui contribue activement à la stratégie de développement local.

La coopération ne devrait pas être une fin en soi, mais un moyen de renforcer et de prolonger les actions locales, un levier de développement pour un territoire rural. Elle doit être perçue comme l'approfondissement de la stratégie du territoire face aux évolutions constantes de nos jours et elle doit devenir un véritable outil de développement territorial.

Il s'agit de profiter du contexte favorable européen en ce qui concerne la coopération territoriale, c'est-à-dire de l'existence de nombreux dispositifs de coopération, de l'augmentation des fonds alloués à la coopération européenne, de la création du nouvel outil juridique de coopération, le GECT.

La coopération contribue au désenclavement (ouverture vers l'extérieur) des territoires ruraux. Elle offre de nouvelles opportunités de développement aux territoires qui disposent de moyens et compétences faibles (acquisition de nouvelles compétences par biais de partenaires qui sont à l'avance dans les thématiques respectives). La coopération est aussi une bonne occasion pour mener des actions au niveau local, vu que la majorité des dispositifs de coopération prévoient la conduite d'actions tant au niveau local que au niveau international. Il ne faut pas négliger l'apport majeur de ces dispositifs en termes financiers. En effet, nous avons vu que l'UE a re-déterminé la place de la coopération lors de la nouvelle programmation en lui attribuant une enveloppe financière supérieure à la précédente. L'UE encourage donc la coopération et les territoires ruraux doivent tirer profit de fait par leur mobilisation à l'échelle transeuropéenne.

Le Pays Portes de Gascogne ne constitue pas une exception et il ne devrait pas hésiter à se lancer plus activement dans la coopération. Il est essentiel de communiquer autour de la coopération afin de démontrer ses avantages et ainsi sensibiliser le plus d'acteurs possibles : élus, porteurs de projets potentiels, membres du Conseil de Développement...

En milieu rural, l'intercommunalité constitue souvent une opportunité à saisir en vue d'agir, pour la première fois ou de manière accrue, à l'international. En effet, dans maints cas, les ressources des communes embres étaient insuffisantes et l'espace d'action non pertinent pour envisager un partenariat avec des collectivités étrangères. Avec la création des groupements intercommunaux, les élus des communes rurales ont l'occasion désormais d'insérer leur projet de territoire dans un cadre plus vaste, en lien avec l'environnement international. Dans d'autres cas, une ou plusieurs commune(s) rurale(s) avai(en)t déjà tissé des liens, notamment de jumelages ou de coopération culturelle, avec des collectivités étrangères. Leur insertion dans un groupement intercommunal peut alors leur permettre d'envisager de nouvelles actions, grâce à l'appui financier, technique et humain de l'intercommunalité, dans le but de valoriser ses propres domaines de savoir-faire, et d'acquérir de nouvelles capacités d'action.

De surcroît, la coopération est de plus en plus motivée par l'intérêt réciproque des acteurs pour la promotion d'un développement durable de leur territoire: celui-ci nécessite des actions de plus en plus intégrées, transversales, participatives et ouvertes sur l'extérieur dans un contexte de mondialisation et de décentralisation

Annexes

Document 1 : Boîte à outils juridiques de la coopération transfrontalière en Europe

Document 2 : Le questionnaire adressé aux porteurs des projets de coopération Leader+ pour la réalisation de l'étude

Document 3 : Interviews pour la réalisation du mémoire

Document 4 : Questionnaire – type pour la réalisation des entretiens

Document 5 : Les étapes de montage d'un projet de coopération

Document 6 : Les questions supplémentaires pour avancer l'élaboration d'un projet de coopération

Document 7: Synthèse des recommandations et outils proposés pour surmonter les difficultés lors de la mise en place d'un projet de coopération.

**Document 1 : Boîte à outils juridiques
de la coopération transfrontalière en Europe**

Boîte à outils juridiques de la coopération transfrontalière en Europe

Types d'outils Bases juridiques	Exemples d'outils issus des droits internes	Accords interétatiques de coopération transfrontalière	Droit communautaire	Avantages	Inconvénients	Exemple
Convention de coopération	Convention de droit privé (IT) Convention de droit public (FR)	Convention de coopération transfrontalière (BE, DE, LU, FR, CH, IT, ES...)		Outil le plus simple de la coopération Permet de créer une structure sans personnalité juridique	Les dispositions de la convention sont mises en œuvre sous la responsabilité de chaque signataire	Eurorégion Pro Europa Viadrina (DE/PL)
Structure de droit privé sans but lucratif	Association (BE, LU, DE, FR, IT...) Fondation (NL, CH...)		Association européenne* Groupement européen d'intérêt économique	Adhésion possible de personne morale ou physique en fonction de la base légale retenue Autonomie juridique par rapport à ses membres Facilité de constitution	Missions limitées à des actions de promotion, de lobbying et d'études Ne peut pas se substituer aux collectivités membres dans l'exercice de leurs compétences.	Fondation Euregio Meuse-Rhin (BE/NL/DE)
Partenariat public-privé institutionnalisé	SEML transfrontalière (FR)			Permet de mettre en œuvre en transfrontalier des dispositifs de partenariat public-privé existant	Objet réservé à des activités à caractère industriel ou commercial Apport financier initial nécessaire	SEML Initialité (FR/BE)
Structure de droit public	Consortio (ES) District européen (FR)	Groupement local de coopération transfrontalière (BE, DE, LU, FR, CH)		Personne morale de droit public Permet de réaliser toutes missions présentant un intérêt pour ses membres : gouvernance, services publics, équipements publics...	Rattachement au droit du lieu du siège Champ d'application limité à certaines frontières	GLCT Regio Pamina (FR/DE)
Groupement européen de coopération territoriale			GECT de droit public ou de droit privé	Ouvert à tout « pouvoir adjudicateur » au sens communautaire Sur toutes les frontières communautaires Permet de réaliser toutes missions entrant dans les compétences de ses membres	Rattachement au droit du lieu du siège Autorisation préalable des États pour la création et la modification de la convention	GECT Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai (FR/BE)

*Règlement communautaire en discussion depuis 1992

Source : Site internet de la Mission Opérationnelle Transfrontalière

<p align="center">Document 2 : Le questionnaire adressé aux porteurs des projets de coopération Leader+ pour la réalisation de l'étude</p>

**Questionnaire pour la réalisation du mémoire :
« La mise en place d'une politique de coopération concertée en
milieu rural enclavé: Enjeux et perspectives pour le Pays Portes de
Gascogne »**

Étudiante en Master 2 Professionnel « Relations Transfrontalières » à l'Université de Perpignan, j'effectue mon stage depuis janvier 2008 au Pays Portes de Gascogne. Dans un premier temps, j'ai participé au montage de la candidature du programme européen Leader 2007-2013. Dans un second temps, je travaille dans le domaine de la coopération Leader ainsi que dans la réorganisation du Conseil de Développement du Pays. Mon expérience professionnelle au Pays m'a offert de nouvelles connaissances et elle m'a incité à réaliser mon mémoire de fin d'études sur l'apport d'une stratégie de coopération cohérente au développement du territoire du Pays. Le thème de mon mémoire est également le résultat de la consultation de plusieurs professeurs, intervenants extérieurs et collègues du Pays. Je vise, ainsi, à identifier les opportunités et les perspectives qui s'ouvrent pour le développement de ce territoire rural enclavé grâce aux dispositifs de coopération existants à l'échelle régionale, nationale et européenne.

Afin de réaliser mon mémoire, qui vise à constituer un outil pour le développement territorial du Pays, il est nécessaire que je prenne en compte l'avis de l'équipe technique du Pays vis-à-vis de la coopération. A cet effet, j'ai élaboré le questionnaire suivant auquel je souhaite que toute l'équipe technique réponde pour que les résultats de ma recherche soient valables.

Merci de bien vouloir me renvoyer le questionnaire par courrier électronique (kyriaki_panagiotaki@yahoo.fr) ou bien par courrier ordinaire (Kyriaki Panagiotaki, Lavarjadère, 32360, SAINT-LARY) dans les plus brefs délais. Vous contribuerez, ainsi, à cette étude des potentiels d'évolution du territoire du Pays.

Nom et prénom (facultatif) :

Fonction - organisme:

1. Quels programmes européens connaissez- vous?
2. Quels dispositifs de coopération au niveau régional, national et européen connaissez-vous?
3. Quels projets de coopération (Leader+, Interreg III et IV, 6^{ème} et 7^{ème} PCRD, etc) qui ont été menés sur le territoire du Pays depuis 2000 connaissez-vous ? Merci de préciser tous les projets de coopération impliquant des structures qui se situent sur le territoire du Pays.
4. Quel projet de coopération menez-vous ? Évaluez les résultats et l'apport du projet de coopération dans lequel vous vous êtes engagé.
5. Quels sont, à votre avis les principaux points forts et points faibles des projets de coopération ?
Points forts :
Points faibles :
6. Quels sont, à votre avis, l'apport et la valeur ajoutée de projets de coopération pour le territoire du Pays ? (Plusieurs réponses possibles)
 - ☐ Prolonger et renforcer la stratégie de développement
 - ☐ Comparer et échanger des pratiques de développement, trouver et tester de nouvelles idées
 - ☐ Valoriser les similitudes et les complémentarités
 - ☐ Atteindre des masses critiques et renforcer sa « compétitivité »

- ☐ Renforcer la cohésion, l'identité et l'image du Pays
- ☐ Aller à la rencontre de l'autre, découvrir des manières de penser et d'agir autrement
- ☐ Développer l'ouverture et la conscience européenne du territoire rural du Pays
- ☐ Favoriser l'intégration et un développement équilibré et harmonieux du territoire européen
- ☐ Rompre l'isolement, se faire connaître et se constituer des réseaux
- ☐ Préparer le territoire du Pays aux enjeux de la programmation 2007-2013
- ☐ Profiter de l'opportunité financière donnée par ces programmes
- ☐ Autre. Merci de préciser :

Commentaires :

7. Quels sont, à votre avis, le rôle et la place de la coopération à la stratégie de développement du Pays ?

8. Quelle sera, à votre avis, l'évolution de la place de la coopération au sein du Pays durant la programmation 2008-2013?

9. Quelle échelle vous semble la plus pertinente pour porter des projets de développement local ? (Plusieurs réponses possibles)

- ☐ La Communauté de Communes
- ☐ Le Canton
- ☐ Le Pays Portes de Gascogne
- ☐ Le Département
- ☐ La Région
- ☐ L'État français
- ☐ L'Europe/ le monde entier

Commentaires :

10. Pensez-vous que le Pays devrait poursuivre les projets de coopération dans lesquels il est déjà engagé ? Si oui, quels projets ?

11. Pensez-vous que le Pays devrait poursuivre d'autres projets de coopération (nationale et/ou internationale) ? Si oui, lesquels ?

12. Quelles sont, à votre avis, les structures susceptibles à s'engager dans des projets de coopération ?

13. Quels sont, à votre avis, les besoins du territoire pour son développement ? Dans quels domaines ?

- ☐ Agriculture
- ☐ Commerces
- ☐ Services à la population
- ☐ Culture
- ☐ Emploi/entreprises
- ☐ Foncier
- ☐ Infrastructures
- ☐ Tourisme/loisirs
- ☐ Autre (Merci de préciser) :

Quel type de projets spécifiques, le Pays, devrait-il privilégier ?

14. Vos remarques et suggestions supplémentaires

Document 3 : Liste des personnes interviewées pour la réalisation du mémoire

Nom et prénom	Fonction - organisme	Date entretien
Mme Sylvie Sonnevile	Conseil Général du Gers, Direction Affaires Européennes et coopération Décentralisée	24 juin 2008 (entretien téléphonique)
Mme Typhaine Dulhauste	Chargée de mission, Pays Val'Adour	4 juillet 2008 (entretien téléphonique)
M. Michel Debord	Coordinateur projets européens, Chambre du Commerce et de l'Industrie du Gers	8 juillet 2008
Mme Hélène Schwartz	Directrice de la Communauté de communes de la Lomagne Gersoise	9 juillet 2008
M. Jean-Louis Geze	Consultant, cabinet Ceidag Projets	10 juillet 2008
Mlle Emilie Clavé	Ex chargée de mission coopération Leader+, Pays Portes de Gascogne	11 juillet 2008
M. Bruno Monflrier	Président A Ciel Ouvert	18 juillet 2008

Document 4 : Questionnaire – type pour la réalisation des entretiens

Entretien avec Hélène Schwartz
Communauté de Communes de la Lomagne Gersoise

1. Quels sont les projets de coopération que vous avez menés depuis 2000 (Leader+, Interreg III, autres dispositifs européens, coopération décentralisée...)? Quels projets sont terminés et quels sont en cours d'exécution ?
2. Quand est-ce que vous avez mis en place les premiers projets de coopération ? Avez-vous fait un bilan qualitatif et quantitatif des résultats de ces projets ? Les résultats, correspondent-ils aux attentes du début ? Quel est l'apport de ces projets ?
3. Quels sont, à votre avis les principaux points forts et points faibles des projets de coopération ?
4. Quelles sont les nouvelles pistes de coopération ? Comment les avez-vous identifiées ? Quels projets Interreg IV avez-vous déjà déposés et que vous déposerez à l'avenir ? Examinez-vous d'autres pistes de coopération?
5. Pourriez-vous me passer des informations (dossier candidature, description...) par rapport au projet RITA et le réseau Nereus ?
6. Quelle est la place de la coopération dans votre stratégie de développement?
7. Quelle est votre vision de la coopération ? Quel est d'après vous l'apport de la coopération pour un territoire rural comme le Pays Portes de Gascogne ?
 - ☐ Prolonger et renforcer la stratégie de développement
 - ☐ Comparer et échanger des pratiques de développement, trouver et tester de nouvelles idées
 - ☐ Valoriser les similitudes et les complémentarités
 - ☐ Atteindre des masses critiques et renforcer sa « compétitivité »
 - ☐ Renforcer la cohésion, l'identité et l'image du Pays
 - ☐ Aller à la rencontre de l'autre, découvrir des manières de penser et d'agir autrement
 - ☐ Développer l'ouverture et la conscience européenne du territoire rural du Pays
 - ☐ Favoriser l'intégration et un développement équilibré et harmonieux du territoire européen
 - ☐ Rompre l'isolement, se faire connaître et se constituer des réseaux
 - ☐ Préparer le territoire du Pays aux enjeux de la programmation 2007-2013
 - ☐ Profiter de l'opportunité financière donnée par ces programmes
 - ☐ Autre. Merci de préciser :
8. Quel futur /évolution au sein de votre structure envisagez-vous pour la coopération ?
9. Comment avez-vous pu mobiliser la CCLG autour de la coopération ?
10. Quel plan de communication et d'information avez-vous mis en place pour vos projets de coopération (si il en existe un)?
12. Envisagez-vous un partenariat avec la CCI du Gers dans le cadre du projet (PATS) qui puisse aboutir à un projet de coopération? Si oui dans quelle(s) thématique(s) ?
13. Comment avez-vous envisagé inscrire le PATS dans une dynamique de réseau régional, national et européen?

Document 5 : Les étapes de montage d'un projet de coopération

Etapes à suivre pour le montage d'un projet de coopération	
1.- Identification de l'idée du projet	<ul style="list-style-type: none"> Identifier la thématique et l'objet de la coopération Elaborer un cadre des problèmes à résoudre en relation avec l'idée à projet Elaborer un cadre des objectifs basés sur l'identification de solutions en réponse aux problèmes Analyser les stratégies possibles pour la mise en marche du projet en tenant compte: <ul style="list-style-type: none"> - Des effets espérés; - Des priorités des partenaires impliqués; - De la faisabilité en relation avec les Ressources Humaines, les ressources financières et les moyens organisationnels; - Complémentarité avec d'autres interventions; - Durée; - Adéquation avec les programmes de coopération Analyser le projet en lien avec les programmes de coopération existants: <ul style="list-style-type: none"> - Adéquation du thème avec l'objet de l'appel à projets; - Adéquation de l'idée à projet avec les objectifs globaux de l'appel à projets et les éléments spécifiques; - Adoption du partenariat requis; - Adéquation du calendrier; - Cadre budgétaire;
2.- Organisation de la structure des objectifs - cadre logique du projet (Logical Framework)	<ul style="list-style-type: none"> Hiérarchiser les objectifs selon la logique « finalité - objectifs - résultats - principales activités » et les conditions ci-après : <ul style="list-style-type: none"> - pertinents: opportuns face au contexte et objectifs supérieurs; - mobilisateurs: portent à l'action; - faisables: accessibles; - acceptables: validés par tous les partenaires; - cohérents: non opposés les uns aux autres; - qui peuvent être mesurés: pour leur suivi et leur évaluation. Construire les principaux indicateurs objectivement vérifiables, moyens de vérification correspondant et hypothèses à prendre en compte Construire le cadre logique du projet selon les étapes suivantes: <ul style="list-style-type: none"> - Identification de la finalité, objectifs et résultats; - Hiérarchisation des objectifs; - Choix des indicateurs objectivement vérifiables - Identification des moyens de vérification Construire une matrice à partir du cadre logique du projet:
3.- Programmation des activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> Identifier et détailler les activités, leur contenu, leur durée et leur condition de réalisation; Programmer les activités: <ul style="list-style-type: none"> - Chronogramme des activités qui inclut le temps prévu pour chaque activité, la possibilité de réaliser activités en simultané, marges de sécurité sur les temps supplémentaires de réalisation, modifications possibles à introduire. Répartir les tâches et responsabilités entre les partenaires de la façon la plus pertinente:

	<ul style="list-style-type: none"> - Diagramme de répartition des tâches entre partenaires et calendrier respectif.
4.- Organisation du projet	<ul style="list-style-type: none"> • Définir une structure organisationnelle qui puisse s'adapter à la structure organisationnelle des partenaires participants : <ul style="list-style-type: none"> - Organigramme du projet qui comprenne l'organisation de la gestion administrative et financière du projet, l'organisation du travail en réseau... • Répartir les tâches entre les partenaires en veillant à la cohérence globale du projet: <ul style="list-style-type: none"> - Rôle du chef de file et des partenaires (cf point 2, chapitre 5 du guide) - Moyens techniques, humains et organisationnels disponibles. • Définir les responsabilités du chef de file et des partenaires en fonction des objectifs et des activités du projet ; • Définir et organiser le système d'information entre partenaires: • Circuit de l'information technique, administrative, financière et comptable • Définir le montage du réseau.
5.- Elaboration du budget du projet	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre des chiffres en face des actions envisagées ; • Se confronter aux limites du programme (montant et nature des dépenses) ; • Réviser éventuellement les chiffres et les actions; • Organiser le budget; • Comparer le budget aux limites du programme: <ul style="list-style-type: none"> - connaître les montants et la nature des dépenses et des recettes permises ; - connaître les dépenses éligibles; - connaître les dates d'éligibilité (début - fin) - connaître les limites de chaque catégorie de dépenses; • Identifier les contreparties des partenaires; • Vérifier l'équilibre entre budget et sources de financement ainsi que la répartition équilibrée de budget entre les partenaires.
6.- Construction de la méthode de suivi	<ul style="list-style-type: none"> • Définir des indicateurs de suivi du projet pour chacune des dimensions de l'évaluation : les réalisations, les résultats attendus, le contrôle du budget, le fonctionnement du projet : <ul style="list-style-type: none"> - Ils doivent être définis au début du projet; - Ils doivent se baser sur un ensemble d'indicateurs objectivement vérifiables c'est à dire qui soient pertinents du point de vue des objectifs du projet, plausibles, que les données soient caractérisées en terme de quantité, qualité et temps, indépendamment les unes des autres. - Ils doivent s'organiser autour des activités critiques de la réalisation du projet; - Ils doivent garantir la participation de différents intervenants du projet ; - Ils doivent avoir une mission didactique et pédagogique • Définir les sources d'information à utiliser pour calculer les indicateurs; • Définir les moments clés surtout par rapport à la programmation afin de déterminer les activités critiques c'est-à-dire les activités décisives en lien avec les résultats et les objectifs du projet.

Source : Site internet du Programme Opérationnel « France – Espagne – Andorre » 2007-2013.

Document 6 : Les questions supplémentaires pour avancer l'élaboration d'un projet de coopération

Étape 1 : Mobiliser les acteurs

- * Quels sont les besoins et attentes issus du diagnostic ou les enjeux de notre stratégie propices à un projet de coopération ?
- * Quels sont les acteurs, les collectivités, les entreprises, les associations travaillant avec des partenaires extérieurs au territoire ? Quelle analyse peut on faire de l'expériences de la coopération sur le territoire ?
- * Quels acteurs locaux (élus et techniciens) souhaitent s'investir dans la coopération ?
- * Quels sont les principaux arguments susceptibles de convaincre le GAL de se lancer dans la coopération ?
- * Quelle communication avons-nous mise en place sur la valeur ajoutée de la coopération auprès des acteurs locaux et sur nos premières idées de coopération ?

Étape 2 : Identifier des pistes de coopération

- * Le groupe de travail spécifique à la coopération est-il mis en place ? Quelle est sa composition ? (Sinon, qui coordonne la définition du projet ?) Quel est son programme de travail ? A quel rythme doit-il se rencontrer ? (échancier...)
- * Quelle analyse de l'expérience du territoire en matière de coopération peut on faire ?
- * Que peut on attendre de la coopération ? Vers quels types de projets nationaux ou internationaux ?
- * Quels sont nos objectifs généraux de notre idée de coopération ?
- * Quels sont les résultats attendus de notre idée de coopération ?
- * D'autres approches plus pertinentes existent-elles ? Existe-t-il des projets similaires sur le territoire ou dans d'autres régions ?
- * Quelles sont les ressources humaines mobilisées au sein du GAL ? Est-ce suffisant ?
- * Quels obstacles pourraient entraver un projet de coopération ? Quels points clarifier ?

Étape 3 : Rechercher des partenaires

- * Quelles doivent être les caractéristiques du territoire de nos futurs partenaires (intérêts communs, expérience établie, compétences linguistiques...)? Voulons nous une structure similaire à la nôtre ?
- * Quelles sont les zones ciblées ? Quel doit être le thème fédérateur des territoires partenaires ?
- * Qu'attendons-nous de nos partenaires ? Quels sont leurs objectifs ?
- * Qu'allons-nous apporter à nos partenaires ? Quels sont nos objectifs et les résultats attendus ? Sont-ils compatibles avec ceux de nos partenaires ?
- * Quels sont nos atouts susceptibles d'attirer nos futurs partenaires ?

- * Quelles sont les problématiques communes et idées communes ou approchantes ?
- * Quels sont les points divergents ?
- * Avons-nous préparé une présentation de notre structure et du projet de développement de notre territoire ?
- * Quels réseaux d'acteurs et contacts avons-nous exploité ?
- * Quels outils avons-nous utilisé pour repérer les partenaires potentiels (par exemple bases de recherches de partenaires à disposition de réseaux différents)?
- * Quelles structures locales, régionales et nationales (collectivités, réseaux...) oeuvrant dans la coopération avons-nous mobilisé ?
- * Avons-nous suffisamment diffusé nos idées et envies de coopération ?

Étape 4 : Organiser et réussir la première rencontre

- * Quels sont les coordonnées et le statut de nos partenaires identifiés ?
- * Avons-nous identifié les interlocuteurs clés ?
- * Nos idées communes de coopération sont-elles assez avancées ? Si oui, quelles sont-elles ?
- * Sont-elles validées localement par nos élus et les membres du GAL ? et par nos partenaires ?
- * Pour formaliser les premiers échanges, nous sommes amenés à nous rencontrer : quand est prévue la première rencontre ?
- * Les objectifs de cette première rencontre sont-ils bien définis ? Quels sont-ils ?
- * Quel partenaire reçoit ? Où ?
- * Est-ce que les décideurs locaux sont mobilisés (élus, membres du GAL...) ?
- * Quel est le programme détaillé de cette première rencontre ?
- * Que devons-nous organiser et préparer pour cette première rencontre ? Quel matériel prévoir ?
- * Avons-nous communiqué localement sur cette rencontre (articles de presse...)?
- * Avons-nous prévu un temps « convivial » (visite, spectacle, soirée...) ?
- * Avons-nous anticipé la logistique (hébergements, transports, traduction, accès...) ?
- * Qui prend en charge les frais de la première rencontre (transport, traduction...) ?
- * Qui assure la traduction simultanée des réunions et des documents de travail ?
- * Qui réalise le bilan et le compte-rendu de cette première rencontre ? Quels délais ? Quelle validation ?
- * Avons-nous élaboré un échéancier et réparti les tâches à accomplir pour élaborer le projet ?
- * Disposons-nous d'informations nécessaires pour comprendre la situation et le contexte des territoires partenaires identifiés ?
- * Quelles sont les suites opérationnelles au niveau local ?
- * Les élus, les membres du GAL et les partenaires financiers ont-ils validé l'avancement des travaux ?
- * Qui décide sur les territoires partenaires ?
- * Qui rédige le projet « Du projet à l'action ? »

Étape 5 : Formaliser un projet de coopération

- * Quels sont les objectifs du projet de coopération ?
- * Quel est le rapport entre les objectifs du projet et la stratégie du territoire ?
- * Quel est l'apport et la plus value de la coopération ?
- * Descriptif du projet commun prévu et des actions des différents maîtres d'ouvrage concourant au projet
- * Quelles sont les actions que vous ne désirez pas mener ?
- * Quelles sont les différentes étapes de la mise en œuvre du projet (échancier) ?
- * Quels sont les moyens alloués au coordinateur ?
- * Avons nous mis en place un système de reporting (qui, quand, quoi et comment ?) ?
- * Avons-nous choisi notre maître d'œuvre ?
- * Avons-nous défini toutes les perspectives de notre projet ?
- * Quels sont les moyens de chaque partenaire alloués au projet de coopération (humains, expertise, financiers,...) ?
- * Avons-nous organisé une nouvelle rencontre « officielle » avec les parties prenantes du projet ?
- * Qui rédige la convention de partenariat ? (Veillez à préciser le rôle de chacun, et les conditions de réussite du projet en termes de disponibilité des ressources, respect des échéances...)

Étape 6 : Mobiliser des moyens techniques et financiers

- * Quel l'intitulé du projet de coopération ?
- * Quelles sont les coordonnées du GAL chef de file ?
- * Quels sont l'objectif du projet de coopération et le rapport à votre stratégie de développement ?
- * Quels sont les coordonnées et le statut de vos partenaires ?
- * Quels sont les objectifs du projet de coopération ?
- * Quel est le rapport existant entre le projet de coopération et votre thème et/ou stratégie de développement ?
- * Décrire l'action commune prévue et les interventions des maîtres d'ouvrage concourant au projet
- * Quel est le calendrier des opérations à conduire ?
- * Quels sont les moyens mobilisés pour conduire ces opérations ?
- * Quel est le budget global du projet ? Quel est le plan de financement correspondant aux dépenses couvertes par votre GAL ?
- * Quels sont les opérations à réaliser et le montant des dépenses couvertes ?
- * Qui sont les maîtres d'ouvrage des opérations programmées ?
- * Quel est le calendrier du projet ?
- * Quels sont les indicateurs de réalisation et de résultats ?
- * Les lettres d'intention sont-elles présentes ?

Étape 7 : Mettre en place et piloter les actions de coopération

- * Avons-nous mis en place un tableau de bord ? Quelles sont les phases et les actions indiquées sur le tableau de bord ?

- ★ Qui sont les personnes mobilisées pour assurer le pilotage et le suivi du projet de coopération ?
- ★ Pour chaque action, avons-nous défini la structure responsable (ou maîtres d'ouvrage), les résultats attendus et l'échéancier ?
- ★ Quels sont la composition, les objectifs et le mode de fonctionnement du comité de pilotage «coopération» ?

Source: Unité Nationale d'Animation du réseau Leader+ en France (2004), *Elaborer son projet de coopération transnationale et/ou interterritoriale*, document de travail pour le forum « Cap sur la coopération! », Lyon, 15 et 16 janvier 2004, 9, 12, 16, 17, 20, 23, 25 p.

**Document 7: Synthèse des recommandations et outils proposés pour
surmonter les difficultés lors de la mise en place d'un projet de coopération**

<i>Difficultés</i>	<i>Recommandations et outils proposés</i>
1. Partenariat	
Langue	Accorder davantage d'attention à la qualité des interprétations/traductions.
Malentendus liés aux différentes cultures/nationalités	Consacrer davantage de temps aux premières réunions en face-à-face. Prévoir des événements sociaux/culturels pour présenter tous les aspects du territoire. Accepter que la gestion des conflits et la résolution des problèmes fassent partie intégrante de la relation transnationale.
Distances	Réduire l'étendue géographique des projets. Si les distances sont incontournables, consacrer davantage de ressources financières pour organiser plus de visites/contacts.
Diversité des attentes et du degré d'implication	Consacrer davantage de temps et d'attention à la sélection des partenaires. Instaurer dès le début des échanges ouverts sur les contextes, besoins, ressources et compétences.
Inégalité des compétences, connaissances et savoir-faire	Mieux définir les attentes (échange ou transfert?). Convenir d'une répartition précise des rôles, des tâches et des phases.
2. Contenu du projet	
Manque de clarté des objectifs	Convenir d'objectifs généraux, puis définir un nombre limité d'objectifs opérationnels prioritaires. S'accorder du temps pour discuter.
Attentes ambitieuses qui semblent contradictoires avec des objectifs restreints	Opérer une distinction entre le cœur et les "activités annexes" du projet. Faire preuve de flexibilité pour élargir les débats et assurer une place à d'autres dimensions du projet.
Actions/activités	Limiter clairement les actions et procéder par étapes. Valider les différents cycles des actions locales et des actions transnationales. Fixer des dates limites et définir les responsabilités. Evaluer la 1ère phase et adapter, si nécessaire, les activités prévues. S'assurer qu'il existe un réel consensus entre les partenaires et un soutien au niveau local.
Méthodologie	Le processus est souvent aussi important que l'action elle-même. Veiller à l'organisation des réunions, en particulier en termes de participation, de résolution des problèmes et de prise de décision. Partager les responsabilités et rester ouvert à l'expérimentation de différentes manières d'organiser des activités et de les évaluer. Recourir à une assistance technique extérieure en cas de manque de compétences et/ou de temps.
Temps	Adapter les calendriers aux besoins et au niveau des groupes. Consacrer davantage de temps aux phases initiales et se fixer des

Difficultés	Recommandations et outils proposés
	échéances précises. Si les partenaires sont inexpérimentés, doubler le temps nécessaire et procéder à des ajustements réguliers.
3. Gestion	
Manque de clarté de la gestion/coordination	Décider dès le départ qui fait quoi. Confier la direction du projet à un gestionnaire interne/externe ou à un groupe de pilotage commun.
Partage des responsabilités	Etablir un document définissant les responsabilités en veillant à ce que chacun participe aux tâches. Vérifier ultérieurement que ce document convient effectivement au partenariat.
Suivi et évaluation	Adopter des procédures simples dès le début en précisant les objectifs à atteindre à tel ou tel moment.
Assistance technique externe	Prévoir des révisions régulières et ne pas hésiter à changer de méthode si nécessaire. Convenir de la nature de l'assistance technique extérieure nécessaire et du moment opportun pour y recourir. Elaborer un contrat clair et un programme de travail précis.
4. Artuculation local/international	
Faible participation locale	Veiller à ce que le projet de coopération transnationale réponde à un vrai besoin local, et que les acteurs directement concernés soient impliqués. Mettre en liaison les niveaux local et transnational en adaptant régulièrement le projet aux besoins locaux. Recenser les personnes impliquées: élargir la participation à différents acteurs, notamment aux élus et aux "forces vives" des territoires partenaires.
Manque de pertinence au niveau local selon la population	Consacrer du temps et des ressources à la promotion du projet aux niveaux local, national et international.
5. Problèmes financiers, juridiques et administratifs	
Contraintes structurelles afférentes aux mécanismes de financement	Allouer un montant minimal fixe à l'ensemble des groupes souhaitant s'impliquer dans une coopération transnationale. Puis lancer une procédure de candidature en vue du financement de la mise en œuvre des projets eux-mêmes. Assurer une coordination et une évaluation au niveau européen. Vérifier la possibilité de combiner des financements de différentes sources (programmes nationaux ou fonds privés). Assurer la mise en place d'un dispositif d'appui clair, pouvant fournir des conseils précis, de la documentation, mais aussi des contacts personnels directs.
Contraintes juridiques	Instaurer des mécanismes à même d'orienter les problèmes juridiques vers le niveau européen. Créer un centre européen de conseil juridique.
Problèmes administratifs	Etablir une coordination efficace entre les niveaux communautaire, national, régional et local. Elaborer des documents clairs, sans jargon administratif. Publier des brochures expliquant les procédures et la marche à suivre pour obtenir un financement. Assurer un dispositif d'appui par des contacts directs, de personne à personne.

Difficultés	Recommandations et outils proposés
	Instaurer des procédures transparentes et fixer des dates limites pour les deux parties.
Démarrage en retard / Manque de continuité	Veiller à ce que les projets de qualité initiés aient la possibilité de se poursuivre dans le cadre du même ou autre dispositif de coopération.
6. Appui	
Insuffisance de l'aide disponible pour rechercher des partenaires, préparer des projets et résoudre les problèmes	Instaurer un dispositif d'appui dynamique et pro-actif.
Difficulté de cibler plus clairement des domaines thématiques correspondant à des besoins communs	Organiser des plates-formes thématiques plus ciblées (par exemple lors de séminaires).
Manque de clarté des instructions relatives aux dossiers de demande de financements	Diffuser des informations, des dossiers et des guides faciles à comprendre.
Chevauchement et contradiction entre les demandes des différents niveaux	Coordonner les différents niveaux, en particulier nationaux et européens.

Source: Commission Européenne, Direction Générale de l'Agriculture, Observatoire européen Leader, (2001), *La coopération transnationale dans le cadre de LEADER II. Leçons du passé, outils pour le futur*, Cahier d'innovation No 11, Bruxelles, 53-55 p.

Bibliographie

Ouvrages et sources

- Aubert F et Gagné C., (2003), « Les espaces ruraux et la politique d'aménagement du territoire », in Recherches en économie et sociologie rurales No 1-2, INRA éditions, Versailles Cedex, 1, 3 p.
- Bataillou, C, *La coopération décentralisée au sein de l'Union Européenne : le contexte institutionnel*, Université de Perpignan, ICRESS, notes du Master 2 Pro Relations Transfrontalières, Perpignan, 6 p.
- Beyrand S. et Sergent P. (2007), *L'ingénierie du développement territorial. Dynamisme et enjeux économiques d'un secteur d'activités*, étude réalisée à la demande de la DIACT et la CDC, éditions INDL, Agen, 6 p.
- Botteghi, R. (2006), Témoigner comment accompagner le développement européen de sa collectivité, notes du Master 2 Pro Relations Transfrontalières, Nice, 9-23 p.
- Commission Européenne, Direction Générale de l'Agriculture, Observatoire européen Leader, (2001), *La coopération transnationale dans le cadre de LEADER II. Leçons du passé, outils pour le futur*, Cahier d'innovation No 11, Bruxelles, 20, 22, 53-55 p.
- Communautés européennes, (2000), *Initiative communautaire INTERREG II 1994-1999: Un premier bilan*, fiche d'information, Bruxelles, 2-3 p.
- Communautés européennes, (2002), *Les politiques structurelles et les territoires de l'Europe. Coopération sans frontières*, brochure "La politique régionale sur le terrain", Bruxelles, 6-11 p.
- DATAR, (2003), *Quelle France rurale pour 2020 ?*, Contribution à une nouvelle politique de développement rural durable, Etude prospective, Paris, 7, 10-19, 20-27 p.
- Duguet, D., Leader+ Observatory Contact Point, (2007), *Cooperation in Leader+. The actual benefits for the local areas*, Bruxelles, 8-29 p.
- Guide de gestion de projets, Programme Opérationnel de Coopération Territoriale Espagne-France-Andorre 2007-2013.
- Interregional Cooperation Programme INTERREG IVC, Contributing to the European Commission Initiative "Regions for Economic Change".
- Programme opérationnel de coopération territoriale Espagne - France - Andorre 2007-2013.
- Programme de coopération transnationale "Espace Sud-Ouest Européen 2007-2013".

- République Française, Ministère des Affaires Etrangères, Commission Nationale de la Coopération Décentralisée, (2004), *Vade-vecum: Coopération décentralisée et intercommunalités*, Imprimerie du Ministère des Affaires Etrangères, Paris, 14-19 p.
- République Française, Préfecture de la région Midi Pyrénées, Conseil Régional Midi Pyrénées, (2007), *Programme opérationnel « Compétitivité régionale et emploi » FEDER Midi-Pyrénées 2007-2013*, 99-112 p.
- République Française, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi, Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation professionnelle, (2007), *Programme opérationnel national FSE 2007-2013*, Paris, 89-104 p.
- République Française, Préfecture de la région Midi Pyrénées, Conseil Régional Midi Pyrénées, (2007), *Compétitivité régionale et emploi Midi Pyrénées, Document de mise en oeuvre du volet régional FSE 2007-2013*, 30-34 p.
- Sarda-Vergès, C. (2008), *Coopération Transfrontalière dans l'Union Européenne*, notes du Master 2 Pro Relations Transfrontalières, Prades, 25-27 p.
- Sarda-Vergès, C. (2008), *Méthodologie – conduite de projet*, notes du Master 2 Pro Relations Transfrontalières, Prades, 3-31 p.
- Schneider-Français, F., (2008), *Les cahiers de la MOT, 7, le groupement européen de coopération territoriale*, réalisation-conception Planet 7, Paris, 6-11 p.
- Union Européenne, (2008), *Guide du montage de projet*, Programme Opérationnel SUDOE, Interreg IVB 2007-2013, 24-25 p.
- Union Européenne, INTERACT Programme Secretariat INTERREG,(2004), *Évaluation des besoins par INTERACT*, Vienne, 10 p.
- Unité Nationale d'Animation du réseau Leader+ en France (2004), *Elaborer son projet de coopération transnationale et/ou interterritoriale*, document de travail pour le forum « Cap sur la coopération! », Lyon, 15 et 16 janvier 2004, 9, 12, 16, 17, 20, 23, 25 p.
- Unité Nationale d'Animation du réseau Leader+ français (2007), *Elaborer son projet de coopération territoriale*, Guide méthodologique, Fiches principes et méthodes, Paris, 25-73 p.

Sites internet

<http://www.diact.gouv.fr>

<http://www.indl.fr>

<http://www.inra.fr>

<http://www.ums-riate.fr/lexique>

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/cooperation-decentralisee_1054/index.html

<http://www.espaces-transfrontaliers.org>

www.fr.wikipedia.org/wiki

http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/2007/osc/050706osc_fr.pdf

http://ec.europa.eu/regional_policy/funds/gect/index_fr.htm

[http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/official/regulation/pdf/2007/gect/ce_1082\(2006\)_fr.pdf](http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/official/regulation/pdf/2007/gect/ce_1082(2006)_fr.pdf)

http://ec.europa.eu/agriculture/rur/leaderplus/intro_fr.htm

http://ec.europa.eu/culture/our-programmes-and-actions/doc411_fr.htm

<http://europa.eu/scadplus/leg/fr/cha/c11080.htm>

<http://www.val-adour.com/>

<http://www.gers.cci.fr/www/index.php>

<http://www.teleparc.net/>

www.poctefa.eu/

www.interreg-sudoe.eu

www.interreg4c.net/

<http://interreg3france-espagne.org>

www.interreg-sudoe.org/

www.interreg3c.net/

www.toulouse2013.eu

<http://www.haute-garonne.pref.gouv.fr/>

<http://www.europe-en-midi-pyrenees.eu/>

www.midi-pyrenees.fr

Kyriaki Panagiotaki

Le Pays Portes de Gascogne
La coopération européenne au service
des régions rurales en mutation

Table des matières

Abréviations	6
Introduction	7
Première partie : La coopération territoriale : principales notions, cadre juridique et contexte français et européen. État des lieux de la coopération dans le Gers	11
A- La coopération territoriale : principales notions, cadre juridique et contexte européen	
1. Définitions des principales notions	12
Le territoire rural, un territoire en évolution	
Le développement territorial	
Projet de territoire : les Pays	
La coopération	
Projet de territoire et coopération	
2. Le cadre juridique et institutionnel de la coopération territoriale en France	19
Convention cadre de Madrid - Loi de décentralisation 1992 -	
Traité de Bayonne	
Les structures juridiques de coopération	
Le contexte français de la coopération. La coopération décentralisée	
3. Le contexte européen de la coopération territoriale et son évolution	23
Du PIC Interreg I à l'objectif 3 «Coopération territoriale européenne»	
Du PIC Leader I au Leader, volet coopération	
Autres dispositifs européens de coopération 2007-2013	
Le rôle majeur de la coopération	
B- Etat des lieux de la coopération dans le département du Gers	
1. Les projets de coopération dans le Gers, programmation 2000-2006	34
Description du Gers	
Les projets dans le cadre du PIC Interreg III	
Les projets dans le cadre du PIC Leader+	
Les projets de coopération décentralisée	
2. Le cas du pays du Val d'Adour, exemple remarquable d'engagement dans des projets de coopération	38
Présentation du territoire et de son plan de développement	
Les projets de coopération menés à ce jour	

Les futurs projets transnationaux	
La place de la coopération au Pays Val d'Adour	
3. Le cas de la CCI du Gers	49
Présentation de l'organisme et de son projet Teleparc	
Les projets transnationaux menés à ce jour	
Les futurs projets transnationaux	
La place de la coopération à la CCI du Gers	
4. Bilan - évaluation de la coopération pour le territoire rural du Gers.	58
Deuxième partie : Les enjeux et les perspectives de coopération pour le Pays Portes de Gascogne : de l'étude de cas aux pistes de coopération et proposition d'une stratégie concertée de développement par le biais de la coopération	60
1. Présentation du Pays Portes de Gascogne	61
L'association du Pays et son territoire	
Les acteurs	
La Charte de Développement Durable	
Les actions de développement menées à ce jour par le Pays	
2. Les projets de coopération menés sur le territoire du Pays Portes de Gascogne	71
Les projets Leader+	
Les projets Interreg III	
Autres projets de coopération	
Bilan des actions de coopération, son rôle et sa place à la stratégie de développement du pays. Diagnostic «coopération»	
3. Les futurs projets de coopération au sein du Pays Portes de Gascogne	93
Les projets Leader 2007-2013	
Les projets Interreg IV	
Autres projets transnationaux	
Quelle évolution de la place de la coopération au sein du Pays ?	
4. Les perspectives de coopération	99
Donner une suite à des projets finalisés	
Du diagnostic « coopération » aux besoins en termes de coopération. Thématiques possibles	
Réexaminer et relancer les anciennes pistes de coopération Leader+	
Autres enjeux et pistes possibles de coopération	
5. Préconisations - propositions	108
Proposition d'un plan stratégique de coopération	
Suggestions méthodologiques pour le montage de projets	
Conclusion	120
Annexes	122
Bibliographie	137

